

Pour plus de livres rejoignez nous sur
Heights-book.blogspot.com

© L'HARMATTAN, 2009
5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-10688-8
EAN : 978229609106888

Du même auteur

Sous-développement et extraversion financière du monde arabe, Publisud, OPU, Alger-Paris, 1983.

La politique de coopération algéro-française : bilan et perspectives, Publisud-OPU, Alger-Paris, 1989.

L'Algérie et le tiers monde face à la crise, Ettarik, Alger, 1990.

L'Algérie au futur, Dar Ettakafa, Alger, 1992.

L'Algérie à l'épreuve des réformes économiques, OPU, Alger, 1998.

Afrique. L'ère des turbulences, Casbah Editions, Alger, 1990.

Jeux d'enfants (roman), L'Harmattan, Paris, 2001

Le revenant (roman), L'Harmattan, Paris, 2002.

La mondialisation en marche, ENAG, Alger, 2004

Abaggar (roman), L'Harmattan, Paris 2004

Destins éclatés (roman), L'Harmattan, Paris, 2004.

La politique extérieure de l'Algérie et le nouvel ordre économique mondial : de 1970 à 1978, ANEP, Alger, 2005.

Le NÉPAD, une chance pour l'Afrique ?, OPU, Alger, 2005.

L'Honnête homme (roman), L'Harmattan, 2006

«...Cette situation est absolument inédite dans l'histoire et justifie la conviction que notre monde est à la veille d'un nouveau départ : un départ comme il n'y en a jamais eu dans l'histoire et qui exige une révolution de la plupart des prémisses jusqu'ici admises dans notre réflexion sur les affaires internationales ... Pendant de longs siècles, le thème central de la politique mondiale a été l'effort des grandes puissances existantes pour empêcher l'apparition de nouvelles». (Tibor Mende : «Réflexion sur l'histoire d'aujourd'hui» – Seuil – p 13).

INTRODUCTION

En un siècle environ, l'Occident a été à l'origine de deux graves crises financières et économiques qui ont fini par s'étendre au reste du monde. Ce sont des crises mondiales. En 1929, le krach financier de Wall Street contamina rapidement le reste de la planète. Il engendra, dans son sillage, une très grave crise économique mondiale. Pour la première fois, le monde a connu une dramatique dépression qui le plongea dans l'abysse durant des années. Cette crise a eu des répercussions d'une extrême gravité au niveau social, politique, et contribua à l'émergence des idéologies totalitaires. Le cours des relations internationales a été dévié de son sillon pacifique pour emprunter une voie tumultueuse et périlleuse. Car, une dizaine d'années après la bourrasque de Wall Street, la Seconde Guerre mondiale éclata qui a changé, elle aussi, la face du monde.

En 2007, le monde bascula dans le cauchemar. Une grave crise financière mondiale fit irruption suscitant la tourmente et surtout le désarroi des gouvernants de tous les pays. Les atermoiements constatés au début de l'apparition de ses premiers signes firent place rapidement à l'inquiétude. Des mesures sont prises dans la précipitation pour arrêter l'effondrement du système bancaire international. Paradoxalement, malgré les sommes colossales envisagées pour ranimer un système bancaire et financier moribond, les bourses jouent au yoyo et les cours du pétrole s'effondrent à vue d'œil. La raison en est toute simple. Contrairement à la crise économique de 1930 qui a mis plusieurs mois avant de prendre le relais du krach financier de Wall Street, la récession économique de 2008 a été d'une rapidité fulgurante. La crise financière a immédiatement atteint la sphère réelle faisant ainsi surgir le spectre d'une sérieuse récession économique mondiale. Cette seule perspective a contraint les banques à restreindre très sérieusement l'octroi de crédits renforçant ainsi les bases de la récession et surtout réussissant aussi à plonger les pouvoirs publics dans un pessimisme croissant, conforté en cela par les sombres prévisions des institutions internationales. En effet, les mesures prises pour éviter l'effondrement du système financier, d'une part, et encourager la relance des crédits bancaires, d'autre part, s'avèrent d'une troublante inefficacité. La confiance, qui est à la base des activités économiques et financières, s'évapora laissant place à des

comportements irréalistes. En fait, c'est une crise morale qui se superposa aux dérives financières et économiques. Le doute s'installe dans les esprits et l'on commence à s'interroger sur les fondements du capitalisme financier, sa finalité et surtout la moralité de ses thuriféraires. L'on découvre son opacité, son penchant inné pour les risques, son extraordinaire autonomie, l'absence de gardes-fous et pour finir son arrogance. En effet, on a érigé le système financier international au rang d'une divinité et ses acteurs, qu'on disait d'une intelligence hors du commun, étaient pratiquement déifiés. Ils agissaient selon un postulat de base : ce qui était bon pour eux, l'était forcément et indiscutablement pour le reste du monde. La preuve est donnée par le trader de la Société Générale qui a fait perdre à cette banque plusieurs milliards d'euros, en spéculant à l'abri de tout contrôle comme s'il était un citoyen pariant avec son argent dans un casino.

Le monde n'en est pas à sa première crise. Il en a connu dans le passé mais il en a vite oublié les enseignements. Pourtant, le constat est clair : c'est l'Occident qui les déclenche et les transmet à la planète entière. Mais, à chaque fois, il en sort plus revigoré et plus arrogant qu'avant. En sera-t-il de même demain, quand les effets de la crise actuelle seront annihilés ? Rien n'est moins sûr, car la mondialisation a cette vertu d'avoir permis à d'autres pays de s'imposer comme des acteurs majeurs de la scène internationale. Le partage du pouvoir mondial, qu'il soit politique ou économique, est plus que jamais d'actualité. Car la crise de 2007 l'a brutalement remis à l'ordre du jour.

Chapitre 1

Les crises récurrentes

La crise financière de 2007, avec dans son sillage la récession économique, n'est ni la première ni la dernière que le monde a connue et connaîtra. De 1929 à 2007, soit 80 ans environ, moins d'un siècle, il a été ébranlé par plusieurs crises. Cependant, celle de 1929 est la plus grave, et selon de nombreux analystes et observateurs, elle présente de sérieuses similitudes avec la crise de 2007. Pourtant entre 1929 et 2007, le monde a vécu des crises intéressantes à plus d'un titre comme, par exemple :

- la crise pétrolière de 1973 et ses conséquences ;
- la crise de 1986 ;
- la crise financière asiatique de 1997.

Ce sont ces crises qui seront analysées car il y a une trame qui les lie. Or, cette trame semble aussi caractériser la crise financière de 2007 et dans son sillage la récession économique mondiale.

Bien entendu, le monde a connu d'autres crises mais leur amplitude est limitée. A titre d'exemples, l'on peut citer les plus importantes qui ont éclaté au cours de ces vingt dernières années :

- 1987 : krach d'octobre qui a touché le marché obligataire et les marchés d'actions ;
- 1989 : crise des Junk bonds ;
- 1994 : crise économique mexicaine («crise Tequila») ;
- 1998 : crise russe («crise vodka») ;
- 2000 : crise turque ;
- 2001 : crise des Junk Bonds et faillite d'Enron ;
- 2002 : crise brésilienne et affaires Woldecour et Vivendi ;
- 2003 : affaire Parmalat.

Si nous ajoutons à cette liste les crises citées précédemment l'on arrive à un total de 11 crises sérieuses, en l'espace de trente cinq ans seulement, soit une crise tous les 3 ans environ. Cela fait beaucoup et cette donnée permet de conclure que des dysfonctionnements manifestes caractérisent le système financier international, d'une part et l'économie mondiale, d'autre part. Il faut observer que ces crises se sont déroulées dans un contexte mondial très particulier :

- généralisation du libéralisme, dérégulation et «emballement» de la mondialisation, sur le plan économique et financier ;

- fin de la guerre froide et émergence d'un monde unipolaire dominé par le libéralisme politique et économique sur le plan géopolitique.

Ce ne sont pas de simples coïncidences, car ces crises attestent de profondes mutations au niveau mondial. Elles ressemblent à des vagues de fond qui ont produit le «tsunami» de 2007 dont on commence à peine à mesurer la gravité.

I) – La crise de 1929 et ses conséquences

La crise de 1929 est devenue un cas d'école. Elle a été analysée, décortiquée et «scannérisée» sous tous les angles. Elle figure en bonne place dans les manuels d'économie et a ouvert la voie à des recherches de nature théorique très approfondies. Cette crise a donné lieu également à des recherches dans d'autres domaines car elle a eu des conséquences économique, politique et sociale. Des conséquences si graves qu'elles figurent en bonne place dans l'histoire contemporaine du monde.

Le monde moderne n'a jamais connu une crise de cette nature qui n'a épargné aucun pays ni aucun peuple. La planète entière fut envahie par ses tentacules qui ont failli la projeter en arrière, annihilant ainsi les progrès incommensurables réalisés par l'homme durant des décennies.

Le Professeur Henri Guitton a bien expliqué les causes du krach de Wall Street et la dépression qu'il a provoquée. Il relève ainsi que : «La crise qui éclata en 1929, la plus désastreuse que le monde ait subie, débuta aux États-Unis au mois d'octobre et s'étendit ensuite aux autres pays plus ou moins rapidement. Elle ne fut pas annoncée, comme les précédentes, par l'ascension de la courbe des prix et par le fléchissement de la courbe de la spéculation. Les cours des valeurs industrielles montaient de plus en plus haut, à la Bourse de New York, en 1928 et pendant les trois premiers trimestres de 1929, tandis que l'indice des prix des marchandises accusait une baisse légère. Soudain, à la fin d'octobre 1929, un krach retentissant secoua Wall Street, les cours des actions industrielles s'effondrèrent ; en un mois l'ensemble des valeurs cotées à la Bourse de New York subit une perte d'environ 32 milliards de dollars. Et la période de dépression commença, marquée par les phénomènes ordinaires qui la caractérisent : baisse des prix de gros, diminution de la production, réduction des profits, faillites, chômage... Très vite, elle (la crise financière) s'est amplifiée démesurément et s'est transformée en une crise mondiale de crédit et de déséquilibre des prix sur les divers marchés. La dépression qui l'a suivie s'est manifestée avec une intensité et une persistance exceptionnelles». (1) Et d'ajouter : «C'est pourquoi, constatant ce profond bouleversement dans sa structure économique, certains auteurs ont pu penser que la crise de 1929

n'était pas une simple crise de fonctionnement dans le régime capitaliste, mais une crise du régime lui-même. D'autres auteurs ont simplement dit : cette crise de 1929 a inauguré l'ère d'une grande dépression, c'est-à-dire un état critique prolongé... La crise de 1929 a marqué une altération certaine des structures. Elle ne semble cependant pas avoir sonné le glas du régime capitaliste». (2) Il est intéressant de souligner que le capitalisme qui n'a pas été menacé de disparition en 1929, alors que le marxisme, idéologie rivale était en vogue, ne le sera pas non plus par la crise des subprimes, apparue en 2007.

Poursuivant son analyse des effets de la crise de 1929, il observe : «La crise se marque par une accélération du nombre des faillites. Ces effondrements se manifestent d'abord dans la sphère bancaire et dans la sphère boursière... De l'extérieur bancaire et boursier, le mal gagne les parties profondes du système. Les usines défaillantes renvoient leur personnel. C'est le chômage.» (3)

La crise de 1929 présente d'étonnantes similitudes avec celle de 2007. La première et la seconde sont nées toutes les deux aux Etats-Unis qui la transmettent «illico presto» au reste du monde avec comme «prime» une dépression pour la première, celle de 1929, et une récession qui risque de prendre la forme d'une déflation, pour la seconde. Enfin, c'est du même endroit que sont parties ces crises : Wall Street. Ce sont les turpitudes du système bancaire et financier américain qui les ont engendrées. C'est-à-dire la même cause qui est à l'origine des profonds bouleversements qu'a connus le monde. Analysant de près les causes et les conséquences de la crise de 1929, le Professeur Maurice Niveau en déduit que «l'ampleur des faillites bancaires ne pouvait que paralyser, davantage encore, les décisions d'investir. 5096 banques suspendent leurs paiements entre 1929 et 1932. La structure morcelée du système bancaire américain est une première cause des faillites en chaîne. Il existe alors aux Etats-Unis près de 24 000 petites banques indépendantes, opérant sur un territoire très restreint et dont le succès ou la faillite dépend des conditions de l'activité économique de la région où elles sont situées». (4) Et de poursuivre : «Il faut donc, en dernière analyse, recourir aux facteurs psychologiques caractérisant le comportement du public américain : ayant accès aux sources de crédit, encouragé par la mise en scène intéressée des grands capitalistes, victime sans le savoir, des plus grosses escroqueries, le grand public «a marché»... Aucun autre pays n'était peut-être aussi bien doté que les Etats-Unis pour approvisionner en crédits un mouvement spéculatif de grande ampleur». (5) Ainsi, il y a toujours à la base, tant pour la crise de 1929 que pour celle de 2007, la spéculation.

En 1929, les Etats-Unis ont contaminé le reste du monde avec leur récession parce qu'ils représentaient 45 % de la production industrielle mondiale. En 2007, ce poids n'est que de 25% mais ils sont toujours aussi

puissants pour transborder la crise financière et la récession à la planète tout entière. Dans les deux cas, la crise est née aux Etats-Unis. La crise de 1929 s'est rapidement propagée au reste du monde car les Etats-Unis ont adopté de drastiques mesures protectionnistes et surtout décidé de rapatrier leurs capitaux à l'extérieur, notamment d'Allemagne, plongeant ainsi ce pays dans la crise la plus grave qu'il ait connue. Et surtout, cette crise a préparé le lit aux dérives politiques avec la montée fulgurante des idées totalitaires.

L'attitude égoïste des Etats-Unis a poussé chaque pays à adopter des politiques protectionnistes, restreindre par tous les moyens les importations et développer les exportations grâce à des dévaluations successives et sauvages des monnaies. Il n'est donc pas surprenant que les différentes tentatives de coopération internationale aient toutes échoué. D'ailleurs, la Grande-Bretagne abandonna l'étalon-or en 1931. Cette absence de perspective collective fait dire au Professeur Niveau que : « Afin d'éviter les dangers les plus immédiats de telles politiques un certain nombre de pays mettent sur pied des accords régionaux préférentiels et nécessairement discriminatoires vis-à-vis des pays tiers. C'est d'abord la Convention d'Oslo de 1930 liant les pays scandinaves, la Belgique, la Hollande, le Luxembourg et la Finlande. Le 12 octobre 1932, la Grande-Bretagne et les pays du Commonwealth signent les accords d'Ottawa établissant la «Préférence impériale» qui contribuera largement à relancer les échanges entre les pays membres. A la suite de l'effondrement du système monétaire international en septembre 1931, une conférence économique mondiale se tint à Londres en 1933. Elle marque l'échec définitif des tentatives de coopération et donne le coup d'envoi aux dévaluations concurrentes et aux mesures bilatérales et protectionnistes qui se poursuivront jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le régionalisme, le bilatéralisme, la discrimination et l'instabilité, telles sont les caractéristiques de la politique du commerce extérieur des années 1930-1939». (6)

La crise de 2007 a fait une brutale irruption plongeant ainsi le monde dans la tourmente et les dirigeants politiques et économiques dans un invraisemblable désarroi. Au début, les pays, ont réagi en rangs dispersés. Les Etats-Unis, l'UE, et à l'intérieur de cette union l'on releva des divergences manifestes entre les pays membres, et l'Asie, en général, ont voulu réagir individuellement à la déferlante. Cependant, ils se sont vite aperçus que la crise est mondiale et que, par conséquent, il faut une action concertée et mondiale. Cette approche est aux antipodes des politiques égoïstes suivies en 1929. Cependant, il y a une nuance, et elle est de taille. Cette fois-ci, l'on est conscient des dangers des politiques strictement nationales mais chaque pays est encouragé à prendre des mesures de relance, contribuant ainsi à la relance de l'économie mondiale. C'est le résultat des décisions du G20 qui s'est réuni à Washington en novembre 2008. La composition du G20 corrobore cette

assertion puisqu'il ne regroupe que des pays ayant un poids économique avéré, ou financier comme l'Arabie Saoudite.

Cependant, l'on relève tout de même une autre nuance : le G20 représente les pays riches, même si beaucoup d'entre eux sont des nations émergentes et, issues de l'hémisphère sud. C'est une indication qui donne un aperçu des desseins politiques non avoués. Heureusement que la réunion de Doha (Qatar), regroupant 25 chefs d'Etat africains, est venue rappeler à la communauté internationale, en général et au G20, en particulier, que les pays pauvres sont les premiers à pâtir de la crise et qu'ils sont donc, de fait, partie prenante dans les tractations pour la juguler, d'une part et participer à la réforme du système financier et monétaire international, d'autre part.

Justement, autre similitude avec la crise de 1929, celle de 2007 a révélé la nécessité absolue de réformer le système financier international. Or, en 1929, on a échoué à le faire et en 2007 on a opté pour le statu quo mais en accroissant seulement le rôle de surveillance du FMI des 30 plus grandes banques dans le monde.

En 1929, et durant les années de dépression, la pensée économique reposait sur un libéralisme sans concession. Adam Smith régnait sur les esprits et l'économie. Les Etats-Unis étaient ainsi désarmés face à l'oppression du marché. Les tenants de ce libéralisme excluaient toute intervention de l'Etat dans la sphère économique et financière. Ils s'accrochaient fermement aux vertus et à la capacité du capitalisme de juguler la crise et de rebondir avec plus de vigueur et d'ambition. En 2007, et heureusement que Keynes est venu au monde avec une autre théorie qui rehausse le rôle de l'Etat dans la sphère économique et financière, l'Etat est intervenu partout, y compris aux Etats-Unis, véritable citadelle du libéralisme, pour éviter le pire. Sans l'intervention de l'Etat, le système bancaire se serait effondré, ce qui aurait provoqué un désastre planétaire. Le monde aurait, dans ce cas, basculé dans le désordre et la tyrannie.

Les crises de 1929 et de 2007 présentent, comme on a pu le constater, des similitudes manifestes, même si 80 ans les séparent. Nées aux Etats-Unis, elles ont fini par envahir le reste du monde. La puissance dominante des Etats-Unis et surtout leur unilatéralisme croissant qui a atteint son paroxysme à partir des années 90, sont responsables des deux crises. Ils enfantent des crises majeures et c'est le monde qui paie la facture.

La crise de 1929, et surtout la dépression qu'elle a provoquée, a entraîné inexorablement le monde vers des dérives incontrôlables. L'histoire retiendra qu'elle a été le terreau fertile dans lequel ont germé des idéologies totalitaires qui ont changé le cours des relations internationales. Ce nouveau

cours a conduit directement à l'écllosion du second conflit mondial environ vingt ans après la fin du premier. C'est dire qu'une crise peut en cacher une autre. On n'est jamais sûr d'en venir à bout des «effets secondaires» qu'elle peut provoquer à l'avenir.

Il faut également souligner que ces deux crises majeures sont nées aux Etats-Unis mais qu'elles ont atteint de manière frontale d'abord les pays développés occidentaux. En 2007, c'est le cas avec une autre nuance, c'est que la crise sera implacable pour les pays en voie de développement.

En fait, que ce soit en 1929 ou en 2007, la crise est typiquement occidentale. En 2007, elle est due, en partie, au décloisonnement et à l'intégration des marchés financiers occidentaux, mondialisation oblige. Une mondialisation effrénée, voulue et imposée, sans ménagement, à la planète entière. Une mondialisation aux couleurs de l'Occident.

II) – La crise pétrolière de 1973/1974 et ses répercussions économiques et financières

En 1973/1974, il s'est produit un événement unique dans les annales des relations économiques et financières internationales. Un groupe de pays producteurs de pétrole est parti à l'assaut de la toute- puissante citadelle occidentale qui tenait tous les leviers de l'économie et de la finance mondiales. Un «choc civilisationnel» car le défi est inédit. L'Occident ne s'attendait pas à une telle témérité de la part de quelques pays qui, il n'y a pas si longtemps, étaient sous son emprise coloniale. Cette audace a fait dire à Pierre Mayer : «Nous sommes au milieu d'un monde qui se déchire et qui meurt, un monde rompu». (7) En effet, après 1973/1974, le monde ne sera plus comme avant.

Chose impensable, les pays producteurs de pétrole ont tout simplement décidé de quadrupler le prix du baril sans demander l'avis des pays consommateurs, ni même entamer au préalable des négociations. Unilatéralement, ils ont décidé de valoriser le prix de leur unique richesse pour défendre leur droit au développement. Cette décision, juste et légitime, n'était pas un acte de guerre et encore moins une volonté de mettre à genoux l'économie mondiale mais seulement un acte souverain pour imposer le respect des intérêts évidents de pays en voie de développement.

Cependant, cet acte s'avéra être un véritable bouleversement mondial puisqu'il a ôté aux pays consommateurs un levier vital : la décision de fixer eux-mêmes le prix de l'énergie qu'ils importaient. Ainsi, ils perdaient à la fois un pouvoir politique et un pouvoir économique. De plus, cet acte les plongea dans une véritable crise économique et financière : ralentissement de la croissance,

chômage et déficits budgétaire et commercial...et assèchement du secteur bancaire international (transferts des capitaux vers les pays producteurs). Les pays pétroliers ont mis fin aux «trente glorieuses» – 1945-1975– période ininterrompue de croissance en Occident.

Cette croissance et cette prospérité de l'Occident se sont faites au détriment des pays de l'hémisphère sud. En effet, il a continué à exploiter leurs richesses, comme du temps de la colonisation, à des prix bas contrairement à la rationalité économique. Ces matières premières lui ont permis de se développer très rapidement alors que le tiers-monde s'enfonçait dans la misère. L'un s'industrialisait et se modernisait, l'autre périssait. Les échanges étaient si inégaux que des économistes de renom, tels que Raoul Prebisch, Charles Bettelheim et Samir Amin ont développé de remarquables théories sur les rapports iniques entre le Nord et le Sud. Le pétrole et le gaz étaient fournis à l'Occident à des prix si bas que les pays producteurs ont dû réagir en 1973/1974, pour les augmenter. En fait, c'est un rattrapage des manques à gagner enregistrés depuis des décennies. D'ailleurs, après cette décision, le tiers-monde revendiqua l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial. Pour Daniel Colard, «le coup d'Etat pétrolier a servi de catalyseur et de détonateur au nouvel ordre économique international ou mondial». (8)

Le Professeur Serge Christophe Kolm synthétisa de manière magistrale les effets de cette crise d'un trait alerte et combien précis, en ces termes : «Mil neuf cent soixante quatorze : dans tout le monde capitaliste une vague de licenciements déferle ; le chômage, oublié depuis plus d'une génération dans la plupart des milieux, montre de nouveau son visage grimaçant ; les inventus s'accumulent dans les stocks des entreprises ; des ateliers ferment leur porte ; des machines s'arrêtent ou tournent au ralenti ; alors que des centaines de millions de personnes, dans les pays les plus riches comme dans les pays pauvres, ne demandent qu'à jouir de la société de consommation qu'on leur annonce à grande publicité mais dont ils ne voient que des bribes ; la production industrielle tombe d'un coup du dixième ou du cinquième, les bénéfices de bien davantage quand ils ne deviennent pas des pertes et la valeur des actions s'effondre ; les profits croulent comme jamais depuis la grande crise des années 30 ; les faillites se multiplient ; les bourses connaissent leur plus grande dégringolade depuis le «mardi noir» de 1929 ; les salaires de ceux qui restent employés, leur pouvoir d'achat fondent au soleil de l'inflation ; la croissance, qui en vingt cinq ans a provoqué la plus rapide transformation matérielle que le monde ait jamais connue, s'arrête et s'inverse en décroissance.. Dix sept millions de personnes sont bientôt au chômage dans la zone d'OCDE, ce club de pays riches, plus de six millions dans la CEE...». (9) Et d'ajouter pour montrer l'impact de cette crise sur l'un des fondements de l'économie mondiale : «Le système monétaire international vole en éclats en 1973. Pas

seulement le système construit à Bretton Woods en 1944 et qui a permis les trente ans de croissance et de prospérité, mais plus généralement l'immémorial système où les parités sont fixées et garanties par les Etats. Les liens entre les monnaies éclatent. L'appareil des taux de change fixes se disloque. Le flottement général des monnaies s'installe. Leurs valeurs entre elles se mettent à fluctuer sans cesse et de façon imprévisible. Les Etats cessent de garantir leur monnaie nationale». (10) Et de conclure sur un ton péremptoire que : «Les événements de 1971 à 1973 sont plus qu'une crise monétaire internationale, plus même qu'une crise du système monétaire international au sens de règles auxquelles les Etats devraient ou voudraient se conformer... Ce n'est pas un nouveau jeu dans les règles, ni une transformation des règles, ni l'adoption de nouvelles, mais la disparition de toute règle, le face à face brute et franc des égoïsmes politiques et marchands». (11)

Les pays membres de l'OPEP ont donc été les précurseurs de nouveaux rapports entre le Nord et le Sud pour l'instauration du nouvel ordre économique mondial car le fossé les séparant devenait de plus en plus dangereux. A l'époque, il constituait un point nodal des relations internationales.

Dans sa préface au livre du Professeur Angelopoulos, Josué de Castro, ancien directeur général de la FAO, lança ce cri d'alarme devant l'insouciance de la communauté internationale et ce, en 1972, c'est-à-dire avant le «choc pétrolier» de 1973/1974. «Un des aspects le plus menaçant, écrit-il, et le plus révoltant de cette crise mondiale réside dans la disparité des vitesses de croissance de la richesse de deux groupes de pays antagonistes : le groupe des pays riches et bien développés et le groupe des pays pauvres et sous-développés. Cette disparité a créé et maintient le phénomène mondial du sous-développement considéré, à juste titre, comme le plus grand scandale de notre siècle. Le fossé entre les deux groupes ne cesse de s'élargir, on ne parle même plus de le combler, ce serait utopique. On parle plutôt de jeter les ponts sur l'abîme qui les sépare». (12) Poursuivant, il ajouta : «Les régions sous-développées sont maintenues dans une situation économique toujours défavorable par la force des circonstances et non par la force des choses; par la force des inconstances politiques ou historiques, principalement le colonialisme politique et économique qui a placé ces régions en marge du processus de l'économie mondiale en évolution rapide». (13) Cette constatation de l'élargissement dangereux du fossé n'échappe pas aussi à Alfred Sauvy qui accuse ainsi les pays riches : «Vous les riches qui possédez les trois-quarts de la richesse de la planète, vous commettez le crime de les gaspiller, vos différences intérieures sont de bien faible dimension, comparées à la vie de plus d'un milliard d'hommes. Il y a une génération, les canons l'ont emporté sur le beurre et voilà qu'aujourd'hui le choix se pose entre vos canons et notre beurre, ou

plus exactement entre vos fusées et notre pain de demain. Si un jour, un malheur arrive à la planète et s'il reste un historien pour le décrire, il vous imputera la plus lourde faute que jamais aucun homme ait commise sur terre. Les crimes d'un Caligula, d'un Attila, d'un Hitler ne sont rien en dimension, par rapport à ceux que vous préparez : tuer les uns avec ce qui pourrait faire vivre les autres». (14)

La crise de l'énergie n'est donc pas un simple fait de nature conjoncturelle et l'on comprend pourquoi les pays pétroliers sont depuis cette date dans le collimateur des pays occidentaux. Il faut se souvenir de cette menace de Kissinger, alors secrétaire d'Etat, qui leur donna rendez-vous dans dix ans. Une menace à peine voilée mais qui s'avéra dix ans après, bien réelle puisqu'elle plongera les pays pétroliers à leur tour dans une grave crise économique. En 1986, le calvaire commença pour eux avec une double baisse brutale du prix du baril et du dollar.

Les années 73/74 ont ouvert une véritable brèche dans le système international conçu et organisé par l'Occident et ce, malgré le contexte de la guerre froide. C'est donc un véritable défi à sa puissance et au pouvoir mondial qu'il détenait depuis le XVIII^e siècle. «Le 16 octobre 1973, écrivait à juste titre le Professeur Daniel Colard, est une date que les écoliers de l'an 2000 apprendront sûrement dans les manuels. C'est le coup de tonnerre du Koweït qui va bouleverser l'économie mondiale. Une sorte de Bandoeng économique qui survient après le Bandoeng politique de l'année 1950 et qui traduit la montée en puissance du tiers-monde sur la scène internationale... Pour la première fois, un groupe de petits pays arabes et en voie de développement, membres de l'OPEP, dicte unilatéralement sa loi aux consommateurs riches et s'entend pour utiliser l'arme du pétrole à des fins politiques». (15) Et d'ajouter : «L'histoire des relations internationales est jalonnée de quelques grandes dates qui en marquent les principaux tournants. On connaît 1789 et la Révolution française, 1917 et la Révolution russe, 1929 et la crise économique, 1945 et la révolution nucléaire, 1949 et la Révolution chinoise. A cette liste non limitative, il conviendra d'ajouter désormais 1973 et la crise de l'énergie». (16)

C'est dire que l'action des pays producteurs de pétrole figure en bonne place dans l'histoire contemporaine du monde puisqu'elle a contribué à donner un autre cours aux relations internationales. Or, et c'est là le paradoxe, ce sont les pays développés qui les ont poussés à revaloriser le prix du pétrole. En effet, les pays consommateurs ont délibérément, et durant des décennies, bloqué le prix de l'énergie pour assurer une croissance continue de leurs économies au détriment du développement des pays producteurs. Ils ont donc poussé, et même contribué, à ce que ces pays procèdent unilatéralement à la revalorisation du prix du baril. Ils ont déclenché la crise, se sont posés même en victimes et

puis, en un tournemain, ils ont résolu leurs problèmes en récupérant largement d'une main ce qu'ils ont donné de l'autre main.

Ainsi un groupe de pays a mis à genoux momentanément tout l'Occident. La croissance recula, le chômage augmenta, les déficits, budgétaire et commercial, se creusèrent et surtout, il vit son pouvoir mondial vaciller alors qu'on était en pleine guerre froide. Il était donc plongé dans une profonde crise qui lui rappelait la dépression de 1929. La valorisation du prix du baril opérant une véritable ponction sur ses ressources, un véritable «impôt sur la fortune» et il avait un besoin pressant et vital d'importants capitaux pour éviter un désastre. Pour ce faire, deux voies s'offraient à lui : attirer les excédents des pays pétroliers pour faire redémarrer leurs économies et développer les exportations vers le tiers-monde en endettant ce dernier. Ainsi, grâce au recyclage des pétrodollars, les pays développés ont encouragé l'endettement du tiers-monde. Par ce biais, ils ont récupéré la mise, dépassé la crise qui les a surpris, entraîné les PVD dans la spirale de l'endettement et neutralisé les pays de l'OPEP. En un tour de main, l'Occident est passé de la crise à la prospérité tout en enfermant le tiers-monde dans le piège de l'endettement bancaire. Une fois de plus, ce sont les pays de l'OPEP qui l'ont aidé dans cette entreprise en recyclant leurs excédents sur le marché de l'eurodollar. Le comble est que la plupart d'entre eux se sont, par la suite, retrouvés débiteurs vis à vis des banques qui recyclaient leurs excédents.

Les crédits bancaires privés se sont donc substitués à l'aide publique en provenance des pays développés grâce au recyclage des surplus des pays de l'OPEP. Cette situation exceptionnelle et favorable à tous points de vue aux pays développés n'échappa pas à Stoléru, un ancien ministre français : «La satisfaction, pour les banquiers, de voir affluer de gros dépôts arabes était néanmoins tempérée par un souci réel ; trouver très rapidement à qui prêter d'aussi grosses sommes, de préférence à un taux d'intérêt supérieur à celui servi aux déposants ... Les prêter à des entreprises américaines, européennes ou japonaises ? Oui, bien sûr, mais cela ne pouvait aller très loin : le climat n'était pas aux grands programmes d'investissement... Il y avait mieux à faire : les prêter à ceux qui étaient complètement étranglés par la crise et qui étaient prêts à payer n'importe quel prix pour desserrer le garrot, c'est-à-dire aux pays pauvres... C'est par ce mécanisme que l'on comprend le bilan final de dix ans de crise pétrolière : 600 milliards de dollars d'excédent financier pour les pays pétroliers et 600 milliards de dollars de dette pour le tiers-monde. Ce n'est pas un hasard si ces deux chiffres sont égaux, c'est le résultat d'un long processus par lequel les pays riches ont peu à peu tiré leur épingle du jeu pour laisser face à face les pays pétroliers et le tiers-monde, en se bornant à jouer le rôle d'entremetteur financier... En dix ans de 1974 à 1984, les pays riches ont passé au tiers-monde le mistigri de la crise, c'est-à-dire 600 milliards de dettes». (17)

L'endettement massif du tiers-monde, processus initié et soutenu tout au long d'une période bien déterminée par les puissances industrialisées, constitue indubitablement un tournant capital dans les relations économiques et financières internationales. Cet endettement a entraîné son affaiblissement. En effet, l'échec des théories et des politiques de développement et le recours à l'endettement ont fragilisé le tiers-monde et bouleversé ses repères ; il a été entraîné dans la seule et unique voie tracée par un processus ressemblant beaucoup plus à un rouleau compresseur, suscité et voulu par les pays riches et aggravé notamment après la chute du mur de Berlin. C'est la dette extérieure des pays pauvres qui a conduit à leur immersion dans la mondialisation. Les contours des causes qui ont déclenché le processus de l'endettement du tiers-monde sont maintenant bien cernés. Un rapide survol historique le montre aisément.

Avec l'émancipation politique des colonies dans les années 60, les pays développés, et surtout les anciennes puissances coloniales, étaient obligés de rivaliser pour atteindre des taux de croissance économique les plus élevés, en escomptant toujours un accès très avantageux aux matières premières. L'idée était de tirer cette croissance par les exportations en direction des pays en voie de développement. Le système bancaire international privé devait constituer le fer de lance de cette vision stratégique tant sur le plan politique que sur le plan économique. Des structures nationales ont vu le jour pour soutenir l'action du système bancaire privé avec la création ou le renforcement d'institutions (système d'assurance) et en refinançant les opérations de commerce international (par exemple, l'EXIMBANK, aux États-Unis et au Japon, la Banque Française du Commerce Extérieur, en France, etc).

Richard Lombardi, banquier américain très avisé en matière de finance internationale et de ses enjeux politiques, met en évidence le lien étroit qui existe entre le commerce et la dette, en citant l'exemple des États-Unis (pour mémoire, il faut savoir que les banques américaines détiennent plus de créances sur le tiers-monde que l'ensemble des autres banques étrangères). Il observe que : «Pour mieux cerner le dilemme des exportations, on a pu estimer que les quatre cinquièmes (80%) des nouveaux emplois créés aux États-Unis de 1977 à 1980 sont liés à l'essor des exportations durant cette même période. Et ce n'est pas un hasard si ces chiffres de croissance paraissent proportionnels à ceux de l'augmentation de la dette du tiers-monde. De même, lorsque les banques ont cessé d'ouvrir des crédits au Mexique, en 1982, les États-Unis ont perdu plus d'emplois au cours du semestre suivant qu'en trois années de crise de l'automobile. Selon le représentant commercial américain de l'administration du président Ronald Reagan, William E. Brook, la crise de la dette mexicaine a fait perdre quelque 240 000 emplois aux États-Unis». (18)

Il est évident que les exportations en direction du tiers-monde sont un véritable enjeu politique et économique pour les pays développés. Une véritable course «aux crédits» pour financer les exportations a vu le jour. En effet, le financement des exportations est devenu un élément important et vital dans la compétitivité. Toujours selon Lombardi, qui cite l'exemple de la Corée du Sud, «au début des années 1970, les Etats-Unis et le Japon se sont livrés à une véritable guerre du crédit fournisseur afin d'exporter vers la Corée du Sud. Et le gouvernement de Séoul a pu ainsi persister dans sa frénésie d'achats : usines de textiles synthétiques avec accords commerciaux privilégiés concernant l'approvisionnement de marchés américains déjà déprimés (effet boomerang), gigantesques complexes sidérurgiques, trois centrales nucléaires, un chantier de construction navale et une pléiade d'autres projets qui, tous, font appel à des machines et des capitaux étrangers et dont la rentabilisation dépend en fait des marchés du Nord. La guerre du crédit en Corée du Sud s'est par la suite étendue aux fournisseurs français, allemands et anglais». (19)

Les opérations avec l'étranger ont insufflé indéniablement une remarquable impulsion et une dynamique au système bancaire privé international qui a ainsi contribué à la consolidation de la division internationale du travail dans l'intérêt des pays industrialisés. Cependant, le phénomène le plus spectaculaire réside dans le développement du marché de l'eurodollar qui a favorisé et accéléré l'internationalisation des activités bancaires. Le tiers-monde est devenu un immense marché pour les pays développés et un centre de profits considérables pour les banques internationales. Selon une étude financière de Salomon Brothers, que cite Lombardi, les bénéfices des treize plus grandes banques américaines sont passés de 177 millions de dollars, en 1970, à 836 millions de dollars, en 1975, dont la plus grande partie est réalisée sur des opérations avec le tiers-monde. Pour la seule année 1976, la Chase Manhattan Bank réalisait 78 % de ses bénéfices à l'étranger, la Citibank 72 %, la Bank of America 40 %, la First of Boston 68 %, la Morgan Guaranty 53 % et la Manufacturer Hanover 56 %. Quant à la BNP, banque française (qui figure dans le peloton de tête des banques mondiales), on estime qu'elle réalise à travers ses filiales africaines un bénéfice net plus important qu'avec son réseau intérieur proche du seuil de la rentabilité. On avance même que le Nigeria, pays pétrolier représentait, à lui seul, 20 % de ses activités dans les années 70.

Au cours de la décennie 70/80, l'on assiste à une augmentation vertigineuse de l'endettement du tiers-monde. La conjonction de deux facteurs a effectivement entraîné un alourdissement de la dette des pays en voie de développement. C'est le second cycle de leur endettement. Il y a, d'une part, la crise économique qui affecte les pays industrialisés et qui couvait depuis les années 60 et, d'autre part, la progression considérable du marché de l'eurodollar alimenté par les surplus des pays pétroliers, par le biais du recyclage.

Il est important de ne pas occulter le contexte des années 60. En effet, les États-Unis menaient la guerre au Vietnam en la finançant par une création monétaire excessive. Cette injection monétaire a largement contribué à l'alimentation de l'inflation mondiale et à l'emballement des économies occidentales, en général. Vers le milieu des années 70, le revers de la médaille commençait à apparaître : inflation, chômage, stagflation, crise de l'appareil productif devenaient la préoccupation des pouvoirs publics de tous les pays développés, en particulier.

La crise latente qui couvait ainsi depuis des années a été exacerbée brutalement par le premier choc pétrolier en 1974 qui a porté l'estocade à des économies déjà profondément malades. Les premiers effets négatifs de cette crise ont été l'apparition de 17 millions de chômeurs dans la zone de l'O.C.D.E qui regroupe les pays les plus développés. Cette crise a pris de vitesse tout le monde et a causé le désarroi chez les gouvernants qui étaient incapables de la juguler car insaisissable par la force de son irruption. Les économistes les plus avertis n'ont pu proposer que d'inaudibles balbutiements comme éléments de thérapie à l'éclosion soudaine du mal. Il faut dire, à leur décharge, que les instruments traditionnels de la politique économique s'étaient révélés d'une inefficacité effrayante, preuve de l'ampleur de cette crise. D'ailleurs, le professeur Kolm s'est fait, en quelque sorte, l'interprète de ce désarroi en décrivant ses premières répercussions sur tous les pays développés. En effet, les chiffres qu'il avance sont éloquentes : «La production industrielle des pays de l'O.C.D.E, écrit-il, s'affaisse de 10 %. Leur produit global décroît de 4 % en un an alors que les capacités de production augmentent de ce pourcentage sans usage. Il baisse de 7 % en dix-huit mois aux États-Unis au lieu de monter d'autant comme il était normal. En France, l'ex-champion atlantique de la croissance, la production industrielle s'effondre de 15 %. Au Japon, ex-champion toutes catégories de la croissance, elle s'écroule de 20 %. La production nationale arrive début 1975 en dessous de la production possible par l'emploi normal des moyens de production, de 8 % en France, en Angleterre et en Italie, de 11 % aux États-Unis et en Allemagne, de 15 % au Japon». (20)

Cet observateur pertinent et averti de cette époque va encore plus loin dans son analyse en affirmant : «Surtout, cela est nouveau : tous les indices d'emploi, de profit, de croissance, de hausse du pouvoir d'achat, etc., concordent : ils sont au pire depuis 1940. Depuis la Seconde Guerre mondiale, il y a eu des «réajustements» de la production, des «refroidissements» de l'activité économique, des «essoufflements» et des «ralentissements» de la croissance provoquant des «fluctuations» de son taux qui reste positif. Mais même le mot «récession» est trop fort pour désigner ces affaiblissements

passagers, mil neuf cent soixante-quatorze est la première crise économique du demi-siècle». (21)

L'aveu de cet économiste réputé pour sa rigueur confirme à la fois, le désarroi de toute une génération d'économistes et la nécessité vitale et impérieuse pour les pays développés de se redéployer pour sortir de l'engrenage de la crise. C'est ce qui explique leur stratégie en direction du tiers-monde pour lui «transférer» les effets les plus pernicioeux de leur crise par le biais du développement de leurs exportations financées grâce à la mise en place de crédits qui allaient, par la suite, l'enfoncer profondément dans le gouffre de l'endettement. C'est le prélude à leur intégration dans la mondialisation en marche.

Ce rapide rappel ne saurait faire oublier que l'insertion, à partir des années 70, des pays producteurs de pétrole, en particulier, dans les marchés internationaux privés de capitaux a également permis aux pays industrialisés de limiter les effets de la crise économique et sociale qui les affectait déjà. C'est l'autre facette de la mondialisation.

Il fallait donc stimuler la croissance économique, à l'état moribond des pays développés, par les exportations, en utilisant une partie des liquidités nouvelles mises à la disposition de leurs banques. De 1972 à 1980, c'est en moyenne 66 nouvelles banques qui participent chaque année à la syndication de crédits internationaux : le volume des prêts bancaires internationaux consentis aux pays du tiers-monde s'accroît, quant à lui, au rythme annuel de 20 %, soit pratiquement en proportion directe de l'essor du marché de l'euro dollar. (22) De ce fait, entre 1970 et 1980, les crédits à l'exportation en faveur des pays en voie de développement ont connu un essor fulgurant. En 1980, par exemple, l'Eximbank des Etats-Unis a participé à la vente de plus de 100 milliards de dollars de matériels et diverses marchandises au tiers-monde. Globalement, les marchés du tiers-monde représentaient pour les Etats-Unis, en 1980, 30 % des profits des sociétés américaines, 20 % du produit industriel et environ 25 % du revenu agricole. (23)

A la fin des années 70, en Grande-Bretagne, par exemple, 42 % du matériel de construction, 33 % des nouveaux avions et 32 % des machines textiles étaient destinés aux marchés des pays en voie de développement. Quant à la France, 65% des exportations totales en direction du tiers-monde bénéficiaient d'une garantie de l'Etat français. L'essentiel est d'exporter pour stimuler la croissance économique. En cinq ans, de 1978 à 1982, la dette du tiers-monde est passée de 350 à 626 milliards de dollars. L'encours des crédits à l'exportation est ainsi passé de 85 à 148 milliards de dollars, tandis que les prêts

des banques associés à ces opérations ont atteint 210 milliards de dollars en 1982 contre 105 en 1978. (24)

Par leur politique d'exportations, pour tirer leur croissance économique, qui a entraîné l'alourdissement de la dette des pays en voie de développement, les pays développés leur ont transféré insidieusement et graduellement la crise au tiers-monde. Le redéploiement stratégique des économies développées a engendré une autre approche à l'égard des pays endettés. En effet, dès le début des années 80, les pays industrialisés ont éliminé les effets les plus négatifs de la crise, ce qui leur a permis de poser le problème de la dette du tiers-monde, en général, à la faveur du cas du Mexique. Il faut noter que dès le déclenchement de la crise qui a affecté ce pays, les banques créancières ont créé une véritable psychose de l'endettement. Le financement des activités domestiques des pays développés devient la priorité dans le nouveau contexte car les opérations bancaires internationales s'avèrent incertaines à cause de l'alourdissement de la dette du tiers-monde. Subitement, les banques rechignent à mettre en place de nouveaux crédits en faveur des pays endettés et exigent le strict respect des échéances pour le remboursement de leurs dettes. C'est la politique d'étranglement. Ce n'est plus le monde développé qui est en crise mais le tiers-monde parce qu'il ne peut plus honorer correctement ses engagements, c'est-à-dire le service de la dette.

On généralise le cas de quelques pays, en particulier celui du Mexique, à l'ensemble des pays endettés dans le but avoué de créer la confusion et des situations de tension. Le résultat est bien connu : environ 50 pays sont mis sous haute surveillance par le Fonds Monétaire International pour avoir choisi, parce qu'il ne pouvait pas en être autrement, le rééchelonnement de leurs dettes. Cette institution financière internationale s'éloigne donc de ses objectifs prévus par ses statuts pour prendre en charge sous des subterfuges notoires le recouvrement de la dette.

Parmi les autres facteurs qui ont contribué à l'aggravation de la dette du tiers-monde, il faut signaler la conjonction d'autres faits. En effet, le transfert de la crise par les pays développés aux pays du tiers-monde s'est opéré dans le cadre d'une stratégie d'ensemble qui a abouti à des résultats dramatiques. La revalorisation du prix des hydrocarbures a généré un transfert de ressources financières supplémentaires des pays consommateurs vers les pays producteurs. Selon le cas, ces ressources ont été utilisées de deux manières :

- une partie importante a été consacrée à financer la modernisation des économies occidentales. Ce sont les pays développés qui ont récupéré l'essentiel de cette manne ;

- le surplus est allé alimenter le marché des euromonnaies constitué par le système bancaire privé international qui, à son tour, le prêta au tiers-monde.

Cette situation engendrée par les surplus financiers, communément appelés «pétrodollars», a poussé les pays développés à concevoir une stratégie globale de réponse à la crise. En clair, il s'agit de transformer les données dominantes négatives pour leurs économies en éléments de puissance et de domination, car c'est exactement ce qui s'est produit une dizaine d'années après. Dès son élection à la présidence de la République française, en 1974, Giscard d'Estaing a bien déclaré : «Le monde est pauvre parce qu'il ne sait pas où il va» ou encore : «Il faut gérer l'imprévisible». Ces petites phrases annoncent implicitement la nécessité d'une stratégie pour rendre le monde plus sûr et plus «gérable» donc, tout simplement, plus favorable aux intérêts des pays développés et plus attentif à leurs pulsions. C'est là le message qu'il convenait de comprendre.

Depuis les années 70, jusqu'à la crise mexicaine de 1982, un système asymétrique s'est mis en place pour régenter les relations financières internationales. C'est ainsi que l'aide publique au tiers-monde a décliné puis a stagné pour s'amenuiser avant de chuter. Cette situation n'échappa pas aux organisations internationales et aux pays en voie de développement qui ont déploré une telle tendance dont les conséquences dramatiques étaient tout à fait prévisibles. Simultanément, les banques privées se substituèrent à l'aide publique, en offrant des crédits de toute nature aux pays en voie de développement. Richard W. Lombardi relève qu'en 1975, les banques multinationales avaient enlevé aux organisations multilatérales chargées du développement la première place parmi les fournisseurs de crédits au tiers-monde. Et en 1980, les banques commerciales comblaient près des deux tiers des besoins de financement extérieur des pays les plus pauvres, contre 15 % seulement en 1970. L'effet de cette modification structurelle de la nature des flux financiers dirigés vers le tiers-monde ne s'est fait pas attendre. Depuis le début des années 80 et de la troisième décennie du développement une quarantaine de pays ont conclu ou sollicité un accord de rééchelonnement ou se sont retrouvés de facto avec de substantiels arriérés dans le remboursement des crédits bancaires. Par ailleurs, il faut savoir que les banques empruntent au taux du marché international (par exemple, LIBOR) et reprêtent aux pays en voie de développement à ce même taux plus une marge (spread) qui représente le risque-pays et d'autres commissions. Les banques réalisent ainsi des profits considérables. (25)

Ainsi donc, la récupération par le système bancaire privé international d'une partie importante des revenus pétroliers des pays de l'OPEP, a non seulement donné un coup de fouet aux opérations bancaires internationales mais a renforcé et dynamisé le marché de l'eurodollar. Ainsi, de 1974 à 1978, ce sont 44 milliards de dollars qui ont été déposés auprès des seules banques américaines ; 55 milliards de dollars ont rejoint le circuit du marché de

l'eurodollar tandis que 11 milliards ont été mis à la disposition des organisations internationales ; 40 milliards ont été placés auprès des pays développés. Les pays en voie de développement ont reçu, au cours de cette période, 38 milliards de dollars d'aide non liée (qui a été malgré tout retransférée en grande partie vers les pays développés). En fin de compte, ce sont quelque 188 milliards de dollars qui ont été recyclés auprès des pays développés au cours de la période 1974-1978.

Il faut noter aussi que les pays arabes, par exemple, ont développé depuis 1973 un système d'aide en faveur des pays du tiers-monde. Chaque pays arabe (en particulier, l'Irak, l'Arabie Saoudite, le Koweït et les Emirats, sont les plus grands pays pétroliers) a créé une structure d'aide au développement, alimentée par les surplus des pétrodollars. Cette aide a suppléé à la carence constatée des pays développés dans ce domaine. En effet, les pays arabes doivent tenir compte de leur appartenance au tiers-monde, ce qui implique une certaine solidarité sur le plan économique et financier. En outre, cela convient aux intérêts stratégiques des pays développés qui se voient ainsi allégés d'une part importante de l'aide qu'ils accordaient aux pays pauvres. Sur le plan politique, l'avantage qu'ils en retirent est un certain statu quo politique et le maintien des alliances. Ainsi, de manière détournée, les pays arabes contribuent efficacement au renforcement de l'influence de l'Occident et à la consolidation de son hégémonisme sans aucune contrepartie d'ordre politique ou économique comme l'atteste, par exemple, la persistance des conflits au Proche-Orient.

Les causes principales qui expliquent la genèse de la dette des pays en voie de développement sont donc claires. La stratégie de transfert de la crise, la dégradation permanente des termes de l'échange, les manipulations du billet vert américain, la politique monétaire (la détermination des taux d'intérêt surtout) des pays créanciers d'une part, et les objectifs de la politique économique et commerciale des pays développés, d'autre part, ont plus que tout autre conduit à la spirale de l'endettement du tiers-monde. L'année 1986 constitue un tournant car le flux financier s'est inversé puisque les pays en voie de développement ont transféré environ 100 milliards de dollars vers les pays développés qui représentent surtout le service de la dette et aussi les gains nés de la dégradation des termes de l'échange et de la baisse concomitante du prix des matières premières et de la monnaie de facturation qu'est le dollar.

Des économistes distingués tentent de justifier l'endettement du tiers-monde en occultant la stratégie des pays développés telle que décrite ci-dessous. En ignorant une telle donnée, leurs analyses sont forcément partiales et partielles car elles manquent de rigueur en niant toute responsabilité des pays créanciers dans la crise de la dette du tiers-monde. Une telle attitude accroît, en

outre, les tensions sur le plan international en poussant les pays développés à défendre des positions rigides. Ces mêmes économistes s'évertuent donc à démontrer que c'est l'insuffisance de l'épargne interne qui a poussé les pays endettés à recourir à l'emprunt extérieur pour trouver les ressources financières additionnelles afin de financer leur développement. Cette assertion demande à être sérieusement revue.

D'abord, les banques privées ne s'aventurent guère à financer des projets d'infrastructures liés directement au développement. En général, ce sont les fonds d'origine publique ou provenant des organisations internationales qui sont sollicités. Pourquoi? La raison est simple; les banques privées internationales ne financent que des projets rentables (ou supposés l'être) selon des critères occidentaux (commercialité de l'opération, financement des exportations de matériel de pays développés, etc.). La construction d'une route, d'un hôpital ou d'une université ne les intéresse pas tellement par rapport à des projets rentables et présentant peu de risques.

Par contre, les banques ne se privent pas d'intervenir dans des opérations qui, de manière directe ou indirecte, concourent à favoriser l'insertion dans la division internationale du travail. Ainsi, par exemple, l'Algérie a été l'objet d'une méfiance incontestable, pour ses options politiques et économiques, de la part du marché international privé des capitaux et des organisations internationales (BIRD, FMI, etc.) jusqu'aux années 70. Le processus de son endettement a commencé avec la signature d'importants contrats de livraison de gaz à l'Europe, en général, et aux Etats-Unis (contrats gigantesques avec El Paso), en particulier. Donc, à partir du moment où ce pays a accepté de satisfaire les besoins énergétiques de l'Occident, surtout dans la conjoncture des années 70 (revalorisation du prix des hydrocarbures, inquiétudes des pays consommateurs développés face à la puissance de l'OPEP, etc.) et de poser les jalons d'une intégration, à terme dans la division internationale du travail, il a pu compter sur la disponibilité de financements internationaux (banques privées, BIRD, etc.). Ces financements lui ont permis de construire des usines de liquéfaction de gaz naturel, des gazoducs et d'acheter des méthaniers dont l'effet de diffusion sur l'économie nationale est discutable mais qui ont accru l'encours de la dette extérieure de manière inquiétante. Tous ces investissements ont été réalisés pour honorer la vente de gaz aux pays consommateurs développés. Les investissements qui se chiffrent par plusieurs milliards de dollars ont été supportés par l'Algérie. A cela, il faut ajouter qu'à partir du moment où ce pays a bénéficié de la confiance du marché, il a été encouragé dans sa politique d'endettement pour financer un ambitieux projet de développement (cet objectif correspond parfaitement à la stratégie de transfert de la crise telle que décrite ci-dessous).

Le cas de l'Algérie n'est pas isolé et Richard W. Lombardi cite un exemple similaire dans son ouvrage : « Dans le cas de la Côte d'Ivoire, par exemple, des programmes bilatéraux de garantie des crédits à l'exportation proposés par des pays membres de l'OCDE permirent non seulement de mener à bien un projet (plantation et raffinerie de sucre d'une valeur de 60 millions de dollars) découragé par le groupe de la Banque mondiale, mais aussi de poursuivre et de financer cinq autres projets, la Belgique, le Canada, la Hollande et les Etats-Unis en parrainant chacun un, et la France, principal partenaire commercial du pays, deux. Les Canadiens se partagèrent le marché avec les Britanniques par des accords de sous-traitance ; les Belges avec les Autrichiens, les Hollandais avec les Allemands ; et les Etats-Unis avec personne. Les Français apportèrent leur appui à deux groupes exportateurs de l'industrie agro-alimentaire. Le coût total du programme sucrier de la Côte d'Ivoire (pays de huit millions d'habitants) excéda 1 milliard de dollars. Au départ, à la fin des années 70, le coût de production d'une livre de sucre était, en moyenne, supérieur de près de 300 % au cours du marché mondial. Quoiqu'il en soit, les dépenses d'équipement dépassèrent les estimations initiales d'une marge comprise entre 200 % et 300 %. L'ensemble du programme sucrier, des premières études de faisabilité aux premiers versements d'intérêt pour les acomptes et les commissions de gestion, furent financés par emprunts, c'est-à-dire au moyen de tout un assortiment de crédits à l'exportation et de prêts consentis par des banques commerciales associées». (26)

Ces deux exemples ne sont pas isolés. L'intégration imposée au marché international, se traduit aussi bien pour l'Algérie que pour la Côte d'Ivoire, par un recours croissant à l'endettement international. L'objectif étant de satisfaire une aléatoire demande externe, miroitée par les hommes d'affaires et les banquiers. Le constat a posteriori est cinglant : la Côte d'Ivoire n'exporte pas de sucre et se trouva, dès 1989, en état de cessation de paiement avec, pour remède, un programme d'ajustement des plus rigoureux, conçu sous l'égide du FMI.

Quant à l'Algérie, chacun sait les déboires qu'elle a eus, non seulement avec El-Paso (rupture de contrats qui portaient sur la vente de dizaines de milliards de m³ par an) mais aussi et, par ricochet, avec les autres partenaires (France, Espagne, Belgique surtout). Lors du Congrès du Parti FLN qui s'est tenu en 1980, il a été constaté une relation inquiétante entre la pétrolisation excessive de l'économie algérienne et l'endettement croissant. Par conséquent, il a été décidé, dans l'une des résolutions de ce congrès, de limiter cette pétrolisation, d'une part, et de ne plus recourir à l'emprunt extérieur, d'autre part. Au cours de la même année, le ministre algérien de l'Energie et des Industries pétrochimiques esquaissa, dans une interview au journal français «Le Monde» (du 5/5/80), les contours de la future politique énergétique du pays en

ces termes : «L'Algérie, je vous le rappelle, s'est lancée dans l'aventure du gaz naturel liquéfié à la fin des années 60. Cela nous a coûté des milliards de dollars, car nous avons «essuyé les plâtres» d'une technologie balbutiante. Aujourd'hui, je vous le dis franchement, si j'exporte du GNL, c'est pour honorer la signature de mon pays ... Je vous répète que l'Algérie est prête, s'il le faut, à mettre un terme à l'aventure du GNL. Bien évidemment, nous sommes toujours disposés à vendre du gaz naturel à la France et à l'Europe. Mais plus à n'importe quel prix. Et la solution du gazoduc, tel celui en direction de l'Italie, nous paraît une solution beaucoup plus sage. D'ailleurs, le complexe de liquéfaction GNL 3 n'est pas inscrit au prochain plan quinquennal».

Ce sont là les causes fondamentales de l'endettement du tiers-monde. La crise de la dette a engendré un processus irréversible. En effet, la dette nourrit la dette. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, il s'est créé un cercle vicieux où l'on assiste à un phénomène unique où plus on rembourse plus on doit emprunter pour cela et plus la dette augmente. Tous les pays débiteurs ont vu l'encours de leur dette augmenter au fil du temps. C'est l'engrenage. Des théoriciens ont forgé un concept pour désigner cette situation : l'économie d'endettement.

Tous les pays débiteurs du tiers-monde, qu'ils refinancent ou rééchelonnent leurs dettes, se sont endettés plus que par le passé. Le cycle de l'endettement semble se nourrir de lui-même et crée, comme le souligne le professeur Henri Bourguinat, le phénomène de la dette perpétuelle. Il faut parler d'une dynamique de l'engrenage de l'endettement. Pour ce professeur, l'explication provient du fait que : «Il est vrai que la non rupture du circuit international des paiements n'a été jusqu'ici obtenue qu'au prix d'un vaste mouvement de report dans le temps et, par voie de conséquence, d'une extension de l'encours dans la mesure où les échéances moyennes ont été accrues et où une partie substantielle des intérêts a été accrue et couverte par de nouveaux emprunts. Cela révèle bien la nature profonde du processus de l'endettement international tel qu'il a prévalu jusqu'ici. Il s'est constitué en tant que continuum d'opérations dont il est essentiel de ne pas interrompre le cours et qui ne doit pas faire problème tant que de nouveaux prêts peuvent être consentis pour faire face, si nécessaire, à une part du service de la dette. En ce sens, la dette des pays en voie de développement apparaît, pour une bonne part, comme une sorte de dette quasi perpétuelle dont le volume ne peut guère que s'accroître encore avec le temps». (27)

L'endettement des pays du Sud, suscité par la stratégie des pays du Nord pour effacer les effets de la crise qui les secouait et faire redémarrer durablement leurs économies en les modernisant, a permis aux institutions de Bretton Woods, gardiennes de l'ordre monétaire et financier international, de

prendre le relais des banques commerciales et des bailleurs de fonds publics pour le financement de leurs déficits. C'est plus d'une cinquantaine de pays qui devaient donc passer par leurs fourches caudines pour éviter l'étranglement financier et économique. Les rééchelonnements successifs de leurs dettes ont été adossés à des programmes d'ajustement soumis à des conditionnalités de plus en plus drastiques et toujours sous la forme la plus achevée. C'est le concept d'ajustement structurel, thérapie conçue et imposée aux pays débiteurs pour obtenir la fiabilité de la balance des paiements et renouer avec une croissance économique durable. Cette thérapie repose principalement sur la gestion de la demande interne. C'est ainsi qu'un nouveau concept, le PAS, est né pour enrichir le jargon des économistes. C'est certainement aussi le plus galvaudé et le plus connu, même des novices, à cause de sa médiatisation et surtout des passions qu'il déclenche aussi bien par ses adeptes que par ses adversaires.

L'endettement prouve, si besoin est, l'intégration forcée des pays débiteurs dans la mondialisation. Ils y sont intégrés avec des atouts en moins puisque leur devenir économique reste toujours dépendant du bon vouloir des plus puissants. Les réductions des dettes décidées occasionnellement par le G8 en faveur des pays les plus démunis confirment amplement cette assertion. Accordées, selon un savant dosage homéopathique, les réductions n'ont aucun impact déterminant sur la santé financière des pays bénéficiaires.

Que faut-il retenir de la crise de l'énergie de 1973/1974 ? Quels enseignements peut-on en tirer au moment où le monde est confronté, en 2007, à une crise financière suivie d'une récession économique mondiale ? Grosso modo, l'on peut dire que les crises se succèdent et présentent de troublantes similitudes. Il n'y a que le contexte et les causes les ayant engendrées qui changent mais la finalité est identique. Les crises surgissent ou sont provoquées dans les pays développés mais ils arrivent chaque fois à les dépasser en retrouvant une plus grande vigueur. Leurs économies deviennent plus fortes, plus compétitives et plus modernes après la crise, ce qui leur permet de conserver leur prépondérance politique et économique.

La crise de l'énergie le montre amplement. De victimes, ils ont vite repris le dessus grâce à leur contrôle des circuits financiers, économiques, commerciaux et politiques dans le monde. Cette crise constitue à plus d'un titre, un véritable tournant puisqu'elle a contribué à façonner le monde d'aujourd'hui. Les ondes de choc qu'elle a provoquées ont été si fortes et si profondes qu'elles ont laissé des traces indélébiles. Depuis, le prix du baril a toujours été sous haute surveillance.

La crise de l'énergie a, en fin de compte, permis aux pays consommateurs de se moderniser, optant pour des économies d'énergie, de

retrouver le sentier d'une croissance saine et durable et de fragiliser le tiers-monde grâce à des emprunts massifs. Ils ont surmonté la crise en recyclant à leur seul profit les excédents financiers des producteurs de pétrole, d'une part, et en imposant un endettement massif aux pays pauvres déficitaires, d'autre part. Pour cela, ils ont utilisé leur système bancaire privé qui a développé toute une stratégie en vue d'atteindre un double objectif : faire redémarrer les économies des pays développés et enfermer le tiers-monde dans le piège de l'endettement bancaire. Le résultat est fort connu : dix ans après la mise en œuvre de cette stratégie, on a, d'un côté, les pays développés qui sont sortis de la crise et de l'autre, les pays endettés qui s'engouffrent dans la spirale critique de l'endettement. Cette évolution asymétrique montre clairement que la crise a profité aux pays développés. Ils ont renforcé leur emprise sur le reste du monde et infléchi le cours des relations internationales. Fini les revendications du tiers-monde pour l'instauration du nouvel ordre économique international et surtout ils ont précipité tout le bloc socialiste dans la crise. L'effondrement de celui-ci n'était qu'une affaire de temps. Une autre époque allait donc s'ouvrir. Ils ont balisé le terrain pour l'émergence d'un nouvel ordre mondial dont la conception et la finalité ne pouvaient que servir leurs intérêts.

En 2007, le problème du recyclage des excédents financiers des pays pétroliers se pose autrement. Ils sont effectivement bien recyclés mais la crise du système bancaire privé international fait qu'ils demeurent insuffisants pour répondre aux besoins mêmes des pays développés qui se trouvent tous dans une situation déficitaire de leurs finances à cause des plans de relance. L'astuce qui a été trouvée est de les pousser à renflouer le FMI pour qu'il puisse disposer des fonds nécessaires à ses interventions futures. En effet, les pays en voie de développement vont connaître, sans aucun doute, des problèmes de balance des paiements. Les déficits vont se creuser et leur financement est vital pour la stabilité du système monétaire et financier international, faute de quoi une autre crise, tout aussi grave, surgirait et viendrait donc aggraver la récession économique mondiale. C'est donc au FMI, dont c'est la mission, d'éviter cette crise et pour ce faire, il faut qu'il dispose de fonds importants pour venir en aide aux pays déficitaires.

L'on comprend dès lors la présence de l'Arabie Saoudite dans le groupe du G20. Ses excédents financiers sont sollicités pour être mis à la disposition du FMI qui doit veiller à la préservation de l'équilibre financier mondial. Une fois de plus, pour résoudre la crise, les pays développés demandent aux pays en voie de développement excédentaires de mettre la « main à la poche » sinon ils seraient accusés de tous les maux de la planète. D'ailleurs, le Premier ministre anglais a clairement invité, au cours de sa tournée au Proche-Orient, les pays du Golfe à renflouer le FMI pour qu'il puisse assurer une meilleure régulation financière. En 1973-1974, les pays développés ont poussé le secteur bancaire

privé international à recycler une partie des excédents en faveur des pays déficitaires. En 2008, c'est le FMI qui est sollicité car le secteur bancaire privé international est en crise et les besoins des pays en voie de développement vont s'accroître en proportion de la crise financière et de la récession mondiale. Comme dans les années 70, la parade a été trouvée pour éviter que le monde développé n'ait à payer une facture plus lourde. Car, après tout, il porte l'entière responsabilité de la double crise, financière et économique, qu'il a déclenchée.

Le recours des pays en voie de développement aux financements du FMI ne se fera pas sans contrepartie. Il est à craindre que de très fortes conditionnalités leur soient imposées, engendrant ainsi une plus grande précarité de leur situation économique et financière. Les pays africains, en particulier, figurent déjà au premier rang des pays qui vont «frapper» à la porte des institutions de Bretton Woods. Après la panne du «NEPAD», revoilà, peut-être, le retour de la «prise en main» de tout un continent par les pays développés par FMI et Banque mondiale interposés.

L'histoire rappelle qu'une crise économique et financière débouche toujours sur des ajustements de nature politique et sociale. Après son passage, le monde n'est plus comme avant. Elle détermine la nouvelle géopolitique mondiale. Le cas de la crise de 1929 est là pour le prouver. Celle de l'énergie en 1973-1974 constitue également un autre cas, tout aussi intéressant, qui mérite d'être médité. La crise du milieu des années 80 est aussi révélatrice des balbutiements de l'histoire.

III) – La crise de 1986 et son impact sur l'équilibre politique et économique mondial

L'année 1986 constitue, elle aussi, une année charnière comme le monde en a peu connu au cours du XXe siècle. C'est l'ultime étape pour asseoir définitivement l'hégémonie occidentale sur le reste de la planète. Elle représente le retour fulgurant du boomerang de la crise de l'énergie des années 73/74. La menace de Kissinger s'est concrétisée. Ce n'était pas une simple réaction émotionnelle qu'il avait laissée apparaître mais bien une idée qui se révéla par la suite comme une véritable stratégie de reconquête du monde. Il ne fallait pas au début considérer cette réaction avec mépris et la renvoyer à l'Occident avec une chiquenaude. Les grandes puissances n'effacent jamais de leur mémoire les affronts que les autres pays leur infligent. Elles ruminent en silence leur revanche et, le moment venu, elles leur font payer le prix de leur audace mais avec une hargne démultipliée. Les pays pétroliers ont sous-estimé, voire occulté, pour leur malheur, l'esprit revancharde de l'Occident. Ils auraient dû revisiter son passé diplomatique et militaire pour se prémunir, ou se préparer, contre le retour du boomerang. La riposte est toujours concoctée rationnellement dans

des officines expérimentées. Au cours de la décennie 70/80, deux événements majeurs se sont produits qui confirment ces assertions. Après le choc pétrolier, les pays développés ont consenti à évoquer avec le tiers-monde l'idée d'instaurer le nouvel ordre économique mondial. De débats en débats, ils ont fini par «tordre le cou» à cette idée. A la fin des années 70, elle a été enterrée définitivement.

Un autre événement majeur allait surgir en 1979 : l'avènement de la République Islamique d'Iran constituait un bouleversement du cours des relations internationales. Le Shah d'Iran, qui ambitionnait de transformer son pays en puissance régionale occidentalisée grâce aux pétrodollars, était renversé et à l'empire, succéda une république théocratique. Celle-ci était ressentie immédiatement comme un danger mortel pour l'Occident, en général et les pétromonarchies du Golfe, en particulier. Un nouveau foyer de tension dans le monde apparut et, de surcroît, dans une région connue pour ses immenses réserves en hydrocarbures. Dès sa création, la République Islamique d'Iran était perçue par l'Occident et les pays du Golfe comme un ennemi à abattre par tous les moyens. Il fallait donc lui trouver, sur le terrain, un ennemi de taille pour la mettre à genoux. Le choix se porta sur l'Irak. Ce n'est pas un hasard, car lui aussi était particulièrement redouté dans la région. On l'a bien désigné comme la quatrième armée dans le monde. La bonne blague ! . C'est ainsi que fut déclenchée la guerre Iran/Irak, deux pays pétroliers qui s'affrontèrent durant une décennie. Les autres pays pétroliers arabes de la région contribuèrent au financement de la guerre menée par l'Irak. Un véritable gouffre financier qui aspirait leurs excédents au profit des vendeurs d'armes. C'est ainsi que tous les pays pétroliers du Golfe étaient préoccupés par la guerre. Un abcès de fixation qui permit à l'Occident de tirer les marrons du feu. Cette fois-ci, les pays pétroliers sont tenus par le bon bout. Leur sécurité et leur stabilité dépendaient maintenant des Etats-Unis et donc du monde occidental dans son ensemble.

Les pays développés ont achevé leur sortie de crise, le tiers-monde est lourdement endetté et les producteurs de pétrole, divisés et amoindris, ont perdu toute emprise. C'est sur cette toile de fond que naquit la deuxième crise du milieu des années 80. En 1986, le monde a vécu brutalement une double baisse du pétrole et de la monnaie de facturation, le dollar. Tous les pays producteurs de matières premières, en général et de pétrole en particulier, ont vu leurs revenus chuter brutalement, les poussant ainsi dans une longue et dramatique crise économique, politique et sociale.

Simultanément, et dans la foulée de cette double baisse, le système bancaire privé international occidental décida de manière unilatérale et brutale, de se redéployer. Comment ? D'abord, en redéployant ses activités de crédit. Le financement des activités domestiques (c'est-à-dire le financement des besoins

des pays développés), devint la priorité et le financement international fut réduit à une peau de chagrin. Dans le même temps, les pays développés réduisirent considérablement l'aide au développement. Cette stratégie entraîna immédiatement l'étranglement financier des pays endettés qui n'avaient d'autres choix que de se tourner vers les institutions de Bretton Woods qui les attendaient de « pied ferme ». Une nouvelle mission attend ces institutions dont la finalité est d'accroître la dépendance des pays débiteurs. A travers les conditionnalités imposées en contrepartie de leurs facilités, c'est en fait un subterfuge pour les « normaliser » en vue d'une autre bataille.

L'éminent économiste et fin connaisseur des institutions de Bretton Woods, Joseph Stiglitz, a mis en exergue toute la stratégie des pays occidentaux, en écrivant notamment : « Le bouleversement le plus spectaculaire dans ces organismes internationaux a eu lieu au cours des années quatre-vingt, quand Ronald Reagan et Margaret Thatcher prêchaient l'idéologie du libre marché aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Le FMI et la Banque mondiale sont alors devenus les nouvelles institutions missionnaires chargées d'imposer ces idées aux pays pauvres réticents, mais qui avaient, souvent le plus grand besoin de leurs prêts et de leurs dons... Le Fonds était censé ne s'occuper que des crises, mais les pays en développement avaient toujours besoin d'aide. Il est donc devenu un acteur permanent dans la vie de la majorité d'entre eux. Puis, la chute du mur de Berlin, lui a ouvert un nouveau champ d'action : gérer la transition vers l'économie de marché dans l'ex-Union soviétique et les pays de l'ancien bloc communiste en Europe ». (28) Après la chute du mur de Berlin, les institutions de Bretton Woods ont contribué, de manière décisive, à la mise en oeuvre du processus de normalisation de l'Europe de l'Est. Cette normalisation repose sur l'ancrage du libéralisme politique (démocratisation à l'occidentale des systèmes politiques) et économique (instauration de l'économie de marché). Ainsi, l'on efface toute trace du socialisme. La mondialisation devient ainsi l'unique idéologie dominante.

Cette crise a engendré une formidable mutation dans le système économique mondial. D'abord, les pays industrialisés ont été dans l'obligation de repenser les instruments de la politique économique, financière et commerciale pour éliminer les effets les plus néfastes de la crise : chômage, inflation, récession, déséquilibre commercial... Les formidables excédents financiers des pays exportateurs de pétrole allaient être recyclés grâce au développement du marché de l'euro-dollar. Cette opération a permis aux pays industrialisés de financer le redéploiement de leurs économies et surtout, dans ce sillage, d'ouvrir les vannes du crédit « tous azimuts », via leur système bancaire en faveur des pays du Sud. C'est ainsi qu'au cours de la décennie 70-80, l'on assiste à des mutations en profondeur : reconversion et modernisation des

économies occidentales, d'une part et surendettement des pays en voie de développement, d'autre part.

À partir des années 80, les pays industrialisés ont réussi à éliminer les effets les plus perniciose de la crise tandis que les pays en développement s'y engouffraient. En fait, ils allaient affronter une autre crise inédite et aux conséquences incalculables : la crise d'endettement. Devant cette situation très critique, les créanciers changèrent de stratégie en rendant pratiquement impossible l'accès aux ressources bancaires. Ce sont les institutions de Bretton Woods qui ont pris le relais mais en conditionnant de manière drastique leurs concours aux pays déficitaires et endettés. Pour qu'ils puissent rééchelonner leurs insupportables dettes, il fallait passer par les fourches caudines du FMI. Il fallait accepter des programmes d'ajustement structurel dont la finalité est triple : réprimer la demande interne, restaurer la fiabilité de la balance des paiements et retrouver en fin de compte la solvabilité pour amener ces pays à pouvoir rembourser leurs dettes extérieures.

Ce sont là, les objectifs assignés aux institutions de Bretton Woods : devenir les gardiens de l'ordre monétaire et économique mondial et le bras séculier du G8. Richard Lombardi, banquier américain démontre dans son livre («Le piège bancaire») qu'en 1975, les banques multinationales avaient enlevé aux organisations multilatérales, chargées du développement, la première place parmi les fournisseurs de crédits au tiers-monde. Et en 1980, les banques commerciales comblaient près de deux tiers les besoins de financement extérieur des pays les plus pauvres, contre 15 % seulement en 1970. L'effet de modification structurelle de la nature des flux financiers dirigés vers le tiers-monde ne s'est pas fait attendre. Depuis le début des années 80, et de la troisième décennie du développement, une quarantaine de pays ont conclu ou sollicité un accord de rééchelonnement ou se sont retrouvés de facto avec de substantiels arriérés dans le remboursement des crédits bancaires .

Ainsi, les institutions de Bretton Woods ont donc été sollicitées pour financer les déficits des pays endettés. En 2008, ce sont ces mêmes institutions qui sont désignées pour suppléer aux besoins de financement des pays en voie de développement touchés par la crise. C'est d'ailleurs une décision du G20. Les pays pétroliers du Golfe, en général et l'Arabie Saoudite, en particulier ont été invités à le faire. D'où, évidemment, la présence de l'Arabie Saoudite dans le G20. Ce n'est pas un choix fortuit mais bel et bien un maillon essentiel de la stratégie de sortie de crise conçue et mise en œuvre par les pays développés. Là aussi, il y a des similitudes dans la stratégie des pays industrialisés pour la gestion de toutes les crises qu'a connues le monde depuis 1929.

La crise du milieu des années 80 allait déclencher un formidable chamboulement de l'ordre mondial.

D'abord, tous les pays endettés sont sous la «coupe» des institutions de Bretton Woods grâce aux PAS dont la finalité est double. Sur le plan économique, c'est l'instauration de l'économie de marché et sur le plan politique, c'est la démocratisation des systèmes politiques qui sont imposées. C'est «l'uniformisation» derrière laquelle se profile la «normalisation» ouvrant ainsi la voie à la généralisation de la mondialisation. La déferlante de la mondialisation a fait tomber tout le bloc socialiste dans l'escarcelle de l'Occident. Dès le début des années 90, une seule idéologie prime : le libéralisme dans sa double facette économique et politique. C'est aussi le signe de l'unipolarité avec l'émergence de l'unique hyperpuissance : les Etats-Unis. L'Occident revit son âge d'or. Un nouvel ordre mondial est né sur les décombres de la guerre froide.

L'Occident est devenu plus arrogant. Il impose, sans discernement, sa vision du libéralisme dont la greffe s'avère plus ardue qu'on le pense. Ainsi, après le discours de La Baule du Président Mitterrand, en 1970, demandant aux pays africains de s'engager dans des réformes structurelles sur un double plan économique et politique faute de quoi, ils ne pourraient plus bénéficier de l'aide extérieure, l'Afrique a été complètement déstabilisée. On a plutôt récolté une démocratie de façade et une gestion toujours opaque de l'économie. Résultat, l'Afrique est toujours malade et marginalisée par la communauté internationale malgré les promesses du NEPAD.

Mais surtout, il convient de souligner que l'unilatéralisme américain a franchi de nouveaux pas. Les Etats-Unis ne se conduisent plus comme un gendarme mais plutôt en maîtres du monde. La mondialisation, aux couleurs américaines, est devenue le fer de lance de leur politique internationale.

N'est-il pas tentant d'affirmer que la crise de 1986 a ouvert une voie sans embûches à la mondialisation ? L'approche de Jacques Adda confirme des coïncidences étonnantes entre les crises économiques observées au cours du dernier quart de siècle, soit 1975-2000, et la marche forcée vers la mondialisation. Il estime, en effet que : «Cette irruption de la crise qui est contemporaine des ruptures monétaires et des chocs pétroliers des premières années soixante-dix, ne peut être dissociée des avancées du processus de mondialisation. Celui-ci se caractérise par une unification progressive des marchés mondiaux de biens, de services et de capitaux, mais aussi par une intégration croissante de la production à l'échelle mondiale. Ce faisant, il élargit le champ de la concurrence là où prévalaient dans le passé, les principes d'organisation et de complémentarité : cette mutation est particulièrement

sensible dans trois domaines : dans le domaine commercial, tout d'abord, où la concurrence industrielle du Sud remet en cause au Nord les conventions sociales héritées de la période keynésienne ; dans le domaine financier, ensuite, où la grande vague de déréglementation des années 80 déstabilise les systèmes bancaires ; dans le domaine monétaire, enfin, où les mécanismes de change les plus robustes ne peuvent résister aux tempêtes déchaînées par des mouvements de capitaux affranchis de toute entrave». (29)

L'histoire retiendra que la crise de 1986 a été à l'origine des profondes mutations opérées dans le monde. Elle a été décisive puisqu'elle a abouti à son «uniformisation» grâce à la déferlante de la mondialisation. Le libéralisme s'est superposé sur les décombres de toutes les idéologies. Dorénavant, le monde ne connaît qu'un seul marché, et la démocratie à l'occidentale est devenue le système politique dominant dans la planète tout entière, à l'exception de quelques pays.

Le libéralisme a réduit, un peu partout, le rôle de l'Etat dans la sphère économique et financière. Ce désengagement a permis la libéralisation de la finance et du commerce. C'est cette libéralisation effrénée qui a été à l'origine des crises asiatiques et latino-américaines mais aussi celle de 2007. La crise financière de 2007 trouve ses causes profondes dans les mutations opérées à partir des années 90. Des mutations fondamentales qui ont préparé le lit de la mondialisation qui résulte de l'action combinée des pays industrialisés et des institutions de Bretton Woods. Le reste du monde a été façonné selon leurs stratégies respectives mais complémentaires pour aboutir à l'émergence d'économies dominantes, d'une part, et d'économies ajustées, d'autre part.

Il faut souligner que dix ans après la crise de 1986, le monde fut agité par le «tsunami» asiatique. Une crise financière d'une gravité exceptionnelle secoua tous les pays asiatiques. A dix ans d'intervalle survient la crise de 2007 qui a une dimension mondiale. Cependant, ces deux crises, l'une régionale et l'autre mondiale, ont la même cause et produisent, à des degrés divers, les mêmes effets.

IV – La crise asiatique et ses enseignements

On les a surnommés les «Dragons» invincibles, et on disait que rien ne pouvait arrêter leur ascension vers les plus hautes cimes du développement et de la prospérité. On les voyait déjà, caracolant dans la cour des plus grands. Puis, subitement, c'est la descente aux enfers, Japon y compris malgré son rang de deuxième puissance économique mondiale. Tel un château de cartes qui s'effondra au passage d'une brise de vent. Le monde incrédule retint son souffle. Comment est-ce possible ? Si des pays aussi puissants pouvaient ainsi

toucher l'abysse avec une telle vitesse, que dire des autres qui ne pèsent rien dans l'économie mondiale. Par un effet de dominos, la crise asiatique se propagea rapidement, comme une traînée de poudre, à la Russie et à l'Amérique latine. Elle menaçait de s'étendre au reste du monde. Une crise majeure fit irruption dans une région mais qui pouvait, à tout moment, déborder de son cadre géographique. Pour le Professeur Stiglitz, c'est la crise la plus gigantesque depuis la Grande Dépression. Le miracle asiatique, trente ans de croissance comme les «Trente glorieuses», sombre dans le cauchemar.

Le FMI est au centre des causes et de l'aggravation de cette crise. Comment ? Dans les précédents passages, on a montré que la période qui s'est ouverte après la crise de 1986, a été marquée par la libéralisation économique et financière à outrance. Les institutions de Bretton Woods l'ont imposée à toute la planète sans ménagement et dans l'insouciance la plus totale. C'est en Asie que la libéralisation des marchés financiers a été fortement encouragée à la fois par le FMI et par les Etats-Unis. Pourtant, à la veille de la crise, l'Asie se portait plutôt bien, comme le souligne le Professeur Stiglitz : «Quand la crise, écrit-il, a commencé, l'Asie était, globalement, en état de macro-équilibre, les pressions inflationnistes étaient faibles et les Etats avaient des budgets en équilibre ou en excédent. Ce qui avait deux conséquences évidentes. Premièrement, l'effondrement des taux de change et des Bourses, l'éclatement des bulles de l'immobilier, accompagnés par la chute de l'investissement et de la consommation, allaient la précipiter dans une récession. Deuxièmement, cet effondrement économique allait se traduire par un effondrement des recettes fiscales, donc creuser un déficit budgétaire». (30)

Les banques occidentales ont été les premières à tirer profit du démantèlement du contrôle sur les marchés de capitaux en Asie, mais cette région a énormément souffert quand les capitaux spéculatifs qui y avaient afflué ont brutalement reflué. Ce brusque reflux a laissé derrière lui des devises effondrées et des systèmes bancaires à «plat».

Pour le Professeur Stiglitz, il ne fait aucun doute que c'est la libéralisation des marchés de capitaux qui est la cause principale de la crise asiatique. Cette libéralisation qui s'appuie à la fois sur le décloisonnement des marchés financiers nationaux, mondialisation oblige, et la déréglementation qui est synonyme de désengagement de l'Etat. Il soutient que «banquiers internationaux et responsables politiques étaient persuadés de vivre l'aube d'une ère nouvelle. Le FMI et le Trésor croyaient, ou du moins disaient, qu'une libéralisation totale des comptes d'opérations en capital aideraient la région à se développer encore plus vite. Les pays asiatiques n'avaient aucun besoin de capitaux supplémentaires puisque leurs taux d'épargne étaient très élevés, mais cette libéralisation leur a été malgré tout imposée à la fin des années quatre-

vingt et au début des années quatre-vingt-dix. Or, je suis convaincu que la libéralisation des comptes d'opérations en capital a été le facteur le plus important dans la genèse de la crise... Et l'on voit toujours plus clairement que la libéralisation des comptes d'opérations en capital est trop souvent un risque qui ne rapporte rien. Elle peut exposer un pays à d'immenses périls même s'il a des banques fortes, une Bourse solide et d'autres institutions que beaucoup de pays asiatiques n'avaient pas.» (31) Il estime que dans le cas de la Thaïlande, l'inversion des flux de capitaux a été de l'ordre de 7,9 % du PIB en 1997, de 12,3 % en 1998 et de 7 % au premier semestre 1999. C'est comme si, aux Etats-Unis, les flux de capitaux s'étaient inversés en moyenne de 765 milliards de dollars par an de 1997 à 1999 !

Pendant, ce qui est surprenant, c'est que la crise asiatique n'a touché que les pays émergents, que ce soit en Amérique latine ou dans les autres régions du monde. Les pays développés occidentaux n'ont pas été du tout affectés puisqu'ils ont, en fin de compte, bénéficié de l'inversion des flux de capitaux. Cette donne n'échappe pas au Professeur Stiglitz qui observe que : «La dégradation de la situation intérieure de chaque pays a contribué à couler ses voisins. Et le ralentissement de la région a eu des répercussions planétaires : la croissance économique mondiale a ralenti aussi, ce qui a fait chuter le cours des matières premières et produits de base. De la Russie au Nigeria, les nombreux pays émergents qui en dépendaient se sont trouvés plongés dans les pires difficultés. Comme les investisseurs qui avaient placé leur argent dans ces pays voyaient fondre leurs avoirs et que leurs propres banquiers réclamaient le remboursement de leurs prêts, ils ont dû réduire leurs positions sur d'autres marchés émergents. C'est ainsi que le Brésil, qui ne dépendait ni du pétrole ni du commerce avec les pays en crise, et dont le profil économique était entièrement différent du leur, a été aspiré dans le tourbillon de la crise financière mondiale par la panique générale des investisseurs étrangers et la réduction de leurs prêts. En définitive, la quasi-totalité des marchés émergents ont été touchés, même l'Argentine, que le FMI avait longtemps citée en exemple comme le pays modèle de la réforme essentiellement pour son succès dans la lutte contre l'inflation» (32). Et d'ajouter : «Ce chaos général a été le couronnement d'une demi-décennie de triomphe mondial de l'économie de marché, sous la direction des Etats-Unis, après la fin de la guerre froide. Pendant cette période, l'attention internationale s'était focalisée sur les nouveaux marchés émergents, de l'Asie à l'Amérique latine et de la Russie à l'Inde. Pour les investisseurs, c'étaient de vrais paradis : les profits étaient élevés, les risques apparemment faibles». (33)

Ce qui peut paraître extraordinaire, c'est que le FMI n'a pas vu venir la crise asiatique. Quand elle survint, il était complètement pris au dépourvu. D'abord, de crise financière, elle se transforma en récession économique, exactement comme la crise de 2007 sauf que celle-ci est née aux Etats-Unis. La

réaction du FMI fut classique. Les thérapies préconisées relevaient de ses recettes traditionnelles alors que la crise était d'une gravité exceptionnelle. Il imposa des mesures drastiques dans un contexte de récession ! A croire que face à une situation exceptionnelle et inédite, il était complètement désarmé. C'est ainsi que l'éminent Professeur Stiglitz analysa dans les détails la réaction du Fonds à la crise asiatique. «De toutes les erreurs, écrit-il, commises par le FMI dans la période où la crise asiatique s'étendait d'un pays à l'autre, en 1997 et 1998, l'une des plus incompréhensibles a été son incapacité à mesurer la force des interactions entre les politiques suivies dans les différents pays. Les mesures d'austérité dans un pays ne déprimaient pas seulement sa propre économie, mais avaient des effets négatifs sur ses voisins. En persistant à exiger des politiques restrictives, le FMI a exacerbé la contagion : il a permis à la récession de faire tache d'huile. A mesure que chaque pays s'affaiblissait, il réduisait ses importations en provenance de ses voisins, et entraînait donc ceux-ci vers le bas... Le FMI a conçu une stratégie dont les effets se sont révélés pires encore que ceux de ce «chacun pour soi» qui avait ravagé le monde pendant la dépression des années trente». (34) Détaillant un peu plus les mesures imposées par le FMI pour juguler les effets de la crise, il ajouta que : «Aujourd'hui, le FMI admet que les mesures budgétaires qu'il a imposées (celles qui concernent le niveau du déficit de l'Etat) étaient beaucoup trop rigoureuses, mais il ne reconnaît pas ses erreurs de politique monétaire. Quand le Fonds est intervenu en Asie, il a obligé les pays à porter leurs taux d'intérêt à des niveaux qu'il est convenu d'appeler astronomiques ... Mais, en Asie, les bureaucrates du FMI, encore moins responsables politiquement, ont imposé des hausses de taux d'intérêt non pas dix fois, mais cinquante fois supérieures, des augmentations de plus de 25 points. Si Clinton était mal à l'aise pour un demi-point d'augmentation dans une économie en début de reprise, 25 points d'augmentation dans une économie entrant en récession lui auraient donné une crise cardiaque. La Corée a commencé par relever ses taux d'intérêt de 25 % mais on lui a dit qu'il fallait être sérieux et les laisser monter davantage. L'Indonésie a augmenté les siens préventivement (avant la crise) : on lui a dit que ce n'était pas assez. Les taux nominaux ont fait un bond... Les conséquences ont été exactement celles que l'on pouvait prévoir. Les taux d'intérêt élevés ont accru le nombre de firmes en difficulté, donc celui des banques confrontées à des prêts non remboursés. Les banques se sont affaiblies encore plus. La montée des périls dans le monde des entreprises et dans celui de la finance a considérablement aggravé la récession que les politiques restrictives induisaient par réduction de la demande globale. Le FMI avait mis en œuvre une contraction simultanée de la demande et de l'offre globale». (35)

L'approche du FMI concernant la prise en charge de la crise asiatique, suscite une triple interrogation.

D'abord, le Fonds n'a jamais préconisé une telle approche aux pays occidentaux quand ils sont en crise. Dans ce cas, il se singularise par une étonnante discrétion, voire un silence complice.

Ensuite, il est clair que le Fonds n'a pas vu venir la crise asiatique alors que sa mission principale est d'observer les économies nationales et de réagir avant la «tempête». C'est sa mission de tirer la sonnette d'alarme puisqu'il suit scrupuleusement les tendances économiques et financières de chaque pays. Ne pas voir venir une crise aussi grave, c'est vraiment faire preuve de myopie.

Enfin, il est surprenant que les mesures préconisées pour juguler la crise soient aux antipodes du bon sens comme l'a souligné, à juste titre, le Professeur Stiglitz. Avec le recul, l'on constate effectivement que les mesures, non seulement étaient inadaptées, mais ne pouvaient déboucher que sur des résultats contraires à ceux escomptés. Le Professeur Stiglitz, très au fait de l'establishment américain et des coulisses des institutions de Bretton Woods, tente de lever le voile sur des zones d'ombre, voire des interrogations qui en disent long sur les tenants et aboutissants de la crise asiatique. Malgré la longueur du texte, il est intéressant de le citer. «Mais, écrit-il, dans les pays asiatiques, beaucoup d'autres explications circulent, dont une «théorie du complot», que je ne partage pas : elle voit dans les politiques qui ont été suivies une tentative délibérée d'affaiblir l'Asie orientale — la région du monde qui connaissait la plus forte croissance depuis quarante ans — , ou du moins d'enrichir les financiers de Wall Street et des autres places boursières. On peut comprendre ce qui a inspiré cette interprétation. Le FMI a commencé par dire aux pays asiatiques d'ouvrir leurs marchés aux capitaux spéculatifs à court terme. Ils l'ont fait, et l'argent a afflué, mais il est parti aussi soudainement qu'il était venu. Alors, le FMI leur a déclaré qu'il fallait augmenter les taux d'intérêt et pratiquer l'austérité budgétaire, ce qui a provoqué une très grave récession. Quand la valeur de leurs firmes s'est effondrée, le FMI a vivement conseillé aux pays touchés par la crise de les vendre, même à prix bradés. Il a expliqué que ces entreprises avaient besoin d'un encadrement étranger compétent (ignorant fort commodément qu'elles connaissaient depuis des décennies, une croissance des plus enviables — et difficile à concilier avec une mauvaise gestion). Et il a ajouté qu'elles n'auraient ces dirigeants solides que si elles étaient vendues aux étrangers — et pas seulement gérées par eux. Les ventes ont été réalisées par ces mêmes institutions financières étrangères qui, en retirant leurs capitaux, avaient déclenché la crise. Ces banques ont alors reçu de grosses commissions pour leurs opérations de vente ou de démantèlement des firmes en difficulté, tout comme elles avaient reçu de grosses commissions quand elles avaient, au début, organisé l'afflux des capitaux dans ces pays. Et ce qui s'est passé ensuite a encore renforcé le scepticisme. Certaines de ces compagnies financières américaines et autres n'ont pas restructuré grand-chose : elles n'ont conservé les

firmes que jusqu'à la reprise, et elles ont fait alors de gros profits en revendant à des prix plus près de la norme ce qu'elles avaient acheté en solde». (36) Poursuivant sa démonstration, il ajouta tout de même : «Je crois que l'explication est plus simple. Le FMI ne participait pas à un complot, mais reflétait les intérêts et l'idéologie de la communauté financière occidentale. Des modes de fonctionnement à l'abri du type d'examen intensif qui aurait pu l'obliger à utiliser des modèles et à prendre des mesures convenant à la situation en Asie. Les lourdes fautes de la crise asiatique ressemblent beaucoup à celles du développement et de la transition». (37)

S'il n'y a pas complot, il est tout de même difficile d'expliquer rationnellement les résultats contradictoires que les pays qui ont suivi les thérapies du FMI ont aggravé leur situation, à l'instar du Japon qui, malgré la renationalisation partielle de son système bancaire, a sombré dans une profonde léthargie durant une décennie, et les autres qui ont refusé de le faire, ont rapidement surmonté la crise et retrouvé des taux de croissance élevés, grâce à la confiance qu'ils ont pu susciter auprès de la communauté internationale, à l'instar de la Malaisie, de la Chine et de l'Inde. Bien plus que cela, la Chine a vite remplacé le Japon comme superpuissance économique et moteur de l'économie mondiale, au même titre que les États-Unis. Si le Fonds est loin d'être naïf, il a tout de même démontré, à travers la crise asiatique, qu'il était d'abord au service de l'Occident, en général et des États-Unis, en particulier.

Que faut-il retenir comme enseignements de la crise asiatique ? Quels sont les éléments de similitude entre les deux crises, asiatique et celle de 2007 ?

Tout d'abord, il faut observer que la crise de 1997 survient dans un contexte géopolitique mondial nouveau. La guerre froide, ou la guerre idéologique, est terminée avec l'émergence du libéralisme triomphateur et s'étendant à l'ensemble de la planète. Les pays formant le bloc socialiste, ainsi que l'Union soviétique elle-même, sont normalisés et fondus dans le moule d'une transition rapide vers la démocratie et l'économie de marché. L'Union soviétique, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie ont été démembrées. L'Allemagne est réunifiée. Cette reconfiguration géographique répond aussi à des objectifs stratégiques évidents. L'Occident efface toute trace de socialisme et récupère ainsi l'Europe de l'Est dans son giron.

C'est au cours de ce processus de reconversion que l'Asie, d'une part et certains pays émergents de l'Amérique latine, d'autre part se distinguent par un formidable dynamisme économique. C'est à ce moment précis que surgit brusquement la crise financière asiatique. L'Occident a décidé, selon les explications précédentes de Stiglitz, de récupérer ses «fonds», plongeant ainsi les fameux dragons dans une crise financière mortelle. Du jour au lendemain, des pays qu'on croyait puissants et invincibles s'écroulèrent comme un château de

cartes. Leur élan fut brisé. Or, ces mêmes capitaux qui ont fui vers l'Occident, ont reflué vers l'Asie pour reprendre les entreprises et les banques qu'on a mis en faillite. Par ricochet, ce sont aussi les pays émergents d'Amérique latine qui subirent les mêmes procédés. En quelques mois, c'est toute l'Asie, y compris le Japon, à l'exception de la Malaisie, de l'Inde et de la Chine, et les pays émergents les plus en vue de l'Amérique latine, en l'occurrence le Brésil et l'Argentine, qui sombrèrent dans la crise. Désormais, l'Occident est sans concurrents notables. Il peut donc poursuivre ses objectifs stratégiques et asseoir solidement son hégémonie.

Cependant, cette stratégie va connaître, peu de temps après, des imprévus. La Chine, demeurée discrète jusqu'à présent, fait soudainement parler d'Elle. Elle devient, en quelques années seulement, plus entreprenante et plus agressive que le Japon. Une superpuissance est née. Elle devient incontournable, impossible à maîtriser et à ignorer. Elle s'impose, par la force des choses, comme un partenaire avec lequel il faut composer. Elle s'accroche à la locomotive de l'économie mondiale. Très vite, elle devient le lubrifiant de l'économie américaine et surtout un bailleur de fonds imposant des Etats-Unis. Elle finance particulièrement le déficit jumeau du budget et de la balance commerciale, en achetant à tour de bras des bons du Trésor américain. L'irruption de la Chine en tant qu'acteur important de la mondialisation constitue, à bien des égards, un facteur majeur du nouvel ordre mondial en gestation. La Chine va compter non seulement pour les Etats-Unis mais aussi pour l'Union européenne. Elle devient, à elle seule, un pôle économique et financier mondial, supplantant presque le Japon.

La crise asiatique et la crise de 2007 sont de nature financière dont les causes diffèrent. Cependant, elles provoquent les mêmes ondes de choc. Toutes les deux ont débouché sur des récessions économiques. Cependant, la crise de 2007 n'est pas circonscrite à une région puisqu'elle a provoqué une récession mondiale.

Les banques sont à l'origine des deux crises. La dérégulation des systèmes financiers et bancaires explique que derrière chaque crise se profile le rôle des banques. Il est établi maintenant que les mouvements spéculatifs de capitaux ont été la cause principale de la crise asiatique. En 2007, ce sont les conditions de fonctionnement et d'octroi de crédits par les banques américaines qui ont provoqué la crise des subprimes. La dérégulation, le découplage des marchés financiers nationaux et la titrisation aidant ont facilité l'extension et l'aggravation de la crise. L'effet «domino» a joué pleinement, une banque en difficulté aux Etats-Unis entraîne dans son sillage ses consœurs dans le reste du monde. Conséquence de la mondialisation mais aussi du désengagement sans discernement de l'Etat.

Les grandes crises qu'a connues le monde proviennent d'abord de la sphère financière et contaminent la sphère économique. Grande Dépression dans les années 30, récession économique en 1997 et 2008. Seules les crises de 1973/1974 et 1986 échappent à cette fatalité. Bien au contraire, la crise de l'énergie a surtout profité au secteur bancaire international qui a bénéficié du recyclage des excédents des pays pétroliers.

Concernant la crise asiatique, le FMI est responsable en grande partie des causes qui l'ont générée et aussi de son aggravation à cause de ses thérapies inadaptées pour la juguler. Par ailleurs, et c'est un reproche de taille qui lui est fait, il n'a pas anticipé son irruption. Ce manque de vigilance lui a été sévèrement imputé, y compris pour la crise de 2007.

Après le déclenchement de la crise de 2007 aux Etats-Unis, le FMI n'a pas été sollicité, ni interpellé pour proposer des thérapies. On le voit mal, en effet, imposer des remèdes de choc à l'hyperpuissance qui, comme chacun sait, le contrôle aisément. Les Etats-Unis n'ont jamais souscrit aux thérapies du Fonds pour résoudre le double déséquilibre interne et externe de leur économie. Curieusement, le FMI est en retrait et n'est sollicité que pour mettre en œuvre les décisions du G8 élargi au G20. Lors de la crise asiatique, il a fait feu de tout bois pour imposer des politiques drastiques. En 2007, il est curieusement absent. Il est vrai que la crise de 2007 est née avant tout aux Etats-Unis et s'est propagée au reste du monde.

La crise asiatique a permis à l'Occident de poursuivre la politique de normalisation au niveau mondial, pour imposer le libéralisme dans sa double facette. La remise en cause du miracle asiatique lui permet de consolider sa prédominance. Il n'a ni concurrents de taille à affronter, ni partenaires à craindre. L'horizon est dégagé et il se voit maître du monde pour longtemps encore.

Cependant, l'unilatéralisme débridé des Etats-Unis a conduit à des turpitudes dans la mise en œuvre et la conduite de leur politique économique et financière. En «défiant» le marché, ils ont inconsciemment fait le lit de la crise de 2007. Un grain de sable qui remet les pendules à l'heure. D'autant plus que la Chine est toujours là avec ses ambitions planétaires.

L'analyse succincte des crises passées, 1929, 1973/1974, 1986 et 1997 permet de mieux comprendre celle de 2007. Une trame intime semble les lier malgré des contextes géopolitiques différents. Après chaque crise, le monde n'est plus le même.

La crise de 1929 a engendré des bouleversements en profondeur. Les idées dominantes d'Adam Smith ont été contredites par la réalité. C'est le prélude à l'avènement d'une révolution dans la science économique. Ce fut Keynes qui posa les fondements d'une théorie plus adaptée au monde moderne. En fait, avec le lancement du «New Deal», l'on fit du keynésianisme avant l'heure.

Les changements les plus notables concernent les États et l'évolution du cours des relations internationales. La grande Dépression a plongé le monde dans l'abysse. Il a vécu tous les maux : misère, pauvreté, famine, faillites... Mais surtout, elle fit le lit des idéologies autoritaires qui exacerbèrent les relations entre les États. Cette exacerbation a débouché tout simplement sur la Seconde Guerre mondiale.

La crise de 1973/1974 scelle l'émergence du tiers-monde sur la scène internationale. La crise de l'énergie est née par contestation de l'ordre établi par les puissances dominantes depuis des siècles. Malgré la récupération de ce mouvement d'émancipation par l'Occident, le monde ne sera plus comme avant. Une brèche a été ouverte.

La crise de 1997 a stoppé l'élan et le dynamisme des pays émergents qui devenaient au fil des temps des concurrents pour le pôle occidental. Cette crise, malgré ses effets dévastateurs sur leurs économies, a produit un géant mondial, la Chine. Elle a su résister à la crise, refuser l'approche du FMI et patiemment, et avec beaucoup d'entregent, elle a joué à fond la carte de la mondialisation dans sa seule facette économique, commerciale et financière. En 2007, la Chine, admirée et redoutée, joue le même rôle que les dragons asiatiques en 1997 aux yeux de l'Occident toujours puissant mais incapable aujourd'hui de dévier le cours de l'histoire.

Références bibliographiques

- 1) – Henry Guitton : *«Les mouvements conjoncturels»*- Dalloz.- p 31
- 2) – Op- Cit- pp 31-32-33
- 3) – Op- Cit- pp 33-34
- 4) – Maurice Niveau : *«l'Histoire des faits économiques contemporains»*. – PUF – p 217
- 5) – Op- Cit- pp 228-229
- 6) – Op- Cit- p 223
- 7) – Pierre Mayer : *«Le monde rompu»* – Fayard – p 3
- 8) –Daniel Colard : *«Vers l'établissement d'un nouvel ordre économique international»*.- Notes et Études documentaires – 1976 – p 25
- 9) – Serge Christophe Kolm : *«Sortir de la crise»*. - Hachette Collection (Pluriel) – p 395
- 10) – Op- Cit- p 403
- 11) – Op- Cit- p 403
- 12) – A. Angelopoulos : *«Le tiers-monde face aux pays riches»* – PUF – 1972 – p XI
- 13) – Op- Cit- p XIII
- 14) – A. Sauvy : *«Malthus et les deux Moïse»*. - Collection 10/18/ - p 231
- 15) – Op- Cit- p 23
- 16) – Op- Cit- p 23
- 17) – L. Stoleru : *«L'ambition internationale»*. – Seuil – p 169
- 18) – R. Lombardi : *«Le piège bancaire. Dettes et développement»*. –Flammarion – p 162
- 19) – Op- Cit- p 139
- 20) – Op- Cit- p 396
- 21) – Op- Cit- p 397
- 22-23-24 et 25) –Voir l'ouvrage de R. Lombardi
- 26) – Op- Cit- p 10
- 27) – H. Bourguinat : *«L'économie mondiale à découvert»*.- Calmann-Lévy -p 167
- 28) – J. E. Stiglitz : *«La grande désillusion»*. – Fayard – pp 38-39
- 29) – J. Adda : *«La mondialisation de l'économie»*. – Editions Casbah – p 405
- 30) – Op- Cit- p 146
- 31) – Op- Cit- p 138
- 32) – Op- Cit- p 137
- 33) – Op- Cit- p 138
- 34) – Op- Cit- pp 147-148
- 35) – Op- Cit- pp 150-152
- 36) – Op- Cit- pp 173-174
- 37) – Op- Cit- p 17

Chapitre 2

La crise de 2007

Ainsi, le monde entame le XXI^e siècle avec une crise mondiale qui n'a d'équivalent que celle du siècle dernier, 1929. Aujourd'hui, la crise est mondiale, elle n'est pas conjoncturelle mais structurelle par sa gravité et ses effets sur l'économie et la politique. C'est la raison pour laquelle, on la compare à celle de 1929 qui figure en bonne place dans les manuels d'économie et d'histoire. Ce n'est pas le retournement de la conjoncture qui en est la cause, à l'instar des crises de 1973/1974, 1986 et 1997. C'est une crise structurelle, profonde, pernicieuse et qui laissera des traces indélébiles. Elle touche en profondeur le tissu économique et social de chaque pays et s'avère déjà décisive dans le réaménagement du pouvoir financier et politique mondial. Elle peut être annonciatrice d'un nouvel ordre mondial porteur d'une nouvelle civilisation pour l'humanité comme elle est susceptible de générer le chaos organisé sur une grande échelle. C'est la raison pour laquelle elle a vite plongé le monde dans la tourmente et l'angoisse, d'une part et les dirigeants des principales puissances dans le désarroi et l'impuissance, d'autre part.

Il est donc important de décortiquer les causes de son irruption brutale pour mieux appréhender ses effets. Car, une chose est certaine, on ne voit pour le moment que la partie visible de ses effets dévastateurs. Or, ce qui est redouté, à juste titre, c'est ce qui reste à venir. En effet, dès l'apparition de la crise financière mondiale, les premiers signes d'une récession économique mondiale apparaissent, causant des dégâts en chaîne.

La crise de 2007 ressemble à un volcan qui, après un calme précaire, subitement se réveille sous un déluge de feu et déversant des tonnes de laves sur les étendues à perte de vue. Car, quoi que l'on dise, cette crise n'est pas spontanée ; elle n'est pas sortie du néant. Les analystes lucides savaient que quelque chose de très grave couvait et qu'un jour ou l'autre, le monde serait confronté à une catastrophe. Le monde s'est emballé sous l'effet euphorisant des avancées prodigieuses dans tous les domaines. Le progrès technologique a dopé l'économie, la finance, les moyens de communication et d'information. Tout devenait possible. Les rêves les plus fous étaient devenus des réalités. Il fallait simplement oser. La mondialisation a balayé les frontières, réduit à une peau de chagrin les souverainetés nationales, et remis en cause le concept d'Etat-nation. Du coup, l'Etat n'est plus craint ; le dieu « marché » règle tout et s'impose partout, le faisant reculer dans ses derniers retranchements. Le terrain est occupé par les adeptes d'un libéralisme débridé, immoral et dangereux car il n'est ni « bordé », ni inquiété par la puissance publique. Il a pris en otage des peuples et des Etats. Ainsi, aucun Etat n'est suffisamment puissant pour

dissuader les délocalisations d'unités, bien souvent rentables. Lors de l'affaire Kerviel, le trader «parieur» de la Société Générale, qui lui a fait perdre plus de 5 milliards d'euros, le président de la République lui-même a demandé publiquement le départ de son PDG. Mal lui en prit. Quelques jours après, le Conseil d'administration lui a administré un sacré camouflet en renouvelant sa confiance au PDG. Pourtant, la Société Générale est une banque publique. Pis que cela, les pouvoirs publics français ont mis des fonds pour sa recapitalisation afin d'effacer les turpitudes de Kerviel et l'irresponsabilité du PDG.

La crise de 2007 n'a pas fait irruption comme cela, comme par enchantement. Elle est le résultat d'une politique entièrement acquise au libéralisme. Elle trouve donc ses origines dans un passé récent : la chute du mur de Berlin et la généralisation de la mondialisation aux quatre coins de la planète. Ce sont les Etats-Unis qui l'ont porté aux nues en l'imposant comme unique modèle. Par conséquent, il faut revenir à ce passé pour comprendre le présent.

I)- Les causes profondes de la crise

Les causes profondes de la crise de 2007 sont multiples, mais peuvent être cernées à travers l'analyse des points ci-dessous :

- les crises passées ;
- la perception de la mondialisation par les Etats-Unis ;
- la nouvelle politique économique des Etats-Unis ;
- l'économie d'endettement ;
- la dérégulation ;
- la myopie du FMI.

1) – Les crises mondiales passées.

Depuis le XIXe siècle, le monde a connu des crises majeures. Ces crises ont été recensées et analysées par d'éminents économistes. Leurs travaux ont enrichi la scène économique grâce à de nouveaux concepts sur les cycles économiques. Kitchin, Juglar et Kondratieff ont posé, chacun en ce qui le concerne, les fondements de la théorie des cycles.

Clément Juglar a été pionnier en découvrant que les crises s'inséraient dans des mécanismes plus fondamentaux, ayant un comportement cyclique. Les périodes de prospérité sont suivies presque automatiquement de périodes de récession. Les crises s'inséraient comme des points de renversement de tendance, dans une série de vagues successives d'expansion et de dépression. L'approche, basée sur une observation dans le temps des «cycles Juglar», montre une périodicité moyenne de l'ordre de 8 ans ou plus, suivant les périodes analysées.

Joseph Kitchin établit l'existence d'un «cycle mineur» plus court que le cycle Juglar. Les deux cycles étant superposés. Les interférences de ces deux catégories de fluctuations cycliques s'inscrivent, dans les mouvements de longue durée des prix, selon l'économiste Kondratieff. Ce dernier démontre l'existence de «vagues successives» d'une durée approximative de cinquante ans, se caractérisant par une phase de hausse et une phase de baisse des prix et des taux d'intérêt.

Cependant, c'est Schumpeter qui a réalisé la remarquable synthèse des trois approches de Juglar, Kitchin et Kondratieff. Il a présenté un modèle de fluctuations fondé sur l'existence de trois cycles : cycle «court» ou «mineur» ; cycle «majeur» ou «cycle économique» de Juglar ; «cycle long» ou «mouvement de longue durée Kondratieff».

C'est en se basant sur l'analyse des cycles, que tous les économistes sont unanimes à reconnaître que le monde a connu les crises suivantes :

Au XIXe siècle : 1810, 1818, 1825, 1837, 1847, 1857, 1866, 1873, 1882, 1890.

Au XXe siècle : 1900, 1907, 1920, 1929.

Au XIXe siècle, seuls les plus grands pays développés étaient touchés par les crises. Une crise qui naissait dans un pays se propageait chez les voisins. C'était presque la règle. L'exemple de quelques crises le montre amplement.

- La crise de 1847 : elle toucha surtout l'Angleterre et la France dont l'origine est la spéculation ferroviaire.
- La crise de 1857 : cette crise, qui survint après la découverte des mines d'or en Australie et en Californie, n'épargna aucun grand pays.
- La crise de 1890 : elle a éclaté en Angleterre et en Allemagne et toucha trois ans après les Etats-Unis.

Certaines crises méritent d'être explicitées brièvement, car elles ont entraîné des faillites du système bancaire et financier :

- La crise de 1866 : cette crise a entraîné la faillite d'un géant bancaire, à l'époque, la Overend Gurney and Co, qui, dans sa chute, entraîna d'autres établissements bancaires.
- La crise de 1873 : cette crise se produisit en Allemagne et dans les pays sous influence germanique. Il y eut le krach de la Bourse de Berlin et de Vienne.
- La crise de 1882-1884 : elle éclata en 1882 en France et en 1884, aux Etats-Unis. Elle entraîna la faillite de la Banque de Lyon et de Loire, de la Banque lyonnaise et de l'Union générale. La Bourse de Lyon fut momentanément fermée.

- La crise de 1890 : cette crise éclata en Angleterre et en Allemagne et fut répercutée aux Etats-Unis et en Australie. Cette crise entraîna la faillite de plusieurs banques.

Comme nous pouvons le constater, toutes ces crises avaient une dimension mondiale dans la mesure où la plupart des pays dominants étaient touchés. En outre, ces crises ont entraîné la faillite de banques et des bourses. La particularité de ces crises est qu'elles se transmettaient immédiatement de la sphère économique à la sphère financière et vice-versa de la finance à l'économie réelle.

Au XXe siècle, le monde a connu les crises majeures suivantes :

- La crise de 1900 : elle est née en Russie et s'est répandue à toute l'Europe. Ses répercussions furent néanmoins limitées.

- La crise de 1907 : elle est née aux Etats-Unis et s'est vite propagée au reste du monde. Cette crise américaine se singularise par une panique due à la perte de confiance dans le système bancaire. Les retraits massifs des déposants ont obligé les banques à suspendre leurs paiements en monnaie.

- La crise de 1913 : les économistes la considèrent néanmoins comme une crise mineure puisque le passage de la phase de croissance à la phase récession s'est fait en «douce».

- La crise de 1920 : cette crise survient après la fin de la Première Guerre mondiale. Elle éclata au Japon d'abord, puis se répandit surtout aux Etats-Unis, en Angleterre, en France. Un krach se produisit à la Bourse de Paris, de Londres et de New York. Cette crise, surnommée crise de reconversion, coïncidait avec le passage d'une économie autoritaire de guerre à une économie libérale de paix.

Il faut observer que durant le XXe siècle, les Etats-Unis ont été à l'origine de deux crises mondiales majeures : en 1907 et 1929. Les deux ont eu pour origine d'abord un krach financier et bancaire qui a engendré une crise économique grave. Après la dernière crise, celle de 1929, les Etats-Unis sont également à l'origine de la crise financière de 2007 suivie immédiatement par une forte récession. Il s'est donc écoulé environ 80 ans avant que le monde ne connaisse une crise majeure. Certes, entre 1929 et 2007, des crises mineures ont pu voir le jour comme cela a été relaté précédemment. Ces crises sont circonscrites dans le temps et dans l'espace. La crise de 2007 est mondiale. Elle est profonde, complexe malgré les apparences, pernicieuse et surtout brutale. Elle est le résultat de profonds dysfonctionnements induits par une mondialisation à la hussarde.

Entre les deux crises mondiales majeures, 1929 et 2007, se sont succédés des crises mineures qui se sont amplifiées entre 1973 et 1997. En effet, entre la

crise de l'énergie et la crise asiatique, le monde était confronté à des restructurations du système politique et économique. L'on peut dire aussi que depuis 1929, la seule crise grave est celle de l'énergie de 1973/1974. La question est de savoir si, en fin de compte, la crise de 2007 n'est pas le résultat cumulatif des crises apparues depuis 1973. Ces crises, qui ressemblent à des vagues successives, ont fini par déboucher sur le «tsunami» de 2007. Si c'est le cas, cela suppose que la crise de 2007 est comparable à celle de 1929, par son ampleur, sa gravité et ses effets.

La science économique est donc interpellée pour fournir les instruments d'analyse, notamment l'étude des cycles. Il est important de décortiquer et de rechercher tous les indices explicatifs, avant et après la crise, pour savoir si ce n'est qu'une crise fondamentale ou le signe précurseur de profonds bouleversements, annonciateurs d'une nouvelle civilisation.

2) – La perception de la mondialisation par les Etats-Unis

La guerre froide a mis un terme au rêve isolationniste américain. Désormais, les Etats-Unis, par la force des choses, sont propulsés sur la scène mondiale, en tant qu'acteur majeur. La division du monde en deux blocs antagonistes les a contraints à prendre le leadership de l'un d'eux. Tout l'Occident s'est mis sous la protection et la tutelle des Etats-Unis. Les grands vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale ne sont, en réalité, que les Etats-Unis et l'Union soviétique. Le monde, après la fin du conflit mondial, a changé de visage et n'a plus que deux maîtres. Le partage est le reflet de la configuration décidée à Yalta.

La fin de la guerre froide signifie aussi la victoire des Etats-Unis et de son modèle politique, économique et, bien entendu, idéologique. C'est la victoire du libéralisme américain, d'abord, avant d'être la victoire de l'Occident. C'est ce qui a poussé Fukuyama à proclamer hâtivement la fin de l'histoire. Les Etats-Unis apparaissent comme l'unique superpuissance sur la scène mondiale. La naissance d'un monde unipolaire est aussi l'occasion de pousser l'unilatéralisme américain vers ses plus dangereuses extrémités. Ainsi, ils ont revigoré et façonné la mondialisation qui a pris la dimension d'un processus universel.

Zbigniew Brzezinski a été l'auteur américain qui a le mieux «théorisé» les rapports entre les Etats-Unis et le reste du monde, à travers le concept de la mondialisation. Dans son remarquable ouvrage au titre très évocateur : «Le vrai choix, l'Amérique et le reste du monde», il estime que les notions d'Etat-nation et de souveraineté sont devenues obsolètes. Cette approche est justifiée par la généralisation de la mondialisation. L'on comprend, dès lors, pourquoi la crise

financière mondiale de 2007, née aux Etats-Unis, a fini par s'étendre à l'ensemble de la planète.

Les Etats-Unis considèrent que ce qui est bon pour eux, l'est pour le reste du monde. C'est leur unilatéralisme aveugle qui leur sert d'aiguillon. Ils ont développé chez eux la dérégulation, sans aucun discernement, comme l'atteste la crise actuelle, pour l'imposer après, au monde entier, à travers les institutions de Bretton Woods, en particulier, comme étant le modèle le plus approprié, le plus efficace et le plus porteur de prospérité. Pour eux, le libéralisme, version américaine de la mondialisation, ne doit rencontrer aucune barrière, y compris celle de la souveraineté. «Dans cette approche, écrit Brzezinski, l'expérience nationale des Etats-Unis — où l'activité économique se déplace à raisons de profits, sans rencontrer de barrières géographiques — a simplement été universalisée et projetée à l'échelle de la planète. Non sans une dimension paradoxale, puisque l'Etat-nation américain, si attaché à sa souveraineté, s'est mis à propager avec passion la doctrine économique qui rend la souveraineté obsolète». (1) Allant plus loin, il soutient que : «La mondialisation est donc la doctrine naturelle de l'hégémonie mondiale». (2) Il faut entendre par là l'hégémonie américaine dans son acception la plus concrète : l'unilatéralisme. Pour mieux expliciter cette idée, il précise que : «A l'OMC, à la Banque mondiale ou au FMI, la voix des Etats-Unis est de loin la plus forte. La plus grande harmonie règne ainsi entre hégémonie mondiale et mondialisation économique : les Etats-Unis peuvent promouvoir un système mondial ouvert tout en définissant en grande partie les règles du système et en décidant eux-mêmes à quel point ils veulent en dépendre». (3) Un bel exemple de l'unilatéralisme des Etats-Unis. Ainsi, ils s'arrogent un double rôle : gendarme militaire et gendarme économique comme l'atteste encore ce passage de Brzezinski : «L'évaluation des pays devrait prendre en compte la réalité de leur fonctionnement démocratique interne, mais aussi leur zèle à se mondialiser». (4) Après cela, aucun doute ne doit persister sur le caractère stratégique de cette volonté d'imposer la mondialisation à tous les pays. C'est toujours Zbigniew Brzezinski qui livre une précieuse clef pour décrypter les tenants et aboutissants de la généralisation de la mondialisation. En fait, derrière cet acharnement à imposer un système, se profilent des intérêts bien compris. «Avec la chute, écrit-il, du communisme et l'illusion concomitante de la fin des conflits idéologiques, la mondialisation a pu servir de concept attrape-tout et de clé d'explication séduisante de la nouvelle configuration internationale. Elle donne un sens à la nouvelle interdépendance planétaire, qui résulte avant tout du développement des nouvelles technologies de la communication ; elle justifie la quasi-disparition des frontières qui restent des lignes de démarcation sur les cartes de géographie mais ne dressent plus guère d'obstacles à la libre circulation des marchandises et du capital financier». (5)

C'est un passage prémonitoire quand on analyse les causes profondes de la crise financière mondiale et à la récession qui lui a emboîté le pas. Le démantèlement de toutes les barrières, la dérégulation aux Etats-Unis et sa généralisation à tous les pays ainsi que l'amenuisement du principe de l'Etat-nation et tout simplement de la souveraineté constituent le soubassement indiscutable des causes de la crise. La mondialisation financière, conçue et imposée par l'Amérique, explique pourquoi le monde se réveille brusquement avec la crise des subprimes. Elle a réussi à exporter sa crise et ses crédits toxiques, grâce entre autres, à un artifice financier : la titrisation.

La mondialisation, aux couleurs américaines, c'est d'abord la défense des intérêts de l'Amérique. Cette vision la rend plus suspecte au plus grand nombre et non pas seulement aux yeux des altermondialistes. C'est pourquoi, le Professeur Stiglitz lance ce pathétique appel : «Si nous demeurons incapables de tirer les leçons de nos erreurs, où la mondialisation reste gérée comme par le passé, non seulement elle n'engendrera pas le développement mais elle continuera de répandre la pauvreté et l'instabilité. S'il n'y a pas de réforme, le choc en retour qui a commencé va s'amplifier et l'hostilité envers la mondialisation avec lui». (6) Il y a déjà le séisme de la crise financière qui s'annonce comme un signe précurseur d'une remise en cause de l'unilatéralisme américain. Pour beaucoup d'observateurs, la mondialisation ne sera plus comme avant. En tout cas, elle sera moins américaine.

3) – La Nouvelle Economie

La Nouvelle économie est un concept né aux Etats-Unis pour caractériser des mutations qui sont apparues avant la fin de la guerre froide et qui se sont poursuivies bien après. C'est cette politique nouvelle qui a nourri le processus de la mondialisation. C'est tout naturellement aux Etats-Unis, parce que c'est la locomotive de l'économie mondiale, que le débat d'idées a permis l'émergence de nouveaux concepts et de nouvelles approches en matière de politique économique. D'où le concept de nouvelle économie pour la situer par rapport à la mondialisation et aussi pour expliquer la structure de la croissance économique américaine. «La nouvelle économie, selon Elie Chohen, a été inventée pour expliquer la croissance continue non inflationniste et sans chômage que les Etats-Unis connaissent depuis dix ans. Selon les new économistes, les Etats-Unis ont réussi à terrasser l'inflation en combinant pression externe (ouverture des frontières et exposition forte à l'offre des pays émergents) et pression interne (déréglementation économique et sociale, débureaucratization). Ils ont fait disparaître leur déficit budgétaire en stimulant la croissance par une politique monétaire adaptée et en diminuant sans état d'âme leurs dépenses publiques ; ils ont pratiqué à grande échelle la destruction créatrice, en laissant se développer l'immense secteur des technologies de

l'information. Ils ont renoué avec le plein emploi en redescendant au-dessous du taux national de chômage. Enfin, grâce à une politique fiscale garantissant aux entreprises une part notable de leurs gains, sans brider les fonds de participation ni les investisseurs en capital-risque, ils ont élevé du capital et enrichi le conteur en emplois de la croissance». (7)

En fait, la nouvelle économie répond aux impératifs et aux exigences de la mondialisation. Elle est donc la résultante des mutations successives de l'économie et de la société américaines.

Alain Minc s'est particulièrement penché sur le concept de la nouvelle économie qui semble avoir bousculé les vieilles recettes classiques : «C'est naturellement aux Etats-Unis que s'est imposée l'idée d'un nouveau paradigme économique. Celui-ci vise à donner un substrat théorique à une réalité objectivement bouleversante. Une croissance ininterrompue depuis 1991, qui s'est accélérée à partir de 1996 au point de dépasser régulièrement les 4 % par an. Un chômage tombé à 4 % et qui nie la vieille loi de Philips puisque l'augmentation des prix américains n'a pas dépassé 2 % même dans une telle atmosphère de surchauffe. Un budget revenu mécaniquement à l'excédent grâce aux dividendes de la croissance. Une Bourse qui a vu les cours quadrupler depuis le début du cycle et qui a surmonté, pendant ces neuf ans, tous les à-coups. Enfin, seule variable négative dans ce paysage paradisiaque, du moins suivant les canons de l'économie traditionnelle, un déficit extérieur qui ne cesse de se creuser, près de 4% du PIB, mais qui, dans la conception irénique aujourd'hui triomphante sert, grâce à la pression des importations, de mécanisme anti-inflationniste, seul à même de compenser les risques de poussée des coûts de production nés du plein-emploi. Il existerait certes, dans ce panorama, un autre facteur de risque : le surendettement des ménages. Mais celui-ci a servi de «moteur d'entretien à la demande interne, et demeure gagé sur un stock plus que suffisant de plus-values boursières aussi longtemps que Wall Street résiste. Donc, même les «mauvais points», le déficit extérieur, l'endettement des ménages ne compteraient pas». (8)

Toujours selon Alain Minc, le modèle économique émergent porte déjà la marque et l'impact de la mondialisation. Ce constat découle d'une analyse rigoureuse des faits et des évolutions des activités économiques et financières. Aussi, il n'hésite pas à affirmer que : «Ainsi s'esquisse une nouvelle topographie de la politique économique et sociale, même si elle demeure encore, sur maints aspects, dans les limbes. Rien n'est plus logique ; comment imaginer que les instruments d'autrefois demeurent efficaces, au moment où se met en mouvement un cycle de croissance à long terme et où se dessine, de ce seul fait, un nouveau modèle capitaliste? Une nouvelle donne économique s'impose. Ce n'est pas la nouvelle économie, image d'Epinal, qu'annoncent les médias et sur

laquelle se cristallisent les rêves : une période d'expansion accélérée, sans à-coups, accompagnée d'envolées boursières faramineuses, et d'une société civile épanouie et équilibrée. Mais la puissance de la révolution technologique et l'onde de choc de la mondialisation déplacent suffisamment les limites du modèle, pour nous garantir une ère de prospérité et un fonctionnement plus harmonieux du système à moins que, par habitude ou maladresse, nous ne multiplions les faux-pas». (9)

Il faut souligner que les Etats-Unis ont réussi à exporter les principes de la nouvelle économie au reste du monde, en général et à l'Occident, en particulier. C'est dans le sillage de la mondialisation que ce transfert fut possible, l'unilatéralisme américain aidant. L'on comprend dès lors, toutes les mutations subies par ces pays, concernant la conception et la conduite des politiques publiques et le désengagement de l'Etat de la sphère économique et financière à travers la mise en oeuvre de la dérégulation à outrance.

Par ailleurs, c'est à partir de la mise en oeuvre de la nouvelle économie que les Etats-Unis ont érigé l'endettement, notamment des ménages, en un instrument de soutien à la croissance, d'une part et au renforcement de leur compétitivité, d'autre part. L'on comprend, par conséquent, que l'endettement, tant des ménages que du pays lui-même vis-à-vis de l'extérieur, soit devenu la règle et non l'exception. Alain Minc l'a d'ailleurs bien mis en exergue. C'est un modèle qui a fait le lit de la crise financière de 2007. La crise des subprimes ; ce sont toutes ces dettes des ménages restées impayées. C'est leur cumul et leur insolvabilité qui ont déclenché la première crise mondiale majeure du XXI^e siècle.

4) – La politique d'endettement des Etats-Unis.

Les Etats-Unis ne sont pas un pays «normal» comme les autres pays dans le monde. Aucune contrainte ne pèse sur eux ; ni en ce qui concerne la conduite de leur politique intérieure, ni leur rôle sur la scène mondiale ne sont astreints à des contraintes. Sur le plan intérieur, ils mènent la politique économique et financière qu'ils souhaitent sans tenir compte de ses effets sur le reste du monde. Ils agissent avec les mêmes intentions dans la conduite de leurs relations extérieures, au niveau international. A la base de cette singulière situation, il y a leur unilatéralisme. C'est lui qui guide leurs intérêts et ce, dans tous les domaines.

A partir de ce constat, il est plus facile de comprendre les causes de leur endettement, tant sur le plan interne qu'externe. Sur le plan interne, ils ont développé une politique d'endettement, en faveur des ménages et des entreprises, qui n'a pas son équivalent ailleurs dans le monde.

La nouvelle économie, ultralibérale, est sous-tendue, nourrie et entretenue par cette frénésie à l'accès au crédit facile. On incite tout le monde à s'endetter. C'est l'illusion de l'«american way of life» ou par euphémisme, le «welfare state». En un mot, la prospérité capitaliste pour tout le monde. Le citoyen, même le plus modeste, mais aussi les plus puissants, peuvent accéder au crédit bancaire. Le crédit bancaire sert à tout : à acheter une maison, une voiture, l'électroménager, faire des études... Les entreprises accèdent également au crédit même si les rapports d'audit ou ceux des commissaires aux comptes sont établis dans la plus grande opacité, à l'instar de ce qui est arrivé au géant mondial ENRON. L'on dit même que les sociétés pétrolières américaines ont volontairement surestimé leurs réserves d'hydrocarbures (sans aucun contrôle au préalable de ces informations par les institutions concernées), pour faire grimper leurs valeurs en Bourse. L'on peut multiplier à satiété ce type d'exemples.

Depuis que les Etats-Unis profitent à fond du privilège de leur monnaie nationale en tant que liquidité internationale et monnaie de facturation pour l'essentiel des produits englobant toute une panoplie (produits agricoles, produits miniers, hydrocarbures, produits finis...), leur politique d'endettement est devenue la règle et non l'exception. C'est le seul pays au monde qui s'endette sans se préoccuper de mettre en place une politique de remboursement. Les Etats-Unis n'ont jamais été contraints d'appliquer une politique rigoureuse pour réduire leurs déficits budgétaire et commercial. Sur le plan interne, ils ont toujours pratiqué une politique ultralibérale pour faire tourner la machine économique en poussant à l'extrême les ménages et les entreprises à s'endetter. Le déficit, d'épargne interne est comblé par le crédit «tous azimuts», ce qui engendre une création de dollars démesurée. Cependant, cette création monétaire ne leur pose aucun problème puisque le dollar est aussi une liquidité internationale recherchée par le reste du monde. En fait, ils agissent comme une banque centrale ou institut d'émission pour le reste du monde. Le déficit commercial est résorbé de la même manière, c'est-à-dire en dollars. Les détenteurs de dollars ont principalement trois possibilités pour leur utilisation :

- investir aux Etats-Unis ;
- acheter des bons du Trésor américain ;
- les recycler sur le marché de l'eurodollar au sein duquel opèrent les plus grandes banques américaines. C'est une autre manière de placement des capitaux sur le marché américain. D'ailleurs, le marché de l'eurodollar donne une indication de la dette des Etats-Unis vis-à-vis du reste du monde. Bien entendu, cette dette ne sera jamais remboursée car il faudrait une action concertée des pays créanciers pour exiger son paiement. C'est un scénario irréalisable pour de multiples raisons. En effet, ce serait une pression si forte que cela équivaldrait à créer un «casus-belli». Après tout, il est impossible de mettre à genoux, par ce biais, l'hyperpuissance.

Depuis la mise en oeuvre de la nouvelle économie, la croissance américaine a été très forte par rapport à la moyenne mondiale. Cette croissance a été soutenue par la consommation des ménages. La consommation des ménages a été suscitée et encouragée par l'explosion des crédits qui constituent les contreparties de la masse monétaire, en clair qui permettent la création monétaire. Cette politique de crédits représente un formidable vecteur de la croissance économique. Il faut souligner que l'endettement des ménages américains est passé de 7680 milliards de dollars, en 2001, à 13852 milliards de dollars, en 2007.

Cette politique d'endettement des ménages, sur une grande échelle et touchant tous les besoins, n'est pas seulement le reflet d'une politique laxiste en matière d'octroi de crédits. Elle est le signe évident d'un symptôme beaucoup plus grave. Cela veut dire que les salaires américains sont bas et que, pour éviter des tensions sociales très vives (revendications salariales, élargissement du cercle de la précarité, etc), l'on a opté délibérément pour ce subterfuge pour maintenir un niveau d'activités économiques élevé, d'une part et un pouvoir d'achat correct, d'autre part. Ainsi, les Etats-Unis ont réussi à maintenir leur compétitivité économique grâce à des salaires bas sous-tendue par une politique d'endettement qui arrange bien des choses. Par conséquent, la croissance économique et la compétitivité extérieure reposent sur cette politique. C'est la raison pour laquelle, la politique d'endettement est un paramètre très important de la politique économique et financière américaine. Que seraient les Etats-Unis sans l'endettement ? Cependant, il n'y a que les Etats-Unis au monde qui peuvent se permettre une telle politique.

Le développement des crédits hypothécaires procède de cette logique. Le boom de l'immobilier a engendré une formidable expansion des crédits bancaires. Certaines grandes banques ont même pris des engagements démesurés sur ce secteur. En un mot, tout le système bancaire américain s'est lancé dans une course effrénée dans l'octroi de crédits immobiliers. Tout le monde en a bénéficié, y compris, ce qui est un piétinement de l'orthodoxie bancaire, les salariés modestes ou des citoyens se trouvant dans une précarité évidente. C'est-à-dire une très large frange de la population qui n'est pas solvable. Cette entorse, pour ne pas dire cette inconscience, à la pratique bancaire n'a été possible que parce que les Etats-Uns profitent du privilège de leur monnaie. Alors, créer de la monnaie pour la redistribuer sous forme de crédits n'est pas un problème. C'est un cas typique de l'unilatéralisme américain.

Leur «vœu» a été de transférer, grâce à la titrisation, les crédits «toxiques» ou «pourris» au reste du monde. Cette internationalisation des dettes des ménages américains est responsable de l'irruption de la crise financière mondiale. C'est le fondement de la crise des subprimes. Les ménages ne

peuvent plus rembourser leurs dettes aux banques qui, de ce fait, ne peuvent racheter les titres qu'elles ont émises. La contamination du système bancaire international se propage. C'est l'effondrement général. Ce qui est amusant, c'est que l'on a toujours considéré les crédits hypothécaires comme des dettes qui ne seront jamais remboursées. Après coup, l'on regrette de ne pas avoir pris au sérieux et en temps opportun cette boutade.

Pour cerner encore davantage les causes profondes et lointaines de la crise des subprimes, il est important de revenir sur les procédures en matière de titrisation. Ce concept, il faut le souligner, est né et développé aux Etats-Unis en 1970. Le rapport établi par le Conseil d'Analyse Economique synthétise l'origine et l'évolution de la titrisation. On y lit que : «La titrisation est une opération financière qui consiste à transformer des prêts bancaires traditionnellement illiquides en titres aisément négociables sur des marchés, par l'intermédiaire d'une entité juridique ad-hoc. Le plus souvent, la banque à l'origine des prêts les cède à un véhicule spécifique (special purpose véhicule ou SPV) qui finance cette acquisition en émettant des titres sur les marchés. Les investisseurs qui achètent ces titres perçoivent en contrepartie les revenus (intérêts et remboursements du principal/ issus du prêt... La titrisation permet aux banques de transférer le risque de crédit. L'opérateur ou financier qui cède les crédits dont il est à l'origine peut poursuivre ses opérations avec une base en fonds propres intacte. La titrisation s'inscrit ainsi dans un large mouvement de désintermédiation et de marchandisation (ce dernier phénomène concernant aussi les produits dérivés exotiques)... Les premières opérations de titrisation ont vu le jour aux Etats-Unis au début des années soixante-dix sous l'auspice de trois agences spécialisées qui disposent de garanties de l'Etat (Government Sponsored Agencies) : le Federal National Mortgage Association (Fanny Mac), la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac) et le Government National Mortgage Association (Ginnie Mac) ... Ce n'est toutefois que depuis le milieu des années 90 que ces opérations ont vraiment pris de l'ampleur... La titrisation concernait initialement des prêts hypothécaires..., mais rapidement d'autres types de crédits ont servi de supports : crédits automobile, prêts étudiant, encours de cartes bancaires... Et comme pour les produits dérivés de manière générale, les ingénieurs financiers n'ont pas cessé de proposer de nouveaux produits, toujours plus sophistiqués» (page 36).

Ce passage permet de faire un double commentaire :

- d'abord, la titrisation confirme que l'endettement des ménages constitue, en fait, le moteur de l'économie américaine. En outre, il apparaît clairement que cet endettement a été poussé, élargi et étendu à toutes les couches de la population. Enfin, l'opacité et le laxisme des banques américaines sont confirmés de façon éclatante par la généralisation de la titrisation ; cette procédure s'est également

étendue au reste du monde par le biais des institutions bancaires et financières américaines ;

- la responsabilité des autorités américaines est entière puisqu'elles ont encouragé et l'endettement et la titrisation. L'on comprend dès lors que, dès le déclenchement de la crise qui a mis en faillite Lehman Brothers, Fanny Mac et Freddy Mac, le gouvernement américain s'est empressé de les renflouer pour éviter leur effondrement. En effet, il leur a accordé dans le passé des garanties de l'Etat pour qu'elles puissent développer leurs opérations de crédits hypothécaires afin de soutenir l'immobilier.

La généralisation de la titrisation a tout simplement retardé l'échéance fatidique de la faillite du système bancaire international, d'une part, et celui des Etats-Unis, d'autre part. Car la titrisation repose, en réalité, sur la fragilité, l'incertitude et l'opacité. Dans le rapport établi par le Conseil d'Analyse Economique sur la crise des subprimes (rapport rédigé par Patrick Artus, Jean Paul Betbèze, Christian de Boissieu et Gunther Capelle-Blancard), il est dit, dès l'introduction que : «La crise financière des subprimes, qui a éclaté en août 2007, est loin d'être achevée un an après. Elle touche en pratique l'essentiel du système bancaire et financier, et pas seulement les crédits hypothécaires accordés aux ménages américains risqués (les fameux subprimes). Elle soulève de redoutables interrogations sur les avantages et les inconvénients des procédures de titrisation, sur le rôle des innovations financières dans le transfert des risques et donc leur traçabilité, sur le contrôle prudentiel et de supervision bancaire, sur le dispositif général de régulation bancaire et financière» (p-5).

Concernant le rôle de la titrisation dans l'émergence de la crise de subprimes, le même rapport indique que «grâce à ces nouvelles techniques de transfert de risque et au relâchement des contraintes grâce à l'innovation, les institutions financières ont pu accroître leur offre de crédit tout en réduisant son coût. Le principe de la titrisation réside en effet dans l'achat de titres par des investisseurs ; ces titres, émis par le véhicule de titrisation, sont garantis par les actifs détenus par le véhicule. En d'autres termes, la qualité de ces actifs, et non la qualité intrinsèque de l'entreprise cédante, détermine la prime de risque exigée par les investisseurs. Ainsi, une entreprise en mauvaise santé financière peut, grâce à la titrisation, se financer à des conditions avantageuses si elle détient des actifs de bonne qualité qu'elle titre. Mais cela signifie également qu'une mauvaise appréciation de la qualité des actifs sous-jacents à une titrisation peut avoir d'importantes conséquences, puisque ceux-ci constituent l'essentiel de la protection dont disposent les investisseurs. Cet effet quantité se double d'un effet prix : la titrisation permet l'apparition d'une concurrence entre institutions financières ou entre acheteurs de produits structurés... Le développement de la titrisation s'est donc accompagné d'une baisse des taux d'intérêt sur les crédits immobiliers... En jouant à la fois sur les prix et les

quantités, la titrisation favorise la baisse du coût du capital pour les emprunteurs et les institutions financières ; cette évolution favorise l'émergence de stratégies de recherche du rendement, c'est-à-dire d'octroi de prêt à des emprunteurs présentant des profils de plus en plus fragiles, mais également d'accroissement de l'appétit pour le risque des investisseurs... La titrisation a donc permis à des agents rationnés (notamment ceux de faible qualité de crédit, ménages et entreprises) d'accéder au crédit, grâce à la déconnexion entre l'octroi d'un crédit et l'exposition à son risque» (page 194).

Ce passage résume parfaitement le principe de la titrisation et sa généralisation disproportionnée et surtout contraire à toute orthodoxie et éthique bancaires. Par conséquent, le moins que l'on puisse dire est que l'on savait ce qui pouvait arriver avec une telle conception du risque. En fait, on a programmé l'émergence d'une crise qui pouvait surgir à tout moment. Pour ce faire, un simple grain de sable peut faire voler en éclats toute cette architecture financière dont la principale caractéristique est le risque démesuré. Un risque non analysé mais pris sur la base d'une possibilité de gains immédiats. C'est la spirale de l'endettement périlleux.

Grâce à la titrisation, les Etats-Unis ont transféré le risque pris par leurs banques au reste du monde. Attirées par l'appât, les banques et les institutions financières non américaines ont pris des risques non calculés. Lorsque la crise éclata, elles furent les premières à payer les ardoises, selon le jeu du domino. L'effondrement du système bancaire et financier américain entraîna immédiatement dans son sillage toutes ces banques et institutions. La crise est devenue mondiale. Une fois de plus, le monde paie la facture des turpitudes américaines. Les Etats-Unis ont pris l'habitude de vivre sur le dos du reste du monde. La crise des subprimes en est une preuve irréfutable.

5) – La dérégulation

Le «dieu marché» a permis au libéralisme de se développer sans discernement ni garde-fous. La chute du mur de Berlin consacre le triomphe du libéralisme aux couleurs américaines. Il s'est métamorphosé en une seconde religion dans un monde où le recul des idéologies est devenu un fait avéré.

La dérégulation n'est autre chose que le «laisser-faire, laisser-passer», poussé à son paroxysme. L'Etat renonce volontairement à son rôle, voire à ses missions, pour permettre à d'autres forces incontrôlées dont l'objectif est le gain facile et risqué, d'activer à l'abri de toute contrainte. Certes, la dérégulation est une conséquence de la mondialisation mais elle a été extrapolée à telle enseigne qu'elle a fini par produire des effets pervers. Car, la dérégulation n'est pas l'allègement des conditions du fonctionnement du marché grâce au recul de

l'Etat pour accroître son efficacité mais l'absence, justement, de toute régulation de ce marché. Or, le marché n'est pas aussi parfait pour se passer de toute régulation. Alors, lorsqu'on opère ainsi dans la sphère financière, l'on aboutit, tout simplement, à l'opacité. Cette opacité a encouragé la mondialisation financière. La boucle est bouclée.

La crise des subprimes a permis justement de révéler l'ampleur de l'opacité du système bancaire, d'une part et les conséquences de la mondialisation financière, d'autre part.

Le monde a découvert, avec stupéfaction, que de très grandes banques internationales, notamment américaines, étaient du jour au lendemain, dans une situation de faillite avancée. Comment est-ce possible dans le monde d'aujourd'hui ? Même les compagnies d'assurances, à l'instar du géant mondial AIG, se trouvaient en situation de faillite. Un jour, on découvre par hasard qu'un simple trader a fait perdre à sa banque, en l'occurrence la Société Générale, plusieurs milliards d'euros. Quelques semaines après, des dirigeants «incompétents» font perdre plus de 700 millions d'euros à la Caisse d'Epargne en France et ce, en pleine crise. Dans le premier cas, le président de la République française demande la tête du PDG de la Société générale. Contrairement à son souhait, le Conseil d'administration de la Banque, a tranché en renouvelant sa confiance ... au PDG. Donc, le PDG est maintenu à son poste. Cet exemple montre clairement que le pouvoir politique n'a pas de prise sur le système bancaire et financier. C'est le trader qui sera jeté en pâture à la justice. Dans l'affaire de la Caisse d'Epargne, les dirigeants indéliçables seront limogés et traduits devant la justice suite à une plainte du ministère des Finances. Mais le cas le plus grave, celui qui a défrayé toutes les chroniques, est la fraude orchestrée depuis des décennies par le patron du NASDAQ, Bernard Madoff. Cette fraude a porté sur 50 milliards de dollars et a fait trois millions de victimes aussi bien auprès des banques que de riches possédants. Durant des décennies, aucune institution n'a découvert le pot aux roses.

Ces quelques exemples démontrent clairement l'opacité du système bancaire et financier. Il fonctionne de manière autonome. C'est le cas de la titrisation qui échappe à toute réglementation. Comment se fait-il que les institutions chargées du contrôle des banques et des bourses, ont fait preuve d'une telle passivité ou d'un silence complice ? C'est la crise financière mondiale qui a amené les pouvoirs publics à réagir en demandant à ces institutions de renouer avec leurs missions de contrôle et de supervision. Les banques centrales aux Etats-Unis et en Europe, par exemple, ont renoncé à leurs missions de supervision, abandonnant ainsi la sphère financière aux spéculateurs de tous bords. Elle est même devenue un «casino», voire un «club fermé» dont seuls les initiés connaissent les rouages.

L'opacité du système bancaire et financier international n'est que la conséquence de la mondialisation financière. Le démantèlement des barrières, l'interdépendance des marchés bancaires et financiers nationaux, l'absence de régulation, rendant ainsi les mouvements de capitaux plus libres que par le passé, et les formidables progrès technologiques ont renforcé les bases de la mondialisation financière. On fait preuve d'imagination dans l'élaboration et la diffusion des produits financiers américains. C'est ainsi que la titrisation a permis de «refiler» les crédits hypothécaires au reste de la planète. Un produit financier national prend rapidement la forme d'un produit international grâce à l'appât du gain et de la spéculation.

Pour les experts, la mondialisation financière comporte trois éléments : l'internationalisation, la titrisation et l'innovation.

L'internationalisation est le processus par lequel les grands marchés nationaux s'intègrent en un marché mondial unique. L'internationalisation réside aussi dans la libéralisation, c'est-à-dire la dérégulation qui ouvre vers l'extérieur, les grands marchés nationaux. La mondialisation financière et la dérégulation sont deux processus qui se renforcent mutuellement. La dérégulation favorise la mondialisation financière tandis que l'environnement créé par la mondialisation financière contraint les autorités politiques à assouplir les règles.

Au registre de l'opacité et de la mondialisation, il faut ajouter le fonctionnement des paradis fiscaux dont on découvre subitement les méfaits. Or, ces paradis fiscaux ont été créés par des banques, publiques et privées, des pays développés, en particulier.

La titrisation, analysée précédemment, est un processus de désintermédiation par lequel les entreprises choisissent d'émettre des titres négociables pour lever des fonds au lieu de solliciter le concours des banques. Pour s'adapter à la nouvelle situation, des banques ont créé leur propre service de courtage en s'associant avec des firmes. Il en résulte une intégration de plus en plus poussée des marchés monétaires et financiers à l'échelle de la planète.

Enfin, l'innovation concerne à la fois les nouvelles techniques de financement, d'une part, et les progrès en matière de télécommunications à l'échelle mondiale, d'autre part.

L'opacité du système bancaire et financier et la mondialisation financière, qui sont le résultat de la dérégulation, expliquent la formation et l'irruption de la crise des subprimes. Car cette crise n'est ni spontanée ni imprévue. Elle devait, un jour ou l'autre, éclater brutalement, comme une

bombe à retardement. En 2007, elle fit irruption dans un contexte mondial exacerbé.

6) – La myopie du FMI

Dans le passé, le FMI n'a pas vu venir la crise financière asiatique. Pourtant, il a grandement contribué à la libéralisation des marchés financiers. Cette absence de vigilance ou de perspicacité lui a été sévèrement reprochée par la communauté internationale. On pensait qu'il avait retenu les leçons de cette crise et qu'il allait, au moins, se doter d'instruments de surveillance des marchés financiers internationaux pour anticiper des dérèglements majeurs. Malheureusement, il n'en fut rien et, comme pour le reste de la communauté internationale, il fut, lui aussi, surpris par le «tsunami» financier de 2007. Une crise financière mondiale éclata sans qu'il en ait aperçu les prémices. Il a été pris au dépourvu à telle enseigne qu'il fut dans l'incapacité d'aider les pouvoirs publics à la juguler. Pour une fois, il fut absent dans la formulation des mesures mises en œuvre par les gouvernements pour résister aux effets dévastateurs de la crise. Mieux encore, lors du sommet du G20 à Washington, il se contenta du rôle peu enviable de spectateur passif. Il reçut des «injonctions» de la part du G20 pour mieux surveiller les marchés financiers internationaux et notamment les 30 plus grandes banques dans le monde. Il ne contribua même pas à l'élaboration des plans de relance de l'économie mondiale, établis séparément par chaque pays.

Cette discrétion du FMI en dit long sur sa part de responsabilité dans l'éclatement de la crise financière mondiale. Il a été en partie responsable de la crise asiatique en prêchant la libéralisation à outrance des marchés financiers. Pour le Professeur Stiglitz, cela ne fait aucun doute : «La libéralisation – la suppression de l'intervention de l'Etat sur les marchés financiers et le démantèlement des entraves au commerce – a de nombreuses dimensions. Aujourd'hui, le FMI lui-même reconnaît qu'il l'a poussée trop loin, que la libéralisation des marchés des capitaux a contribué aux crises financières mondiales des années quatre-vingt-dix et qu'elle peut semer le chaos dans un petit pays émergent». (10) Et d'ajouter un peu loin : «Si le FMI admet à présent qu'il a commis de graves erreurs – ses conseils de politique budgétaire, ses pressions pour la restructuration des banques en Indonésie, peut-être ses efforts pour obtenir une libéralisation prématurée des marchés des capitaux, sa sous-estimation de l'impact de l'effondrement d'un pays sur ses voisins –, il n'a pas reconnu ses fautes en matière de politique monétaire, ni même cherché à expliquer pourquoi ses modèles se sont montrés si lamentablement inaptes à prédire le cours des événements. Il ne s'est nullement soucié d'élaborer un autre cadre intellectuel, ce qui signifie que, dans la prochaine crise, il pourrait fort bien répéter les mêmes fautes». (11) L'on comprend pourquoi en 2007, on

reproche au FMI de ne pas avoir prévenu la crise, et qu'il soit, par conséquent, éloigné de la conception des politiques de relance de l'économie mondiale. Les conseils du Professeur Stiglitz ont été respectés... a posteriori. Le G20 a préféré confier des missions nouvelles à l'institution de Bretton Woods que de l'associer à l'entreprise de relance de l'économie mondiale.

Aussi bien pour la crise asiatique que pour celle de 2007, le FMI a failli à l'une de ses missions la plus importante. Il n'a pas surveillé étroitement l'évolution des marchés financiers, que ce soit au niveau mondial ou au niveau national. Or, il est chargé de veiller à l'équilibre monétaire et financier. Il n'a pas interpellé les Etats-Unis, en particulier, sur les pratiques opaques de leur système bancaire et financier qui faisaient courir un danger pour le reste du monde. Pourtant, tous les ingrédients d'une crise majeure étaient réunis. Il a donc fait confiance aux seules forces du marché sans se préoccuper de leurs profondes motivations – l'appât du gain rapide et risqué –, et de l'opacité de leur fonctionnement, notamment la généralisation de la titrisation. En outre, l'existence aux Etats-Unis de fonds spéculatifs, disposant de moyens financiers considérables ne semblait pas le troubler outre mesure. Or, ces fonds spéculatifs, très autonomes et d'une mobilité déconcertante, étaient une menace réelle pour l'équilibre financier mondial.

Il est vrai que les Etats-Unis considèrent le FMI comme un bras séculier pour soutenir leur politique mondiale et, surtout, ils détiennent un droit de veto qui peut remettre en cause ses décisions. Cependant, est-ce suffisant pour qu'il fasse preuve d'une telle myopie ? Certainement pas, car son «armée» d'experts est très au fait de tout ce qui touche aux politiques monétaires et financières de tous les pays de la planète. Est-ce une myopie «voulue» ? Il est difficile de jeter l'opprobre sur une telle institution mais force est de constater que le doute est permis. Même le Professeur Stiglitz reconnaît que «le FMI a cessé de servir les intérêts de l'économie mondiale pour servir ceux de la finance mondiale. La libéralisation des marchés financiers n'a peut-être pas contribué à la stabilité économique mondiale, mais elle a bel et bien ouvert d'immenses marchés nouveaux à Wall Street» (12). De là à affirmer que les Etats-Unis et le FMI sont sur la même longueur d'onde, il n'y a qu'un pas que beaucoup n'hésitent pas à franchir allègrement. Car, la libéralisation des marchés de capitaux, voulue par Washington et imposée par le FMI, sert d'abord les intérêts stratégiques des Etats-Unis. En analysant la crise asiatique et le rôle du FMI dans son déclenchement et ses thérapies pour la juguler, le Professeur Stiglitz affirme, de manière directe : «de fait, on peut soutenir que les Etats-Unis ont profité à plusieurs titres de la crise asiatique». (13)

Il est possible également de soutenir que le FMI n'a pas voulu s'attirer les foudres de Washington en l'interpellant sur la crise qui couvait. Cette

interpellation aurait ainsi amené la communauté internationale à réagir en demandant aux États-Unis de prendre les mesures qu'il faut pour «étouffer dans l'œuf» une crise majeure aux dimensions mondiales. Or, c'était sa mission de le faire. En laissant faire, il a permis aux États-Unis de faire payer le plus gros de la facture au reste du monde. Car, la crise des subprimes est d'origine américaine mais c'est le monde entier qui entre en crise profonde, pernicieuse et d'une amplitude jamais égalée depuis la Grande Dépression de 1929. Cette attitude du FMI conforte toutes les thèses pour le réformer. Une réforme devenue inéluctable depuis des années déjà. Depuis le début du nouveau millénaire, il ne représente plus la même importance du fait de la généralisation de la mondialisation. D'ailleurs, dans la feuille de route de son nouveau directeur général, sa réforme figure en bonne place.

II) – Le contexte de la crise de 2007

En avril 2007, le FMI estimait : «En dépit de la volatilité récente sur les marchés financiers, la croissance mondiale devrait rester rigoureuse en 2007 et en 2008 (...) globalement, les perspectives semblent moins menacées qu'il y a six mois, mais elles ont encore plus de chance d'être révisées à la baisse qu'à la hausse, les risques financiers étant de plus en plus préoccupants. Les sources d'inquiétude sont les suivantes :

- un ralentissement plus brutal aux États-Unis si le secteur du logement continue de se détériorer ;
- un abandon des actifs à risque si la volatilité sur les marchés financiers, aujourd'hui faible par rapport au passé, augmente ;
- un regain de tensions inflationnistes alors que les écarts de production continuent de diminuer, surtout en cas de nouvelle montée des cours du pétrole ;
- et le risque peu probable mais très coûteux d'une résorption désordonnée des déséquilibres élevés de l'économie mondiale» (rapport du Conseil d'Analyse Economique – p 11).

C'est un constat un peu mitigé. Le FMI ne semble pas maîtriser toutes les données mais dans le même temps, il appréhende. En effet, il n'ignore pas que l'opacité des marchés bancaires et financiers couve une crise majeure qu'il n'a pas vu venir. Quelques mois seulement après ce constat, la crise des subprimes surgit comme un «tsunami» dans une mer calme.

Par conséquent, il est légitime de se poser quelques questions pertinentes suscitées justement par le contexte ambiant de la crise. Il y a des facteurs qui permettent d'affirmer que la crise des subprimes a bien choisi le moment pour se déclarer. En effet, elle s'est manifestée brutalement dans un contexte caractérisé par :

- l'envolée du prix du baril ;
- le ralentissement des économies occidentales ;
- l'expansion des pays émergents ;
- la crise alimentaire mondiale ;
- l'après-Bush.

Ces paramètres ont été les traits marquants du contexte dans lequel la crise des subprimes a émergé. Leur analyse permet de voir qu'ils sont liés par une trame intime, puisqu'ils forment un faisceau dont tous les rayons convergent vers ce même repère.

1) – L'envolée du prix du baril

Depuis 2004, le prix du baril se caractérise par une progression régulière. Il n'a jamais connu une telle tendance même dans les périodes les plus fastes. L'OPEP n'avait pas à prendre des mesures spectaculaires de baisse de la production pour maintenir le prix du baril à des niveaux élevés. Ses réunions étaient devenues routinières : faire le bilan du marché mondial et relever ses tendances futures pour réagir à toute mauvaise surprise. L'offre de pétrole répondait parfaitement à la demande. Les pays émergents sont devenus de gros consommateurs d'énergie pour soutenir leur croissance. Il n'y avait donc aucun signe inquiétant pour l'OPEP qui pouvait ainsi espérer des revenus en constante augmentation.

Brusquement, dès le début de l'année 2007, le prix du baril s'emballa et plus aucun observateur averti ne pouvait prédire ce que l'avenir pouvait réserver. Des «pics» furent atteints ; cette progression par paliers ne s'expliquait pas de manière rationnelle. Cependant, tout le monde commençait à prédire que vers la fin de l'année, le prix du baril atteindrait 100 dollars, un record historique. Ces effets d'annonce ont créé des ondes de choc sur les marchés. Les marchés bancaires et financiers angoissaient déjà à l'idée de la formidable accumulation d'excédents par les pays producteurs, d'une part et de l'évolution frénétique du marché pétrolier, d'autre part. Euphorie et optimisme pour les uns, les pays producteurs, angoisse et pessimisme pour les autres, en l'occurrence les pays développés. Pour une fois, le monde renoua avec le climat délétère de la crise de l'énergie des années 73/74. C'est l'incertitude la plus totale. L'OPEP était bien heureuse que le prix du baril crevait le plafond puisqu'il atteignait et dépassait le seuil fatidique de 100 dollars avant l'heure. Elle savait que la spéculation était l'une des causes de cette flambée mais, n'ayant pas les moyens de la maîtriser, elle laissa faire. Après tout, cette spéculation provenait des pays consommateurs. Donc, les pays pétroliers avaient la conscience tranquille, leur offre correspondait à la demande exprimée.

Par contre, les pays consommateurs, principalement les Etats-Unis et l'Union européenne, démontraient leur impuissance à agir sur l'ascension du prix du baril. Curieusement, ils ne la rendaient pas directement coupable de leur situation économique qui n'était guère brillante depuis des années. Ils ne pouvaient donc plus évoquer l'argument fallacieux utilisé en 1973/74, à savoir que le prix du baril était responsable de la crise économique qu'ils avaient subie après sa valorisation. Au contraire, ils justifiaient cette hausse par l'arrivée sur le marché de pays «voraces», les pays émergents, en particulier la Chine et l'Inde, dont les besoins en énergie sont croissants. Le spectre d'un baril à 200 dollars vers la fin 2008, fait son apparition. Dans la foulée, c'est aussi la perspective d'un épuisement rapide des réserves mondiales qui est évoquée avec persistance faisant penser au débat des années 60 sur la croissance zéro.

Un rapide retour en arrière permet de constater que l'histoire balbutie selon la conjoncture. En effet, le fameux «Club de Rome», dans les années 60, a dépensé des moyens considérables pour prédire une catastrophe fatale à l'humanité si le monde continuait à consommer avec frénésie autant de matières premières et d'énergie pour soutenir une croissance en constante augmentation. Il faut souligner qu'à l'époque, seuls les pays développés consommaient l'essentiel de ces matières premières et l'énergie produite. Les autres, c'est-à-dire les pays de l'hémisphère sud, venaient juste d'accéder, pour la très grande majorité d'entre eux, à l'indépendance. A croire que la «croissance zéro» préconisée par le «Club de Rome» s'adressait surtout à ces derniers. De là à penser que c'est un avertissement à ne pas imiter le modèle occidental, il n'y a qu'un pas que l'on a vite franchi. En effet, la suite est connue. Non seulement les recommandations du «Club de Rome» n'ont jamais été respectées mais de plus, les pays développés ont poursuivi leur consommation de matières premières et d'énergie avec voracité et dans le même temps les pays de l'hémisphère sud ont été tenus en marge de la prospérité mondiale. D'ailleurs, c'est à cause de cette asymétrie inique et pour protéger le pouvoir d'achat des matières premières et de l'énergie, que les producteurs, en général, et ceux de l'OPEP, en particulier, ont exigé l'instauration du nouvel ordre économique mondial durant la décennie 70/80. La crise de l'énergie, en 1973/1974, a été le détonateur salvateur.

En outre, il faut observer que cette envolée des prix constatée en 2007 et en 2008 (durant les trois premiers trimestres), c'est-à-dire au moment de l'apparition de la crise des subprimes, gênait surtout les pays occidentaux dont les économies étaient sérieusement menacées par les pays émergents. Par conséquent, le prix du baril n'était qu'un subterfuge pour masquer des enjeux stratégiques à l'échelle mondiale. Car la hausse du prix du baril était beaucoup plus une menace pour la compétitivité des pays occidentaux que pour les pays émergents. La Chine, l'Inde, le Brésil et d'autres pays devenaient de redoutables

concurrents mais ils avaient un dénominateur commun : ils ne produisent pas suffisamment d'hydrocarbures pour satisfaire leurs besoins. Cependant, cette donnée n'était pas un handicap majeur car elle était compensée par un taux de croissance très élevé comparativement à la mollesse de celle des pays occidentaux développés. En un mot, ces pays émergents pouvaient se permettre un baril de pétrole même à 200 dollars, ce qui était quasiment impossible pour ces derniers.

2) – Le ralentissement des économies occidentales.

Dans son essai («Une brève histoire de l'avenir»), Jacques Attali, en observateur lucide et pertinent, met en exergue le recul économique de l'Occident, en général : «les rapports de force se modifient en valeur relative. Les Etats-Unis stagnent, l'Europe décline, l'Asie remonte. La croissance annuelle dépasse en 2007 les 7,6 % en Asie, un peu moins aux Etats-Unis et beaucoup moins en Europe. De 1980 à 2006, le PIB de l'Asie est multiplié par 4, celui de la Chine par 3, celui de l'Inde par 3, celui de l'Europe par 2. Entre 1980 et 2006, la part des Etats-Unis dans le PIB mondial reste égale à 21 %, celle de l'Union européenne décroît de 28 % à 20 %, celle de l'Asie de l'Est (Chine, Japon, Corée, Taïwan, Singapour, Hong Kong, Malaisie, Thaïlande, Philippines, Indonésie) augmente de 16 % à 28 %». (14)

Concernant plus particulièrement le Vieux Continent, il ajoute : «L'Europe, pourtant économiquement rassemblée, perd du terrain; sa compétitivité baisse ; son dynamisme se ralentit, sa population vieillit. Même si l'Union européenne réussit, en 1992, à se doter d'une monnaie unique, elle ne devient pas une démocratie de marché intégrée ; elle ne progresse plus au rythme du reste du monde ; le PIB par habitant y est en 2006 de 25 % inférieur à celui des Etats-Unis ; la recherche y est beaucoup plus faible ; les meilleurs éléments de la classe créative quittent l'Europe pour le Nouveau Monde ; une part importante de l'industrie du Vieux Continent se déplace vers l'Asie sans être remplacée par des industries nouvelles». (15)

Ces passages démontrent clairement le recul de l'Occident et la montée en puissance de l'Asie. C'est dans ce contexte qu'éclata la crise financière mondiale de 2007. La récession économique mondiale qui émergea dans son sillage a freiné la croissance des pays développés, en l'occurrence les Etats-Unis et l'Union européenne, et «cassé» celle des pays asiatiques. Les «dégâts» ne sont pas proportionnels et de même degré.

En 2006 déjà, certains analystes pronostiquaient une croissance molle dans les pays développés occidentaux en 2007 et même en 2008. La seule zone

qui était gratifié d'un taux élevé concernait l'Asie, en général, et la Chine en particulier.

Les Etats-Unis, mais aussi une grande partie des pays de l'Union européenne, la France en particulier, présentaient déjà un essoufflement économique. Les institutions de Bretton Woods pressentaient un recul de la croissance pour les mois à venir. Et tout le long des années 2007 et 2008, les prévisions de croissance étaient périodiquement revues à la baisse. Non seulement la croissance était faible mais, de plus, il était quasi impossible de maîtriser son taux de progression. Aucun pays développé n'a échappé à ces révisions périodiques. Chaque fois, le taux était «grignoté» pour mieux refléter la situation réelle de l'économie.

Donc, tout au long des années 2007 et 2008, les pays revoyaient périodiquement à la baisse leur taux de croissance. Le FMI est allé jusqu'à prédire un net ralentissement de la croissance de l'économie mondiale en 2008. Pour l'institution de Bretton Woods, les zones les plus touchées par ce ralentissement seront l'Amérique et l'Union européenne. Les autres régions du monde auront une croissance soutenue, notamment les pays de l'OPEP et l'Amérique latine. Quant à l'Asie, la locomotive «Chine» poursuivra sa trajectoire, à l'exception du Japon qui n'a pas fini de payer les conséquences de la crise financière de 1997, entraînant dans son sillage les pays de son aire d'influence.

Or, ce qui est surprenant, c'est que les signaux émis par la sphère économique mondiale se heurtaient à une tout autre approche des marchés financiers internationaux. On faisait comme si la machine économique fonctionnait normalement parce que les marchés financiers, qui agissaient dans l'opacité, en avaient décidé ainsi. Les deux sphères agissant sans connexion entre elles, le pire était donc à craindre. C'est ce qui arriva, avec l'irruption brutale de la crise. Dans le rapport du Conseil d'Analyse Economique, il est dit que : «Bref, quelques mois avant la crise financière qui éclate en août, les marchés n'annonçaient pas de ralentissement mondial. Ils signalaient tous le risque d'un ralentissement américain, mais un ralentissement qui ne se transmettrait pas au reste du monde : C'est la théorie dite du «découplage». Quant aux risques financiers, ils pouvaient venir d'une remontée de la volatilité, historiquement basse à l'époque, mais sans qu'il soit possible d'en préciser l'origine. Ceci expliquait le sentiment des marchés financiers d'alors : ils étaient à la fois plus sûrs d'une croissance plus forte à venir, mais avec l'idée (en apparence contradictoire) qu'un changement de trajectoire serait plutôt négatif... quand il se manifesterait ... L'histoire devait en décider autrement, puisque le retournement de la conjoncture financière et bancaire a été plus brutal et plus général que prévu... La crise financière est due à proportion de la

situation de fragilité qu'avait développé l'économie mondiale. Une fragilité masquée par ses succès : la libéralisation globale des marchés financiers, l'intégration des économies, l'action victorieuse des banquiers centraux dans leur lutte contre l'inflation». (Op. Cit – p 12).

Ces quelques passages, ajoutés aux observations du FMI, indiquent clairement qu'en réalité la situation de l'économie mondiale, en général et celle des pays occidentaux, en particulier, se détériorait progressivement. La preuve, on prévoyait le ralentissement de l'économie américaine qui a un impact direct sur le reste du monde. En 2007, elle est toujours, jusqu'à preuve du contraire, la locomotive de l'économie mondiale. Or, quand la locomotive s'arrête, tout s'arrête, y compris l'autre locomotive asiatique, en l'occurrence la Chine.

En 2007, l'économie mondiale était grippée. L'économie américaine, en particulier, était la plus atteinte. Par conséquent, il suffisait d'un dysfonctionnement pour que le «mal» apparaisse au grand jour. Ce fut la crise financière, née aux États-Unis, qui déclencha des réactions en chaîne dans des économies déjà affaiblies. Alors, peut-on avancer l'hypothèse que si les économies occidentales se portaient bien, la crise aurait eu des effets limités ? Rien n'est moins sûr car la cause essentielle de cette crise est liée justement au modèle américain : l'économie d'endettement. Or, ce modèle a atteint des limites dangereuses et, par conséquent, son effondrement était prévisible. C'est le début de la fin d'une époque. D'ailleurs, la crise des subprimes est le signal, très fort, que l'économie basée sur l'endettement peut conduire au pire. La crise est donc révélatrice du caractère maladif des économies occidentales développées. C'est du moins ce que révèle la suite des événements, à savoir une crise financière qui entraîne dans son sillage une récession économique. Dès les années 2006/2007, les experts s'attendaient à un ralentissement de la croissance économique mondiale mais pas à une récession. La crise des subprimes est venue changer le décor. Elle est en train de s'estomper mais en laissant derrière elle une récession économique mondiale qui n'a d'égale que celle de 1929.

3) – L'expansion des pays émergents

La Chine et les autres pays émergents ont connu des prouesses économiques remarquables. De plus, après les crises asiatiques et latino-américaines du milieu des années 90, leur croissance est devenue plus forte et sur une longue période. À côté, les États-Unis et l'Union européenne affichaient des taux de croissance de leurs économies nettement en deçà de ces nouveaux concurrents.

Dans un passé pas si éloigné, l'Occident suivait avec admiration mais aussi appréhension la spectaculaire percée du Japon. Bien qu'allié – le Japon

partage les valeurs occidentales et du temps de la guerre froide, il était un maillon essentiel de la lutte contre l'autre bloc rival –, il suscitait néanmoins quelques «jalousies» sur ses performances économiques, technologiques et scientifiques. Après tout, c'est la deuxième puissance économique mondiale et, de plus, elle est asiatique. Des dragons asiatiques ont commencé à peser dans l'économie mondiale dès le début des années 70. En Amérique latine, seuls le Brésil et le Mexique pesaient sur la balance de l'économie mondiale. Puis, subitement, tous ces pays, y compris le Japon, ont perdu les «têtes d'affiche» au profit d'un seul pays : La Chine. Dès le début du XXI^e siècle, il n'est plus question de tous ces pays émergents, mais seulement de la Chine. Car la Chine est le seul pays qui peut se mesurer aux autres géants, les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon. Elle talonne déjà son rival asiatique pour la deuxième place économique dans le monde. Erik Izraelwicz, dans son remarquable ouvrage consacré à la Chine, restitue fidèlement les peurs qu'elle suscite déjà en Occident : «Quoi qu'il en soit donc, la Chine est et va être, au cours des vingt prochaines années au moins, le facteur principal de déstabilisation de l'économie mondiale». (16)

Depuis une dizaine d'années, la Chine ne fait que parler d'elle. Les marchés financiers sont à l'écoute du moindre bruissement de sa part car elle est devenue une superpuissance financière et même le principal créancier des Etats-Unis. Ses produits inondent tous les pays et pour certains c'est une source de problèmes économiques. Le cas du textile chinois l'atteste amplement puisqu'il a entraîné des faillites en série de cette industrie aux Etats-Unis et en Europe. Les délocalisations se font vers la Chine. Un exemple symptomatique : le fabricant français de la prestigieuse marque Moulinex a préféré fermer ses usines installées en France pour s'implanter dans l'Empire du Milieu. La Chine est devenue la troisième puissance scientifique dans le monde, dépassant ainsi les pays européens. Plus que cela, elle impose à Airbus, un transfert de technologie pour permettre à cette entreprise de pénétrer le marché chinois. Marché énorme puisqu'il porte sur l'achat de centaines d'appareils. La Chine est devenue, en un laps de temps, une puissance spatiale, la troisième dans le monde. Elle ambitionne même d'envoyer un vaisseau spatial habité vers la Lune. Sans oublier que c'est une puissance nucléaire.

Mais la Chine, c'est aussi un poids de plus en plus lourd sur la scène internationale. Elle est devenue dévoreuse de matières premières et d'énergie et a besoin des marchés étrangers pour écouler ses produits. On la retrouve partout : en Afrique, en Amérique latine, en Asie mais aussi en Amérique du Nord et en Europe. Elle s'installe là où ses intérêts l'exigent, n'hésitant pas à bousculer des traditions et des influences ancrées depuis des siècles. En Afrique, par exemple, elle est en compétition avec les puissances européennes, en général et les Etats-Unis, en particulier. Dans le Golfe de Guinée, zone

prometteuse en hydrocarbures et chasse gardée de l'Occident, elle est présente, jouant ainsi les «trouble-fête». Sa présence au Soudan, par exemple, gêne les intérêts occidentaux.

La Chine, vieille civilisation, patiente, besogneuse, déterminée, fière et ambitieuse, est l'élément clé du nouveau siècle. Elle ne peut être ni ignorée, ni méprisée, ni contenue dans des limites car elle a mis 6000 ans pour arriver à ce stade suprême. Pour Erik Izraelwicz : «l'entrée, au cours du XXe siècle, dans ce magasin de porcelaine qu'est l'économie mondiale, de quelques noms (le Japon, la Corée, ect.) avait pu se faire sans trop de dégâts, celle d'un éléphant risque aujourd'hui d'en provoquer de gros. Pour lui faire sa place, une réorganisation du magasin s'impose. Pour qu'il y trouve sa place, quelques séances de domptage lui sont nécessaires. Toute précipitation serait dangereuse. Les uns et les autres, les vieux pays riches comme l'Empire renaissant, ont besoin d'un apprentissage. Si l'éléphant veut éviter que la porte ne se referme brutalement, si les gestionnaires du magasin veulent tirer le meilleur parti de ce nouveau client, il y va de l'intérêt des uns et des autres que, tous ensemble, ils organisent cette intégration du pays dans l'économie mondiale, qu'ils en gèrent surtout le rythme. Plutôt que d'attendre l'engagement d'une telle coopération de la part de l'un des deux grands rivaux que sont les Etats-Unis et la Chine, l'Europe pourrait et devrait en être l'initiateur. Seule, en tous cas, une telle approche, coopérative et multinationale, au niveau mondial, permettra d'éviter que ce facteur de déstabilisation qu'est l'irruption de la Chine dans l'économie mondiale ne débouche par un malheureux accident ou un redoutable engrenage, sur une catastrophe». (17)

Un passage fort suggestif ; de là à souhaiter qu'une crise n'enfonce la Chine, il n'y a qu'un pas qui a été vite franchi avec ... la crise financière mondiale. D'ailleurs, pour expliquer la finalité de son projet, l'Union pour la Méditerranée, le Président Sarkozy a déclaré à Tunis : «L'UPM, c'est gagnant-gagnant et ... l'on sera plus fort pour contenir la Chine» (en Méditerranée, bien sûr).

La Chine a une vision mondiale de son rôle, confortée en cela par son statut de membre permanent du Conseil de sécurité. On lui attribue déjà le rang de superpuissance mondiale. Derrière les Etats-Unis, ce sont donc deux puissances asiatiques qui se succèdent, la Chine et le Japon. Une autre pointe du nez, l'Inde, qui peut devenir dans 20 ou 30 ans, la troisième superpuissance mondiale. Ainsi, à l'horizon 2030/2040, ce seront trois superpuissances asiatiques dans le groupe qui formera les cinq grandes nations dans le monde. Trois superpuissances asiatiques, face à l'hyperpuissance américaine et à la superpuissance européenne mais minée par des handicaps majeurs. Il est

possible d'ajouter à cette liste d'autres puissances asiatiques émergentes, à l'instar de la Corée du Sud, l'Indonésie ou la Malaisie.

Les autres pays émergents, le Brésil et le Mexique entre autres, ne présentent pas autant d'inquiétudes pour l'Occident que les puissances asiatiques. Celles-ci peuvent remettre en cause le pouvoir mondial détenu par l'Occident, d'une part et permettre l'émergence d'une nouvelle aire civilisationnelle rivale, d'autre part.

La crise financière mondiale de 2007 a donc fait irruption dans un contexte caractérisé par l'ascension des pays émergents. Leur dynamisme contrastait avec la léthargie des pays développés. Alors, est-il surprenant de constater que les effets de cette crise ont fini par infléchir cette tendance ? Les pays émergents les plus en vue, la Chine, l'Inde, la Corée du Sud, le Brésil et bien d'autres de moindre importance, ont subi de plein fouet la crise des subprimes. La crise a déjà fait perdre à la Russie plus de 200 milliards de dollars.

Il faut souligner que la crise asiatique de 1997 a laminé tous les pays, y compris le Japon qui s'est enfoncé dans une léthargie qui a duré une dizaine d'années. Seules la Chine et la Malaisie ont pu s'en sortir en refusant les thérapies du FMI. Cette crise s'est étendue aux pays émergents d'Amérique latine. L'on peut dire que, globalement, la crise de 1997 est celle des pays émergents. Peut-on en déduire la même conclusion pour celle de 2007, bien qu'elle n'ait pas encore révélé toute sa face cachée ? Une chose est sûre, les pays émergents sont aujourd'hui en train de payer une très lourde facture. Leurs taux de croissance chutent de manière drastique, leurs exportations sont comprimées, des faillites éclatèrent en série et la résurgence d'un chômage massif fort inquiétant. Il faut bien noter que ce sont les pays émergents qui seront les plus grands perdants de cette crise américaine, devenue mondiale. Ils mettront plus de temps pour retrouver leur «santé économique et financière». Le temps que les pays développés occidentaux auront restructuré leurs économies comme cela s'est déjà produit après la crise de l'énergie des années 73/74, d'une part et de la crise asiatique de 1997, d'autre part.

4) – La crise alimentaire mondiale

Pendant que le «volcan» de la crise des subprimes commençait à gronder et que le prix du baril caracolait nettement au-dessus des 100 dollars, puisqu'il a bien frôlé les 150 dollars durant l'été 2008, le monde fut plongé dans un autre cauchemar : une crise alimentaire mondiale surgit du néant. Les prix des produits alimentaires ont grimpé à la verticale. Les causes invoquées par les pays producteurs qui ne sont autres que les pays occidentaux développés, sont le

prix élevé du pétrole qui renchérit les coûts de production, d'une part, et les besoins croissants des pays émergents, d'autre part. La Chine et l'Inde sont pointées du doigt. L'amélioration des conditions de vie dans ces pays entraîne une meilleure alimentation, ce qui a pour effet de déséquilibrer l'offre et la demande.

Ces deux causes ont donc donné un véritable coup de fouet aux prix des produits alimentaires. Du jour au lendemain, l'on désigne une trentaine de pays menacés par la famine. Il y a eu même des émeutes de la faim dans plusieurs pays. L'augmentation vertigineuse des prix a conduit des pays à ne plus importer des produits alimentaires. Les médias ont même montré des personnes manger de la boue cuite en guise de pain et de gâteaux à Haïti. C'est un moment extraordinaire. Voir ressurgir le spectre de la famine à l'échelle planétaire, en plein XXI^e siècle, c'était tout simplement surréaliste. La psychose s'empara des peuples pauvres.

Les institutions internationales furent mises à contribution pour concevoir des plans de «sauvetage». Les institutions de Bretton Woods, la Banque africaine de développement et la FAO, entre autres, ont été interpellées. D'ailleurs, il y eut même une conférence internationale sous l'égide de la FAO réunissant les chefs d'Etat des pays membres. Ce rassemblement mondial n'a abouti qu'à quelques recommandations et dégagé une modique somme pour venir en aide aux pays les plus touchés. Les pays développés ne se sont pas trop engagés, arguant de sérieuses difficultés économiques et financières. En fait, la flambée des prix leur a permis d'engranger des rentrées substantielles pour compenser les sorties du fait de la hausse du prix du baril. Cependant, le plus intéressant, c'est que, quelques mois après, ils ont pu dégager des sommes considérables pour éviter l'effondrement du système bancaire international, d'une part, et pour financer leurs plans de relance, d'autre part. Ce sont quelques 4000 milliards de dollars qui ont pu ainsi être dégagés pour effacer la crise des subprimes et lutter contre la récession économique.

Cependant, ce qu'il faut déplorer, c'est que beaucoup de pays, parmi lesquels les États-Unis, le Brésil et la France, en particulier détournent une partie de leur production alimentaire à d'autres fins. Ainsi, les États-Unis consacrent 25 % de la production de maïs à la fabrication de carburant pour automobile. Il n'est donc pas étonnant que le prix du maïs flambe. Ajoutons à cela toutes les multinationales occidentales qui activent dans l'agro-alimentaire, en particulier dans la production de semences qui sont vendues aux autres pays à des prix faramineux.

Quelques mois après l'autre «tsunami» de la crise alimentaire mondiale et de la flambée des prix, l'on assiste au reflux avec la disparition du spectre de

la famine et surtout une baisse généralisée et des produits alimentaires et des matières premières. La crise des subprimes a tout effacé par enchantement. Maintenant, c'est au tour des pays producteurs de matières premières qui vont subir une baisse de leurs revenus, à cause de la chute des prix. Certes, les pays importateurs de produits alimentaires profitent de la baisse des prix. Cependant, il est tout de même étonnant que l'on passe, en l'espace de quelques mois seulement, d'une position à une autre diamétralement opposée.

Au mois de novembre 2008, l'évolution du prix du baril et d'autres matières premières a évolué de manière inquiétante.

«Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de pétrole le «light sweet crude» (livraison en janvier) a fini à 49,93 dollars, contre 57,04 dollars le 21.11.2008, soit un recul de 7,11 dollars. Dans le même temps, Les cours du Brent échangé à Londres ont atteint les 47,40 dollars avant de terminer à 49,19 dollars, contre 57,35 dollars une semaine plus tôt, en baisse de 8,16 dollars.

La tendance a été la même pour les matières premières alimentaires dont le café et le sucre, suite à la déprime des Bourses et des autres matières premières, à l'exception du cacao, soutenu par les craintes sur la production ivoirienne. Sur le Liffe, la tonne de cacao (livraison en mars) valait 1.509 livres sterling le 21.11.2008 contre 1.357 livres la semaine précédente pour le contrat de décembre (+52 livres). Sur le NYBot, le contrat (livraison en mars) valait 2.050 dollars la tonne contre 1.945 dollars pour l'échéance de mars le 21.11.2008 (- 105 dollars). Sur le Liffe, le café robusta (livraison en janvier) valait 1.805 dollars contre 1.817 dollars la tonne une semaine plus tôt (- 12 dollars). Sur le NYBot américain, l'arabica (livraison en mars) valait 111,25 cents la livre, contre 115,05 cents pour l'échéance de décembre, le 21.11.2008 (- 3,8 cents). Sur le Liffe de Londres, la tonne de sucre blanc (livraison en mars) valait 320,50 livres, le 21.11.2008 contre 321,40 livres pour l'échéance de décembre sept jours plus tôt (-0,9 livre). Sur le NYBot américain, la livre de sucre brut (livraison en mars) valait 11,36 cents, contre 11,51 cents le 21.11.2008 (-0,15 cents). Les prix du blé, du maïs et du soja ont également reculé cette semaine sur le marché à terme de Chicago, proches de leurs plus bas niveaux depuis plus d'un an. Le contrat de maïs (livraison en mars) a fini à 3,5425 dollars le boisseau (environ 25 kg) contre 3,97 dollars sept jours plus tôt, soit une baisse de 10,8 % sur la semaine. Le contrat de blé à échéance mars a terminé à 5,18 dollars, contre 5,7450 dollars le boisseau le 21.11.2008, soit une baisse hebdomadaire de 9,8 %. Le contrat de graines de soja (livraison en janvier) a reculé à 8,40 dollars le boisseau, contre 8,96 dollars le 21.11.2008, soit un repli de 6,25 %. Pour les métaux précieux, seul l'or a légèrement progressé cette semaine, contrairement aux prix du platine et du palladium, frappés par les inquiétudes sur l'avenir du secteur automobile aux Etats-Unis et en Europe. Sur

le London Bullion Market, l'once d'or valait 774,50 dollars le 21.11.2008 (+27 dollars). L'once d'argent valait 9,17 dollars le 21.11.2008, contre 9,33 dollars une semaine plus tôt (-6 cents).

Sur le London Platinum and Palladium Market, l'once de platine a fini à 812 dollars contre 845 dollars le 21.11.2008 (-33 dollars). L'once de palladium a terminé à 183 dollars contre 216 dollars le 21.11.2008 (- 33 dollars).

Les métaux de base ont été victimes cette semaine encore des craintes sur la demande, alimentées par les graves difficultés du secteur automobile, le cuivre et l'aluminium, les deux poids lourds du marché, tombant à des plus bas prix depuis trois ans et demi. A Londres, une tonne de cuivre (livraison février) coûtait 3.574 dollars la tonne le 21.11.2008, contre 3.815 dollars une semaine plus tôt (-* 241 dollars), le plomb 1.217 dollars contre 1.375 dollars la tonne (- 158 dollars), l'aluminium 1.803 dollars la tonne contre 1.922 dollars (- 119 dollars), le nickel 10.300 dollars contre 11.274 dollars la tonne (- 974 dollars), l'étain 11.700 dollars contre 14.020 dollars la tonne (- 2320 dollars) et le zinc 1.200 dollars contre 1.185 dollars la tonne le 21.11.2008 (- 15 dollars).» («El Moudjahid» du 24.11.2008).

La soudaineté avec laquelle la crise alimentaire est apparue et a disparu laisse perplexe. Elle a laissé place à la récession économique qui préoccupe toute la planète. Le spectre de la famine a disparu et surtout l'on découvre que la terre est en mesure de nourrir tous ses enfants. Alors pourquoi cette crise qui a plongé le monde dans un véritable cauchemar durant des mois ? Quel est donc ce miracle qui s'est produit pour que l'offre et la demande de produits alimentaires s'équilibrent subitement ? La Chine et l'Inde ont décidé d'un commun accord de renoncer à satisfaire leurs besoins pour ne pas déséquilibrer l'économie mondiale ? En l'espace de quelques mois, le prix du riz, aliment de base pour des milliards d'êtres humains, a chuté de moitié. Au moment de l'irruption de la crise alimentaire, il était devenu rare, le prix ayant flambé, poussant même les pays producteurs à restreindre leurs exportations de peur d'avoir des ruptures de stocks pour leur propre consommation.

Et pourtant, c'est dans ce contexte qu'a surgi la crise financière mondiale venue tout droit des Etats-Unis, suivie de la récession économique. Le monde mettra du temps pour démêler l'écheveau afin de comprendre les tenants et aboutissants des crises cauchemardesques qui ont fait irruption brutalement en 2007. Car, il faut bien trouver cette trame qui les lie intimement. Les causes apparentes ne suffisent pas à expliquer tout ce qui est arrivé en si peu de temps et dans un contexte mondial bien déterminé.

5) – L'après-Bush

La crise des subprimes qui s'est transformée en crise mondiale laquelle a engendré la récession, est née aux Etats-Unis en 2007. Curieusement, c'est aussi la dernière année du deuxième mandat du président Bush. Durant une grande partie de 2007, les Etats-Unis ont vécu au diapason des élections présidentielles. Le monde entier était suspendu à leur déroulement car il avait l'impression qu'une «révolution» était en gestation. Pour la première fois de l'histoire américaine, un métis, fraîchement américanisé, dont le père était originaire de l'Afrique profonde, en l'occurrence le Kenya, était bien placé dans les sondages pour emporter l'investiture du parti démocrate, rival du parti républicain du président sortant. De plus, Barack Obama n'est pas fortuné, et dont le parcours est des plus normal. C'est un self-made man brillant, sérieux et ambitieux. Bref, un Américain presque ordinaire. Or, cet Américain a subjugué les foules par la magie du verbe et la clarté de sa vision ; il a décroché l'investiture de son parti face à l'ex-première dame des Etats-Unis. Une campagne électorale sans faute l'a projeté à la plus haute cime du pouvoir. Le monde a accueilli cette victoire avec sympathie et soulagement.

L'Amérique entame une nouvelle étape de son histoire. Quelque chose de fondamental a changé dans ce pays qui a habitué le monde à profiter de ses révolutions et à souffrir de ses turpitudes. L'Amérique qui vient de tourner la page de son histoire, entraînera-t-elle le monde dans son sillage ? Sommes-nous à la veille d'un nouvel ordre mondial ? Car, le changement interne a été voulu et imposé par le peuple américain. Il faut dire que jamais les Etats-Unis n'ont connu une période aussi médiocre de leur histoire que celle des 10 dernières années de présidence Bush. Ce dernier a accéléré le déclin des Etats-Unis. Leur société, leur économie et leur système politique ne sont plus des modèles. «L'American way of life» a vécu. Sur le plan international, les attentats du 11 septembre ont remis en cause leur invincibilité d'une part, et leur unilatéralisme débridé les a conduits à s'engager dans des guerres déshonorantes, d'autre part. L'Amérique a érodé son capital sympathie dans le monde car elle est la première à bafouer ses propres valeurs. Elle fait peur au reste du monde ; ses alliés sont divisés et rechignent à la suivre dans ses aventures, la France et l'Allemagne, par exemple, ont refusé d'entrer en guerre contre l'Irak.

C'est sous la présidence de Bush qu'éclata la crise des subprimes. Cette crise coïncide donc avec une fin de règne très controversée. Le nouveau président n'en porte aucune responsabilité. Est-ce une raison suffisante pour penser à cet heureux décalage dans l'irruption de la crise ? Elle a éclaté avec la fin de règne d'une Administration qui a été la plus contestée de l'histoire des Etats-Unis. C'est le résultat de sa gestion et de sa doctrine basée sur l'ultralibéralisme. Certes, Barack Obama va devoir prendre en charge cet

héritage. La crise a été l'occasion de s'interroger sur le leadership américain, le rôle du dollar et la responsabilité des Etats-Unis dans son déclenchement et sa généralisation au reste du monde. Par conséquent, l'on comprend que plus personne ne veut entendre parler de Bush, de l'ultralibéralisme de son Administration et du manichéisme de sa politique extérieure qui a conduit à la dégénérescence de l'unilatéralisme américain. La présidence Bush a réussi le tour de force de vouloir ressusciter le spectre de la guerre froide en installant des missiles en Pologne et en République tchèque pour se protéger contre une éventuelle «frappe de missiles intercontinentaux»... déclenchée par l'Iran «sous-développé» qui se trouve à des milliers de kilomètres de l'Amérique. Personne n'est dupe ; ces missiles sont orientés vers la Russie qui dérange par la montée en cadence de sa puissance.

Alors, coïncidence ou pas, la crise financière mondiale a éclaté avec le départ de Bush. Barack Obama, premier président métis dans l'histoire de l'hyperpuissance, prend le relais avec un boulet. Le monde attend avec anxiété ses premiers pas et la mise en adéquation entre sa vision, pour son pays et le reste du monde, et la dure réalité du moment. La crise des subprimes sonne-t-elle le glas d'une époque ? Constitue-t-elle le premier signe d'une nouvelle civilisation ? En tout cas, une chose est certaine, pour les Etats-Unis et le reste du monde, rien ne sera comme avant. Après Bush, l'Amérique ne sera, elle-même, plus comme avant. Elle doute mais surtout elle est consciente maintenant qu'elle n'est plus invincible dans un monde qui tend vers la multipolarité économique et financière mais aussi politique. Son leadership est déjà contesté.

En conclusion, il faut souligner que l'analyse de la crise actuelle ne saurait livrer tous ses secrets ni occulter le passé et surtout le contexte dans lequel elle est née que lorsque le monde aura retrouvé ses repères. Une crise n'est pas anodine, banale et sans suite. Elle laisse des traces profondes, remet en cause des équilibres et dessine le monde de demain. La crise de 1929 a entraîné des bouleversements, balayé des croyances et préparé le lit pour la montée en puissance du totalitarisme dans une Europe pourtant à vocation démocratique et libérale. Dix ans après son déclenchement, le monde bascula dans l'horreur de la Seconde Guerre mondiale.

La crise de 2007 a, elle aussi, balayé bien des croyances, notamment l'ultralibéralisme débridé et le capitalisme financier opaque et sauvage. La récession économique mondiale qu'elle a engendrée n'a pas encore dévoilé tous ses effets négatifs. Des centaines de millions d'êtres humains de tous les continents vont souffrir. Le cercle de la précarité va s'élargir. De nouveaux foyers de tension vont certainement surgir pour exacerber le cours déjà tumultueux, des relations internationales.

Références bibliographiques

- 1) – Brzezinski : *«Le vrai choix. L'Amérique et le reste du monde»*. – Odile Jacob. 2004 – p 196
- 2) – Op- Cit- p 195
- 3) – Op- Cit- p 200
- 4) – Op- Cit- p 198
- 5) – Op- Cit- p 191
- 6) – Op- Cit- p 318
- 7) – E. Cohen : *«L'ordre économique mondial. Essai sur les autorités de régulation»*. – Fayard – p 29
- 8) – A. Minc : *«WWW. Capitalisme FR»* – Grasset – p 81
- 9) – Op- Cit- p 104
- 10) – Op- Cit- p 91
- 11) – Op- Cit- p 173
- 12) – Op- Cit- p 268
- 13) – Op- Cit- p 320
- 14) – J. Attali : *«Une brève histoire de l'avenir»*. – Le Livre de Poche – p 109
- 15) – Op- Cit- p 109
- 16) – E. Izraelwicz : *«Quand la Chine change le monde»*. – Grasset – p 21
- 17) – Op- Cit- p 290.

Chapitre 3

Effets et gestion de la crise

La crise financière mondiale de 2007, entraînant immédiatement l'émergence d'une récession d'une ampleur jamais vue depuis la Grande Dépression des années 30, a surgi avec une rapidité qui a surpris tout le monde. D'abord, aucun observateur averti n'a prévu son apparition dans le temps encore moins ses immenses dégâts. Certes, l'on savait que l'économie américaine était loin de sa bonne forme et que les économies européennes n'étaient pas au beau fixe, mais il était difficile d'envisager qu'une crise financière allait survenir brutalement aux Etats-Unis pour ensuite déferler, tout aussi rapidement, sur le reste du monde. L'on peut dire que la crise a affecté simultanément les Etats-Unis, l'Union européenne, et le reste du monde. La rapidité des séquences explique qu'elle est devenue mondiale parce qu'elle s'est généralisée à une vitesse fulgurante, comme une traînée de poudre. Cette assertion peut être vérifiée à travers l'analyse des aspects ci-dessous :

- son déroulement ;
- ses effets ;
- son traitement.

Ce sont ces trois aspects qui permettent de mieux cerner la crise dans sa globalité.

I) – Le déroulement

Le rapport de la Banque des Règlements Internationaux (BRI) de septembre 2007 présente la séquence des événements déclencheurs. On y trouve au début des séries de déclassements par des agences de notation, des crises des fonds spéculatifs adossés à des prêts hypothécaires et des difficultés de certaines grandes banques internationales à évaluer ce type d'actifs. Donc, en l'espace de 3 mois, juin/juillet/août de 2007, l'on relève les faits suivants :

- 15 juin : Moody's décline la note de 131 TAA adossées à des prêts au logement de moindre qualité et met environ 250 obligations sous surveillance en vue d'un possible déclassement.
- 20 juin : Des informations laissent entendre que les deux fonds spéculatifs gérés par Bear Stearns ayant investi dans des titres adossés à des prêts hypothécaires de moindre qualité sont sur le point d'être fermés.
- 10 juillet : S and P met sous surveillance négative 7,3 milliards de dollars de TAA datant de 2006 garanti par des prêts au logement et annonce une mise sous surveillance des opérations de TGC exposées à ce type de sûreté

; Moody's décline 5 milliards de dollars d'obligations adossées à des hypothèques de moindre qualité.

- 11 juillet : Moody's place 184 tranches de TGC adossées à des hypothèques sous surveillance en vue d'un possible déclassement ; les principales agences de notation annoncent toutes des mises sous surveillance et des déclassements les jours suivants.

- 24 juillet : Aux Etats-Unis, l'organisme de prêts au logement Countrywide Financial Corp annonce une chute de ses bénéfices et prévoit des difficultés.

- 26 juillet : Selon l'indice NAHB, les ventes de logements neufs ont diminué de 6,6 % en glissement annuel en juin ; DR Horton, premier constructeur de logements aux Etats-Unis annonce une perte au deuxième trimestre.

- 30 juillet : En Allemagne, la banque IKB signale des pertes liées aux retombées des difficultés du marché hypothécaire américain de moindre qualité et révèle que son principal actionnaire, Kreditanstalt Für Wiederaufbau (KfW), s'est acquitté de ses engagements financiers par des lignes de crédit liées à une structure d'émission de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) exposée à des prêts de moindre qualité.

- 31 juillet : American Home Mortgage Investment Corp annonce son incapacité à financer ses obligations de prêt. Mood's déclare que les anticipations de pertes prises en compte dans la note des titres adossés à des prêts ALT-A seront corrigées. (1)

En l'espace de trois mois seulement, la crise a éclaté comme si elle surgissait du néant. Elle éclata également au moment où le prix du baril caracolait autour de 140 dollars. En effet, les dates-repères ne font qu'accroître la perplexité. Les agences de notation semblent découvrir subitement l'ampleur du mal alors qu'il existait depuis des années. Pourquoi ont-elles attendu si longtemps pour opérer des déclassements inévitables ? C'est, tout simplement, surprenant et même énigmatique. Tout semble se dérouler dans une totale opacité. Les agences de notation, qui tiennent beaucoup à leur réputation et à leur crédibilité, ont-elles été à ce point "myopes" sur l'état réel des établissements financiers qui, d'une manière ou d'une autre, exercent sur eux un contrôle ? On ne note pas si on ne connaît pas mais si on note, c'est sur une base rationnelle et non complaisante. D'autant plus que ces agences et ces établissements sont liés par une relation de confiance et certainement depuis de longues années. Ainsi, à l'opacité du système bancaire et financier, il faut ajouter l'opacité qui entoure le fonctionnement des agences de notation. D'ailleurs, après la crise des subprimes, il y a un consensus pour revoir, de fond en comble, leur fonctionnement. Elles sont aussi responsables du déclenchement de cette crise.

Les rédacteurs du rapport du Conseil d'Analyse Economique ont clairement mis en exergue les insuffisances, voire la responsabilité des agences de notation. Sans détour, ils affirment : "C'est un fait que les principales agences de notation (Moody's, Standard and Poors, Fitch (sans parler des autres...)) n'ont pas vraiment vu arriver trois des grandes crises financières de ces quinze dernières années : la crise asiatique de 1997, les scandales financiers début 2000 (Enron, Worldcom, etc.), la crise des subprimes. Or, ces agences exercent des missions de service public en améliorant la transparence de l'information financière, en réduisant des asymétries d'information entre les émetteurs et les instruments, en servant de références pour l'évaluation du risque de crédit (rôle des notes données par les agences dans le modèle standard de Bâle II), etc." (2) Et d'ajouter : "Se tromper ou mal anticiper une crise est une chose, ne pas reconnaître ses erreurs en est une autre susceptible de mettre en cause la réputation et la crédibilité des opérateurs concernés. Non seulement les agences de notation, dont le métier de base reste quand même l'analyse du risque de crédit, n'ont pas vu venir la crise asiatique ou celle des subprimes, mais de plus, une fois la crise ouverte, elles ont pu avoir tendance à surréagir, abaissant très vite des notes qu'elles auraient dû ajuster bien auparavant et rajoutant ainsi de la volatilité à une volatilité financière déjà élevée". (3) En un mot, l'on se demande si elles n'ont pas réagi ainsi pour éviter une catastrophe plus grave que la crise des subprimes. Dans ce cas, leur responsabilité serait entière et elles seraient même amenées à rendre compte de leur "irresponsabilité".

A la myopie des agences de notation, s'ajoute celle du président de la FED lui-même qui affirma le 5 juin 2007 avec une sérénité déconcertante, alors que les clignotants avaient viré au rouge, que : "Le retournement du marché immobilier a été brusque (...). Cependant, les facteurs fondamentaux — incluant une croissance solide des revenus et des taux d'intérêt hypothécaires relativement bas — devraient maintenir la demande immobilière et, au point où nous en sommes, il est peu vraisemblable que les difficultés du marché des subprimes se propagent au reste de l'économie ou au système financier". Quelques jours après cette déclaration, manquant manifestement de clairvoyance et c'est le moins que l'on puisse dire, le compte à rebours de la crise a démarré brutalement avec la cascade des baisses de notes par les agences de notation. Subitement, la crise a provoqué un assèchement de la liquidité, des pertes pour les banques, une contraction des crédits, des pertes patrimoniales pour les ménages et, dans la foulée, l'annonce de la récession économique.

Au début de la crise, il était impossible de chiffrer les pertes exactes du système bancaire. Qu'on en juge. En juillet 2007, le président de la FED estime les pertes des banques à 150 milliards de dollars et, au début de 2008, il se ravisa pour annoncer qu'elles se chiffraient à plusieurs centaines de milliards de

dollars. A la fin de 2007, Lehman Brothers les situe entre 250 et 320 milliards de dollars. Durant la même période, la banque allemande Deutsche Bank les estime quant à elle entre 300 et 400 milliards de dollars alors que Goldman Sachs ou la Royal Bank of Scotland les établissaient entre 250 et 500 milliards de dollars. En avril 2008, le FMI estime, pour sa part, que les pertes des banques seraient de l'ordre de 565 milliards de dollars et que pour le marché financier, elles s'élèveraient à 1000 milliards de dollars.

L'on observe que toutes ces données chiffrées ont été fournies avec une déplorable légèreté sachant pertinemment que la crise était d'une ampleur et d'une gravité exceptionnelle. C'est une crise mondiale. Aux Etats-Unis où elle est née, et du fait de l'opacité du système bancaire et financier, on n'a pas été en mesure de fournir les données exactes concernant les pertes dues à la crise. Même le patron de la FED a été très loin de la réalité comme l'attestent le décalage entre ses précédentes déclarations et les chiffres qu'il a avancés. Ces hésitations, voire ces contradictions, démontrent tout le désarroi face à l'irruption de la crise. Par ailleurs, elles ont contribué à différer les premières mesures drastiques mais salvatrices qu'il fallait mettre en œuvre pour limiter ses effets dévastateurs. Enfin, une fois de plus, le FMI a été, lui aussi, surpris par cette crise puisqu'il a été incapable de fournir les chiffres exacts des pertes, d'une part, et d'opposer un "démenti" à ceux affichés par les banques américaines, cautionnées par les déclarations lénifiantes des autorités monétaires, d'autre part. Il a, par ce comportement, occulté ses missions, à savoir : tirer la sonnette d'alarme au moment opportun, d'une part, et assumer son rôle de "gendarme" de la stabilité monétaire et financière au niveau mondial, d'autre part.

Cependant, ce sont les ménages américains qui vont payer une facture extrêmement lourde. L'on comprend mieux pourquoi le plan de relance du nouveau président Barack Obama prévoit, à leur égard des dispositions notamment fiscales, pour leur venir en aide. En effet, selon le rapport établi par le Conseil d'Analyse Economique : " En octobre 2007, Martin Feldstein, président du National Bureau of Economic Research (NBER) estimait qu'en considérant uniquement les effets liés à la baisse des prix de l'immobilier (en négligeant donc les effets multiplicateurs), et en supposant que celle-ci soit de 20 %, la perte pour les ménages américains serait d'environ 4000 milliards de dollars, soit une diminution de la consommation de 200 milliards de dollars , autrement dit de 1,5 point de PIB". (4)

Pour d'autres analystes économiques et financiers, la crise des subprimes est due aussi aux dysfonctionnements macroéconomiques qui reposent principalement sur :

- l'exigence de rentabilité pour les banques ;

- le laxisme dans les conditions d'attribution des prêts ;
- le développement de pratiques financières à haut risque.

L'évolution en dents de scie des valeurs boursières a poussé les intermédiaires financiers à proposer à leurs clients de nouveaux placements plus rentables. Par conséquent, les banques ont adopté deux types de stratégie pour satisfaire aux exigences de rentabilité, exacerbées aussi par la concurrence des intermédiaires (les fonds à caractère spéculatif, appelés les Hedge Funds) :

- elles ont augmenté leur activité en accordant toujours plus de crédits notamment au secteur de l'immobilier. Cependant, les banques auraient accordé plus de crédits sans contrepartie d'augmenter leurs fonds propres. Ce qu'elles n'ont pas fait et surtout, elles n'ont pas été inquiétées, notamment par la FED dont la première mission est de faire respecter les règles prudentielles. Ce laxisme démontre à la fois l'opacité du système bancaire américain et sa particularité d'être au-dessus de toute réglementation régissant les pratiques bancaires en vigueur dans tous les pays du monde, telles qu'elles découlent des accords internationaux, notamment de Bâle. Il faut souligner que les dispositions de Bâle 2 sont devenues obligatoires pour les établissements de crédit dans l'Union européenne en janvier 2008 et aux Etats-Unis en janvier 2009. La différence entre Bâle 1 et Bâle 2 est que le risque de crédit est mieux cerné et surtout les risques liés à la titrisation sont mieux pris en compte. C'est dire que les rédacteurs de Bâle 2 étaient déjà conscients des lacunes de Bâle 1 concernant les procédures liées à la titrisation et, par conséquent, les risques qu'elles véhiculaient. La crise des subprimes leur a donné, a posteriori, raison.

- elles ont accordé des crédits de manière laxiste. C'est ainsi qu'entre 2001 et 2006, le marché des subprimes a été multiplié par 7, passant de 94 milliards de dollars à 685 milliards de dollars. Par ailleurs, l'on constate une très forte augmentation de la part des emprunts à taux variables qui passent de 1 % à 13 % au détriment des emprunts à taux fixes qui régressent de 41 % à 26 %. Le reste des emprunts est composé de taux hybrides. De plus, l'on observe que la qualité des prêts, entre 2001 et 2006, ne cesse de se dégrader comme l'atteste l'augmentation continue due aux défauts de paiement. Ce qui est encore plus surprenant, c'est que cette évolution du taux de défaut de paiement concerne aussi bien les prêts à taux variable qu'à taux fixe.

Par conséquent, tous les ingrédients d'une crise financière mondiale majeure sont réunis. La crise de liquidité a créé un choc parmi toute la communauté bancaire internationale. Les marchés monétaires, que ce soit aux Etats-Unis ou en Europe, commencent à douter, et l'on voit, pour la première fois, des banques se comporter comme des individus qui ne font plus confiance à leurs banquiers. En effet, les banques, même celles qui avaient des excédents substantiels de trésorerie, refusaient carrément de les mettre sur le marché monétaire pour les prêter à d'autres concurrents en quête désespérément de

liquidité. Cet assèchement est porteur de périls, car il est annonciateur tout simplement d'une crise très grave de liquidité. Les pouvoirs publics sont donc interpellés pour la juguler sinon, c'est la catastrophe au niveau mondial. Car, avec l'effet domino, l'effondrement des banques et des établissements financiers américains aurait entraîné immédiatement dans son sillage tout le système bancaire et financier international.

II) – Les effets de la crise

Les séquences s'enchaînent avec une fulgurante rapidité. On n'a pas fini d'évoquer la crise des crédits hypothécaires américains qui, très rapidement, se transforme en crise financière mondiale et, à peine celle-ci déclenchée, le monde semble presque l'oublier car une autre crise, beaucoup plus grave, la récession, lui emboîte le pas. En quelques mois, le monde bascule vers l'inconnu. Pourtant, il faut bien admettre que la crise des subprimes devait, un jour ou l'autre, éclater avec des dégâts incommensurables. Les banquiers et financiers américains savaient parfaitement les énormes risques pris en ouvrant, de manière inconsidérée et en piétinant l'orthodoxie bancaire, les vannes du crédit. Ils ont toujours défendu la libéralisation du marché financier, l'absence de régulation qui a obligé les pouvoirs publics à renoncer à assumer leurs missions et le développement de produits financiers en abusant des procédés de la titrisation. Ils ont permis à des «magiciens» de la finance d'exercer leur pouvoir maléfique dans l'opacité la plus totale. L'exemple du président du NASDAQ, Bernard Madoff, qui a fraudé durant des décennies sans qu'aucune institution s'en aperçoive. Le montant des dégâts est considérable : 50 milliards de dollars de pertes et trois millions de victimes à travers le monde.

Cette crise a produit des effets multiples et désastreux dans tous les domaines.

1) - Le premier effet, et non des moindres, provient du fait que la crise est née aux Etats-Unis et transmise au reste du monde. Le laxisme américain qui repose sur une croyance quasi religieuse, à savoir que tout ce qui est bon pour l'Amérique l'est pour la planète tout entière, est responsable de toutes les turpitudes. La mondialisation a été soutenue, inspirée et imposée par l'Amérique. D'ailleurs, beaucoup n'hésitent pas à l'identifier avec ses intérêts stratégiques mondiaux. C'est à partir des Etats-Unis qu'on a poussé à l'extrême la libéralisation des marchés financiers, au nom d'un principe sacro-saint : le libéralisme débridé, «sans foi ni loi». Ce libéralisme a produit une "race de seigneurs" de la finance qu'on a érigés en "dieux vivants" puisqu'on les considérait comme infailibles, super-intelligents, intègres et au-dessus de tout soupçon. Bernard Madoff a été "déifié" par toute une communauté opaque du

club fermé de la finance mais que la crise a révélé sous son vrai visage : fraudeur, parieur, cynique et, pour finir, sans cœur puisqu'il a dépouillé des millions de personnes de leurs ressources. Avant la découverte du pot aux roses, on louait son génie et sa ... générosité.

C'est aux Etats-Unis qu'on a développé des produits financiers douteux, des crédits "pourris", "toxiques", à croire que la titrisation a été mise au point pour transférer ces "déchets" de la finance au reste du monde, éberlué par tant de mirages. Une fois que la crise a explosé, le monde se ressaisit et doute de ce "génie" américain qui produit aussi des catastrophes. Alors, du coup, l'on se pose des questions sur certaines valeurs américaines érigées en dogmes. Le libéralisme n'est pas parfait, l'Etat est incontournable, le dollar n'est pas sans reproche. Un œil critique est donc porté sur ce modèle américain qui a tant fasciné par sa façade mais derrière laquelle, l'on trouve beaucoup de laxisme, de superficialité, d'inconscience et de risques potentiels. C'est ce revers de la médaille qui a été dévoilé par la crise des subprimes. L'on n'hésite pas à affirmer que les Etats-Unis devraient reconnaître leurs responsabilités dans le déclenchement de cette crise. Un tel acte, bien sûr, aurait eu pour conséquence d'amoinrir leur leadership économique et financier mais aussi sur le plan moral. Le ministre allemand des Finances, au lendemain de la crise des subprimes, a déclaré que les Etats-Unis perdraient, à terme, leur statut de superpuissance financière.

La communauté internationale n'est pas dupe et reconnaît que ce sont les turpitudes américaines qui sont à l'origine de cette crise. Elle n'a pas tout à fait tort car les Etats-Unis ne se sont jamais préoccupés des conséquences de leurs actes sur le reste du monde. C'est le principe même de l'unilatéralisme américain.

2) - Le deuxième effet est l'effondrement du système bancaire international, en général et américain, en particulier. La crise a révélé son extrême fragilité et vulnérabilité. Aucun système financier n'est à l'abri d'un soubresaut ou d'un retour de la conjoncture. Les seuls systèmes bancaires et financiers qui ont échappé à la bourrasque de la crise sont justement ceux qui ne sont pas connectés au système financier international, et ceux qui le sont, ont subi, de plein fouet la crise et se sont effondrés. En effet, la libéralisation des marchés financiers a fait émerger un marché mondial complètement connecté. Par conséquent, ils sont comme les maillons d'une chaîne ; il suffit d'une crise pour que l'ensemble connaisse des problèmes, c'est l'effet domino.

3) - Le troisième effet, et non des moindres, c'est l'absence de confiance entre les institutions bancaires et financières. Cette attitude a aggravé la crise financière. Les marchés monétaires et les marchés boursiers ont cédé à la

panique. Sur le premier marché, les intervenants, en l'occurrence les banques, ne jouent plus leur rôle, c'est-à-dire que celles qui ont des excédents préfèrent ne pas les prêter à celles qui sont déficitaires. Ce comportement provoque de graves ondes de choc car c'est l'économie, en dernier ressort, qui en subit les conséquences avec l'amenuisement des financements bancaires. Cette attitude a aussi contribué à l'accélération de la récession qui pointait du nez. Le marché boursier n'échappe pas à ces ondes de choc, puisque toutes les bourses connaissent des évolutions en dents de scie, au jour le jour. Les amplitudes sont "historiques". Ces dérèglements ne sont pas encourageants et incitent à la déprime. En outre, il suffit d'un événement à caractère politique ou économique pour que les cours recommencent à jouer au yoyo.

4) - Le quatrième effet découle directement du fonctionnement des marchés monétaire et boursier. Cette situation démontre la fragilité de l'architecture financière mondiale. Un véritable château de cartes qui peut s'écrouler à la faveur d'une brise de vent. C'est ce qui est arrivé avec la crise financière. Cette architecture repose surtout sur l'opacité, la déréglementation, des risques non cernés, des crédits "toxiques", "pourris", et un laxisme délirant. La crise des subprimes a donc permis de mettre à nu ce "modèle" du capitalisme financier "invincible et conquérant" mais dangereux pour la stabilité mondiale.

Les artisans de ce «dérivé» du capitalisme ou si l'on veut de cette architecture financière, ont donné libre cours à leur imagination sans avoir eu le moindre scrupule, ni le moindre doute sur les risques encourus. Ils ont tourné le dos à toute forme de prudence et à toute orthodoxie bancaire et financière. On leur faisait confiance pour leur génie, leur professionnalisme et leur "intégrité". L'affaire Kerviel, de la Société Générale, balaya toutes ces certitudes. Avec ce cas, on découvrit l'abysse du comportement des traders qui jonglent avec des milliards dans un univers sans contrôle ni foi. Une autre affaire, qui défraya également la chronique mondiale, vient, une fois de plus, des Etats-Unis. Bernard Madoff, le "dieu" de la finance à Wall Street, le berceau du capitalisme financier mondial, a fraudé durant des décennies sans qu'aucune institution de contrôle ne s'en aperçoive. Résultat de cette fraude : 50 milliards de dollars de pertes, trois millions de victimes et plusieurs institutions en faillite. Or, avant la découverte de cette monumentale fraude, le président du NASDAQ était considéré, à Wall Street, comme le génie de la finance et, le comble du cynisme, un homme charitable puisqu'il était d'une grande générosité avec plusieurs associations caritatives.

Il faut souligner que les cas de Jérôme Kerviel ou de Bernard Madoff ne sont pas isolés. Cependant, ce qui est tout simplement invraisemblable c'est que Kerviel travaillait dans le Département «dérivés actions» qui était considéré comme l'un des plus performants dans le monde. Dans ces conditions, il est

possible de conclure que l'on a fait confiance au jeune trader pour opérer dans une totale liberté et donc sans contrainte de rendre des comptes au quotidien. Sa hiérarchie lui reconnaissait une compétence avérée sinon, il aurait été vite «démâsqué» pour insuffisances professionnelles.

Qu'en est-il des autres «traders» qui ont ruiné leurs établissements ? les médias ont rapporté des cas similaires où la responsabilité des traders est mise en avant. Une compétence toute relative, opportunisme... Mais, ce qui est incroyable, c'est que leur hiérarchie n'a pas cru devoir les «neutraliser» jusqu'au jour où ce sont eux qui ont «neutralisé» les établissements dans lesquels ils travaillaient. Il en est ainsi de Robert Citron pour le compte d'Orange, Yasuo Hamanaka pour Sumitomo, Nick Leeson pour la Barings et John Runak pour Allfirst. Ces individus ont précédé les scandales de Kerviel et de Madoff, c'est dire que le mal est plus profond. D'ailleurs, de temps à autre, les médias évoquent la «découverte» de fraudeurs que le raz de marée de la crise révèle et jette sur le rivage. Le dernier scandale lié à la fraude est celui du patron de la banque Stanford, proche des milieux politiques américains, qui a fait perdre 8 milliards de dollars à l'établissement. Ces cas démontrent l'opacité du système bancaire et financier, d'une part, et le côté immoral, d'autre part. Pour toutes ces raisons, l'on comprend pourquoi le capitalisme financier est pointé du doigt comme le responsable principal de la crise financière mondiale.

Ce sont des affaires choquantes, immorales et condamnables que l'opinion publique découvre avec effroi. Les épargnants de tous les pays touchés par la crise financière et ces affaires mafieuses, ont perdu toute confiance dans le système bancaire et rechignent même à placer leurs économies de peur de ne plus pouvoir les récupérer. D'ailleurs, des mouvements de panique ont été enregistrés pour le retrait des fonds placés, ce qui a obligé les pouvoirs publics à garantir les dépôts à des niveaux appréciables.

Mais surtout l'on découvre que les responsables qui ont mis leurs institutions bancaires et financières en situation de faillite sont grassement rémunérés et bénéficient, de surcroît, de parachutes dorés qui se chiffrent à plusieurs millions de dollars ou d'euros. Le cas le plus scandaleux a été révélé par le patron de FORTIS, grande banque internationale du Bénélux, qui a échappé à la faillite grâce aux fonds fournis par les pouvoirs publics. D'ailleurs, cette intervention des pouvoirs publics n'a pas suffi à la tirer d'affaire puisqu'elle fut, par la suite, reprise par la banque française BNP-Paribas.

Ce capitalisme malsain a été dénoncé vigoureusement par le président français qui a suggéré sa profonde réforme. Il est bien placé pour une telle exigence, car après l'affaire de la Société Générale, et en pleine crise des

subprimes, voilà qu'éclate le scandale des Caisses d'Épargne. Les responsables ont "parié et perdu des centaines de millions d'euros». Certes, ils ont été sanctionnés mais le mal a été fait. Toute la France a été secourée par cette affaire qui touche, de surcroît, un établissement public.

L'on se pose légitimement la question de savoir s'il n'y a pas d'autres Madoff et Kerviel, planqués quelque part, qui attendent d'être surpris comme de véritables "malpropres". C'est cette image hideuse et périlleuse du capitalisme financier que l'on voudrait maintenant effacer à jamais. On estime que le moment est venu de "retaper" la façade du capitalisme pour le rendre plus crédible. Car, aucun pays ne remet en cause le système capitaliste qui a périodiquement connu des crises. Cependant, en les surmontant, il s'est revigoré, a pris du poids et est devenu plus ambitieux. Un peu comme le phénix qui renaît de ses cendres. Le capitalisme a beau être vilipendé, mis à mort et rendu coupable de tous les maux de la planète, il ne disparaîtra pas pour autant. Le capitalisme est la colonne vertébrale de la civilisation occidentale. D'ailleurs, le marxisme lui-même a été impuissant à le détruire, c'est tout le contraire qui s'est produit.

5) – Le cinquième effet de cette crise est le retour de l'Etat dans la sphère économique et financière. Ceux qui l'avaient définitivement enterré ont vite fait de revoir leurs conceptions devant la gravité de la crise financière. Sans l'intervention des pouvoirs publics, la crise aurait atteint des proportions catastrophiques pour le monde entier. Dorénavant, le libéralisme débridé ne sera plus de mise. Et surtout, plus aucun politique ou économiste sérieux ne remettrait en cause le rôle et la place de l'Etat dans l'économie. Bien avant le déclenchement de la crise, le Professeur Stiglitz a mis en exergue les multiples fonctions de l'Etat au moment où le libéralisme débridé étalait ses tentacules à toute la planète. Il estime que "l'Etat peut jouer un rôle essentiel — et il l'a fait —, non seulement pour tempérer ces échecs du marché, mais pour assurer la justice sociale : par eux-mêmes, les mécanismes du marché peuvent parfois laisser beaucoup de gens sans ressources suffisantes pour survivre. Dans les pays qui ont le mieux réussi — les Etats-Unis, l'Asie orientale —, l'Etat a pris en charge ces tâches et, dans l'ensemble, s'en est relativement bien acquitté. Il a assuré à tous une éducation de qualité, et a mis en place une grande partie des infrastructures, notamment institutionnelles, par exemple le système judiciaire, nécessaire au fonctionnement efficace des marchés. Il a réglementé le secteur financier afin que les marchés des capitaux fonctionnent davantage comme ils sont censés le faire. Il a créé un filet de sécurité pour les pauvres. Il a développé la technologie, les télécommunications à l'agriculture, aux moteurs d'avion et aux radars. Si un débat très vif est en cours aux Etats-Unis et ailleurs, sur la fonction précise que doit avoir l'Etat, chacun s'accorde à lui reconnaître un rôle

pour faire fonctionner efficacement — et humainement — toute société et toute économie”. (5)

Dès le début de la crise, l'Etat a été interpellé pour éviter l'effondrement du système bancaire et financier. Dans tous les pays touchés, là où le libéralisme trônait, il mobilisa et injecta des sommes colossales pour recapitaliser les banques afin de leur éviter un effondrement inévitable. Il a pris des mesures aussi pour garantir leurs crédits à l'économie, d'une part et les dépôts des épargnants, d'autre part.

Toutes ces mesures ont permis d'éviter le pire, c'est-à-dire les faillites en cascade du système bancaire et financier international. En outre, l'Etat a adopté des plans de relance pour réduire les effets négatifs de la récession économique. Des milliers de milliards de dollars ont ainsi été dégagés à cet effet. Par ailleurs, partout où existe une activité importante pour l'économie du pays, il a décidé de lui venir en aide à l'instar du secteur de l'automobile, par exemple, qui subit de plein fouet la récession.

Le retour de l'Etat n'a pas été du goût de tout le monde, comme l'attestent les hésitations américaines, notamment au Congrès et parmi l'establishment économique et financier, toujours attachés au libéralisme. Ces milieux craignent que ce retour en force de l'Etat n'affaiblisse le rôle du marché et, par conséquent, le capitalisme dans toute sa splendeur. Dans la réalité, le retour de l'Etat est intervenu justement pour sauver le capitalisme de la descente vers l'abysse. Le sauvetage du système bancaire et financier et les plans de relance de l'économie n'ont pas d'autres objectifs que de remettre le capitalisme moribond sur la voie de sa guérison. Car, toutes ces mesures sont plus profitables pour lui que pour les ménages qui souffrent du chômage, de la perte de leurs actifs et de la baisse de leur pouvoir d'achat. Les plans de relance ne leur seront profitables que dans une seconde phase, c'est-à-dire une fois la croissance repartie de plus belle. En attendant, ces mesures servent d'abord à revigorer les groupes bancaires, financiers et industriels. La preuve, même avec la garantie de l'Etat, les banques rechignent à accorder des crédits aux particuliers et aux entreprises.

Le retour de l'Etat se manifeste également dans un autre domaine. En effet, il est interpellé pour renforcer son rôle de régulation. En un mot, cela veut dire que la dérégulation va être revue et corrigée. Un frein sera mis aux tendances libérales “tous azimuts”. C'est ainsi, par exemple, que les banques centrales, notamment la FED et la BCE, ont été sommées de renforcer la supervision bancaire. Plus question de perpétuer l'opacité du système bancaire et financier et surtout le développement de prêts “toxiques” ou “pourris”. Le développement des produits financiers nouveaux, en particulier, sera mis sous

haute surveillance. La titrisation sera ainsi bordée pour éviter à l'avenir des dérives.

6) – Le sixième effet de la crise financière mondiale est l'apparition dans son sillage de la récession économique. Certes, le ralentissement économique était prévisible dès 2007. L'on savait que la croissance serait en net recul en 2008, mais de là à imaginer une récession économique mondiale, aucun analyste ne se serait hasardé à faire un tel pronostic. En fait, avec ou sans la crise, les pays développés auraient connu des taux de croissance faibles, voire nuls, du fait de la tendance de l'économie mondiale. Les principaux paramètres de cette tendance sont connus : concurrence et compétitivité accrues des pays émergents, évolution positive du prix du baril... Or, la crise financière mondiale a précipité l'irruption de la récession qui était à l'état latent. Cela veut dire que le système productif était déjà entré dans une phase de léthargie, prélude à une crise qui le minait de l'intérieur. D'ailleurs, les délocalisations industrielles, la fermeture des usines, en Europe et aux Etats-Unis et l'érosion constante de la compétitivité des économies occidentales constituaient déjà des ingrédients sûrs de la crise latente. S'il fallait un autre indice, c'est le comportement actuel des banques qui sont d'une extrême prudence dans l'octroi de crédits pour le financement de l'économie. De même, le jeu de yoyo des bourses est une autre indication. En résumé, le contexte de la crise financière mondiale était propice à l'aggravation de la situation des économies occidentales. Du ralentissement de la croissance, l'on passa allègrement à la récession économique.

En effet l'économie mondiale est au rouge après la publication des dernières prévisions du FMI et du BIT sur la croissance et le chômage. Jamais les prévisions du Fonds monétaire international n'ont été si sombres. L'institution de Bretton Woods a fortement revu à la baisse sa prévision de la croissance mondiale, qui ne devrait pas dépasser 0,5 % cette année. C'est le taux le plus faible depuis la Seconde Guerre mondiale, relève le FMI. Cette décroissance de l'économie mondiale devrait être entraînée surtout par une forte contraction de l'ordre de 2% du produit intérieur brut des pays développés. Dans son rapport prévisionnel sur les «Perspectives de l'économie mondiale», le FMI a relevé aussi que les tensions restent aiguës sur les marchés financiers en dépit de toutes les actions engagées par les gouvernements. Ainsi, sur la courbe de croissance du FMI, l'économie mondiale pour 2009 a fortement perdu, passant de 2,2 % en novembre 2008 à 0,5%. Le produit intérieur brut connaîtra aussi ses pires moments en 2009. L'évolution du PIB a été revue en nette baisse pour toutes les grandes économies du monde.

Selon le FMI, les Etats-Unis résisteraient mieux à la crise avec un PIB en recul de 1,6% (après +1,1 % en 2008). La zone euro serait plus durement

touchée avec une contraction de 2 % (après + 1% en 2008), bien plus marquée que celle de 0,5 % anticipée jusqu'ici. L'Hexagone verra son PIB reculer de 1,9 % (après + 0,8 % en 2008) contre -0.5 % prévus en novembre. L'Italie connaîtrait trois années consécutives de recul du PIB entre 2008 et 2010, avec un pic en 2009 (-2,1 %). Pour l'Allemagne, première économie de la zone, les prévisions avaient déjà été publiées six jours plus tôt avec - 2,5 % en 2009, après + 1,3 % en 2008. La Grande-Bretagne est le pays où la crise devrait être la plus brutale cette année avec un PIB en chute de 2,8 % (après +0,7 % en 2008).

Le Japon devrait voir son PIB reculer de 2,6 %. Tous les observateurs estiment que le Japon sera le plus touché. Ce pays, après avoir connu une léthargie de son économie durant une dizaine d'années, conséquence de la crise asiatique, replonge immédiatement après dans la récession. C'est dire qu'il est dans la «zone rouge» depuis 1997. En fait, le Japon n'a pas connu une telle situation économique et financière depuis 1945. Les économies en développement ne sont pas non plus épargnées par le choc avec, sur la courbe, une croissance de l'ordre de 3,3 % en 2009, après 6,3 % en 2008. Le FMI prévoit cependant une reprise en 2010, avec une croissance de 3 %, dont 1,1 % pour les pays développés. L'inflation devrait se limiter à 0.3 % cette année dans les pays développés, et à 0,8 % en 2010. Cependant, les inquiétudes restent intactes sur l'état de la finance mondiale.

Le BIT vient, lui aussi, bousculer fortement les données et assombrir davantage le tableau. D'après cette institution, la crise économique mondiale pourrait engendrer jusqu'à 51 millions de chômeurs. Il a averti que «l'agitation sociale est déjà là». Dans son rapport sur les tendances mondiales de l'emploi en 2009, présenté à Genève, le BIT estime que le nombre de chômeurs pourrait augmenter de 18 à 30 millions à travers le monde par rapport à 2007. Le BIT a prévu trois scénarios-catastrophe. Le premier : le taux de chômage mondial passerait de 5,7 % en 2007 à 6,1 % en 2009, «ce qui se traduirait par une hausse du nombre de chômeurs de 18 millions par rapport à 2007», soit un total de 198 millions. Le second scénario provoquerait une hausse du nombre de chômeurs de 30 millions par rapport à 2007, soit un total de 210 millions. Le troisième scénario, qualifié de plus catastrophique, porterait le taux de chômage mondial à 7,1 % de la population active et le nombre de chômeurs dans le monde s'élèvera à 230 millions.

Ainsi, donc, l'évolution de l'économie mondiale est conforme aux prévisions ds experts. Elle sera nettement en recul en 2009 et le chômage continuera à se développer dangereusement dans la plupart des pays développés et émergents. Cependant, ce qui est inquiétant, c'est qu'aucun expert lucide ne peut prévoir qu'en 2010, la croissance, même molle, sera au rendez-vous.

7) - Enfin, le dernier effet de cette crise est incontestablement la mobilisation de formidables montants pour venir en aide au secteur bancaire, d'une part, et pour relancer l'économie, d'autre part. Plus de 3000 milliards de dollars uniquement pour éviter l'effondrement du système bancaire et pour garantir les crédits aux entreprises. Le même montant environ est également prévu pour juguler la récession économique.

La mobilisation de montants aussi colossaux laisse perplexe dans le contexte économique actuel. Ralentissement économique, problèmes de pouvoir d'achat dans tous les pays développés, déficits budgétaires et commerciaux... telles sont les principales caractéristiques de ce contexte. En France, par exemple, le déficit budgétaire, déjà chronique, va s'alourdir et une grande partie de la population a vu son pouvoir d'achat s'éroder progressivement. D'ailleurs, l'un des thèmes majeurs de la campagne présidentielle en 2007 portait sur le pouvoir d'achat. Malgré les promesses, le nouveau président déclara, sans ambages qu'il ne pouvait satisfaire une telle revendication car les caisses sont ... vides. Son Premier ministre a été encore plus explicite et est allé plus loin en déclarant que l'Etat est au bord de la faillite. Les mêmes observations peuvent être faites pour les autres pays développés. Les Etats-Unis, par exemple, qui, par tradition, ne font qu'accumuler des déficits vont encore les aggraver avec des plans totalisant plus de 2000 milliards de dollars. Ce qui veut dire que leurs déficits vont s'aggraver. Une telle perspective n'est guère rassurante pour l'économie mondiale.

III) – Le traitement de la crise

La crise a surpris par la soudaineté et l'ampleur de son irruption. Des spécialistes se précipitèrent au chevet du malade et chacun y apporta et le diagnostic et le remède. Cependant, même si le diagnostic est évident, le remède ne faisait pas l'unanimité.

Le traitement adopté soulage à peine le mal mais ne l'enraye pas. Alors, il faut un autre traitement, dans le sillage du précédent, et attendre qu'il produise ses effets bienfaisants. En tout cas, c'est l'image qu'on a des thérapies administrées par chaque pays pour juguler la crise. Les plans de relance se succèdent et se ressemblent.

En 2007, juste avant et juste après le déclenchement de la crise des subprimes, le monde a vécu dans l'insouciance, pour ne pas dire dans un flottement généralisé inexplicable. La preuve en est que personne n'avait pris au sérieux les dangers véhiculés par l'apparition des premiers signes de la crise des subprimes aux Etats-Unis. Il faut souligner que les discours apaisants des responsables américains ont anesthésié le reste du monde. Bien plus, et sentant

le danger mais en le minimisant, vers la fin 2007, et le début de 2008, le président Bush annonça dans une totale indifférence un plan de relance de l'ordre de 168 milliards de dollars. Normalement, un tel fait aurait dû inciter les autres pays développés à réagir. L'on a l'impression que les Américains tenaient absolument à minimiser la crise car ils en étaient responsables. La preuve est qu'ils ont mobilisé 168 milliards de dollars pour anticiper sur ses effets. En fait, ils ont voulu étouffer dans l'œuf la crise... en vain.

Lorsque la crise, née aux Etats-Unis, prit une dimension mondiale, des réactions en chaîne se produisirent dans les principaux pays développés. D'abord, en septembre 2007, l'Angleterre a été confrontée à une ruée pour la première fois depuis 10 ans, des déposants de la banque Northern Rock. Cette banque était spécialisée dans l'octroi de crédits hypothécaires qui représentaient 77 % de son portefeuille. Afin de limiter les effets de cette crise, le gouvernement britannique a mis en place, le 17 septembre, une garantie sur les dépôts de la banque, sous forme de prêt de l'ordre de 20 milliards de livres. Devant l'échec pour sa reprise par des investisseurs privés, le gouvernement a nationalisé la banque le 17 février 2008. C'est la première mesure de nationalisation d'une banque privée en Europe.

Le traitement de la crise financière mondiale est passé par des phases successives :

- la première phase : émergence progressive de la crise dans l'insouciance la plus totale ;
- la deuxième phase : elle coïncide avec l'adoption du plan américain de relance d'un montant de 168 milliards de dollars ;
- la troisième phase : la crise devient mondiale. Cette phase est intéressante car elle semble prendre au dépourvu les pays de l'Union européenne, en particulier. Dans un premier temps, ils constatent l'irruption de la crise mais divergent sur les stratégies à adopter pour la juguler. Les divergences étaient très nettes. La France plaidait pour une approche globale et solidaire contrairement à l'Allemagne qui privilégiait l'approche individuelle. Cette phase, reflétant clairement les objectifs et les égoïsmes des uns et des autres, est cruciale car elle a différé les mesures pour affronter la crise. En réalité, tous les pays n'avaient pas la même perception de sa gravité ;
- la quatrième phase : tous les pays ont pris conscience de la gravité de la crise qui est mondiale et dans un sursaut s'entendent pour agir de concert mais en adoptant individuellement des plans de relance.

Au début, l'on relève des divergences très sérieuses concernant la réaction à la crise entre les Etats-Unis et l'Union européenne, d'une part, et entre les pays européens eux-mêmes, d'autre part. Les pays européens, notamment la France et l'Allemagne, n'ont pas hésité à désigner les Etats-Unis

comme responsables de cette crise. Et, paradoxalement, la France et l'Allemagne, dans un premier temps, ont étalé ouvertement leurs divergences dans la manière de lutter contre la crise. La France souhaitant une action globale et concertée contrairement à l'Allemagne qui estimait que chaque pays devait agir selon ses propres intérêts. Cette "guéguerre" entre deux pays traditionnellement rivaux, s'estompée très vite. En effet, la crise s'aggrava et incita tous les pays à se concerter et à l'affronter frontalement faute de quoi, elle causerait des ravages incommensurables. En effet, chaque jour, le monde retenait son souffle devant les alertes à la faillite de banques de renom, à la déprime des Bourses, aux licenciements opérés dans tous les secteurs (bancaire, automobile, etc.) et aux rumeurs très pessimistes sur l'évolution de l'économie mondiale. En outre, apparaît un phénomène inattendu : l'absence de confiance qui a atteint la sphère financière. Les banques ne se font plus confiance entre elles et, de plus, rechignent à ouvrir à nouveau les "vannes" du crédit, pour relancer l'activité économique et ce, malgré les fonds de garantie adoptés par les pouvoirs publics.

Dans un premier temps, les pouvoirs publics ont été dans l'obligation d'adopter des plans en extrême urgence pour éviter l'effondrement du système bancaire. C'est ainsi que les Etats-Unis ont mobilisé à cet effet 700 milliards de dollars, faisant passer leur dette interne de 10600 milliards de dollars à 11300 milliards de dollars. A cette somme, s'ajoutent 250 milliards de dollars pour recapitaliser les dix plus grandes banques américaines. C'est la première fois dans l'histoire de ce pays que l'on assiste à une intervention de cette nature. L'initiateur de ce plan, l'ex-Secrétaire au Trésor, Paulson, a eu toutes les peines du monde à faire adopter ces mesures considérées comme contre-nature dans le pays qui a enfanté l'ultralibéralisme. Des mesures identiques ont également été adoptées en Europe pour éviter la faillite de groupes bancaires tels que FORTIS ou DEXIA. Les pouvoirs publics ont injecté dans ces banques respectivement, 11,2 milliards d'euros et 6,4 milliards d'euros.

Les pouvoirs publics sont même allés plus loin. Les banques centrales, notamment la FED et la BCE, ont été contraintes de venir à la rescousse, d'abord en prenant en pension des actifs parfois risqués des institutions financières en difficulté et en abaissant les taux d'intérêt. C'est ainsi, à titre d'exemple, que la Banque d'Angleterre a abaissé ses taux, les rapprochant de zéro, une situation qui ne s'est pas produite depuis 300 ans. La BCE, toujours récalcitrante à toute intrusion du politique, en a fait de même. La FED a, quant à elle, en octobre 2008, doublé le niveau des liquidités mises à la disposition des banques, le portant à 9000 milliards de dollars tout en abaissant le taux d'intérêt.

A ces actions directes des banques centrales, s'ajoutent les mesures prises par les pouvoirs publics pour remédier aux défaillances bancaires

apparues en Europe (DEXIA, FORTIS, HYPO REAL ESTATE...). Les gouvernements européens sont donc intervenus à leur tour, en octobre 2008, dans les directions suivantes :

- en proposant des garanties aux banques pour le financement de l'économie ;
- en recapitalisant les banques, ce qui a conduit à leur nationalisation (Royaume-Uni, par exemple).

Le gouvernement américain a imité les pays européens en lançant, à son tour, un plan de recapitalisation des banques. C'est ainsi qu'il a dégagé une enveloppe de 185 milliards de dollars pour entrer dans le capital de neuf grandes banques parmi lesquelles : Citigroup, Wells Fargo, JP Morgan, Chase, Bank of America...

L'on pensait que le plan initial de Paulson, sous la présidence Bush, avait réglé le problème crucial de l'effondrement du système bancaire. Or, l'on apprend que la série des faillites des banques régionales continue. Deux nouvelles banques régionales américaines ont été récemment fermées par les autorités monétaires et leurs dépôts ont été repris par des banques concurrentes selon un communiqué du régulateur bancaire FDIC. Country Bank, établie à Merced en Californie, détenait 1,7 milliard de dollars en actifs et gérait 1,3 milliard de dollars en dépôts. Une autre banque californienne, Westarmerica Bank de San Rafael, a accepté de reprendre ses dépôts et les 39 agences de la banque en faillite. En outre, l'autre banque en faillite, Alliance Bank, basée à Culver City, en Californie a, elle aussi, été fermée sur décision des autorités. Elle détenait des actifs de l'ordre de 1,14 milliard de dollars et gérait des dépôts de 951 millions de dollars. C'est la California Bank and Trust de San Diego, établie elle aussi en Californie, qui l'a reprise.

Il faut souligner que depuis le début de l'année 2009, 12 banques régionales américaines ont fait faillite. Cette série montre que les faillites bancaires se poursuivent mais en touchant surtout cette fois-ci les banques régionales. Cette donnée permet de conclure que la phase de restructuration des banques de second ordre se poursuit. Cependant, il faut observer que dans le cadre du plan de relance d'Obama, il est prévu d'imposer des conditions pour octroyer les aides aux banques.

Le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner, a dévoilé la façon dont il compte utiliser les quelque 350 milliards de dollars de cette enveloppe qui n'ont pas encore été alloués. Ce plan comportera une nouvelle injection de capitaux dans les établissements financiers, mais à des conditions plus strictes, rapporte le Wall Street Journal (WSJ). Pour aider les banques à équilibrer leurs bilans, le gouvernement va convertir ses actions préférentielles dans de nombreux établissements financiers en titres ordinaires, transformant de facto la dette en

actions, affirment le WSJ et le New York Times. Le plan devrait aussi prévoir des mesures destinées à inciter les investisseurs à acheter les avoirs douteux des banques.

En revanche, le gouvernement a renoncé à créer une structure publique (bad bank) qui rachèterait les actifs invendables accumulés par les banques et qui plombent leur bilan, poursuit le quotidien. Le Trésor pourrait finalement élargir les prérogatives de la Réserve Fédérale en la matière. Pour soulager les propriétaires, le secrétaire au Trésor va aussi proposer de mettre en place des règles nationales concernant les conditions de prêt qui seront adoptées par les géants du crédit immobilier, Freddie Mac et Fannie Mae, affirme le WSJ. Une nouvelle méthode de calcul de la valeur des maisons menacées de saisies hypothécaires pourrait être mise en oeuvre pour aider à accélérer les négociations avec les emprunteurs, ajoute-t-il.

L'Etat, comme on vient de le constater, ne se contente plus de revenir à son rôle essentiel, à savoir la régulation, mais intervient directement dans la sphère économique et financière. C'est là, un tournant dans un pays où le capitalisme sans l'Etat a toujours été roi.

Les mesures les plus importantes qui ont été adoptées par les pays sont :

- France : garanties des crédits bancaires par l'Etat pour 320 milliards d'euros et aide à la recapitalisation des banques pour 40 milliards ;
- Allemagne : garanties des crédits bancaires par l'Etat pour 400 milliards d'euros et aide à la recapitalisation des banques pour 80 milliards ;
- Grande-Bretagne : garanties des crédits bancaires par l'Etat pour 320 milliards d'euros et aide à la recapitalisation des banques pour 64 milliards ;
- Suisse : recapitalisation de l'UBS par l'Etat pour 3,9 milliards d'euros et fonds d'achat d'actifs bancaires) pour 40 milliards d'euros ;
- Inde : aide au marché financier de 9 milliards d'euros ;
- Chine : baisse des taux d'intérêt ;
- Singapour : fonds de 75 milliards d'euros pour garantir tous les dépôts bancaires ;
- Arabie Saoudite : aide aux banques de 30 milliards d'euros et baisse des taux d'intérêt par la Banque centrale.

Ces mesures sont-elles suffisantes ? Rien n'est moins sûr quand on diverge sur le montant des pertes subies par les banques. Pour certains, le montant s'élève à 3600 milliards de dollars et pour d'autres, il est nettement inférieur à ce chiffre et représente environ 1000 milliards de dollars. Cette divergence est significative et reflète l'ampleur d'une crise non maîtrisée. Jusqu'à présent, il est dans l'impossibilité de chiffrer exactement les pertes subies par le

secteur bancaire dans le monde. A croire que c'est sciemment que l'on évite de déclarer la véritable perte enregistrée.

C'est ainsi que tout au long de l'année 2008, des plans de relance ont été adoptés pour faire face à la crise :

- **13 juillet 2008** : Les autorités américaines décident un soutien à Fannie Mac et Freddie Mac afin d'enrayer le début de panique de la semaine du 7 au 12 juillet 2008. Pendant la semaine, l'action de Freddie Mac a chuté de 47 % et celle de Fannie Mae de 45 %.

- **28 juillet 2008** : Le Congrès vote un plan de sauvetage de l'immobilier américain destiné aux quatre cent mille propriétaires menacés de saisie. Signature par George Bush du plan de sauvetage à l'immobilier de 300 milliards de dollars voté par le Congrès américain.

- **7 septembre 2008** : La Fed s'engage à un soutien de 100 milliards de dollars pour Fannie Mae et Freddie Mac. Le Trésor donne à Fannie Mae et Freddie Mac la possibilité d'acquiescer des MBS.

- **17 septembre 2008** : Le Trésor américain s'engage à financer AIG à hauteur de 85 milliards de dollars en échange de 85 % de ses actions. Il est estimé que la faillite d'AIG aurait entraîné 180 milliards de dollars de pertes pour les banques et institutions en opérations avec AIG.

- **18 septembre 2008** : La Federal Reserve, la BCE, la Banque d'Angleterre et les Banques centrales du Canada et de Suisse offrent 180 milliards de dollars en swaps de change. (

- **20 septembre 2008** : Le gouvernement américain annonce la création d'une structure disposant de 700 milliards de dollars pour racheter les actifs pourris des banques. C'est le plan Paulson.

- **23 septembre 2008** : La BCE injecte 40 milliards d'euros dans la zone euro dans le cadre de mesures conjointes avec la Federal Reserve pour apaiser les marchés.

- **28 septembre 2008** : La majorité de la Chambre des représentants américaine (228 contre 205) rejette le plan Paulson.

- **30 septembre 2008** : Les gouvernements belge, français et luxembourgeois décident d'injecter 6.4 milliards de dollars dans Dexia. Les deux dirigeants du groupe donnent leur démission.

- **9 octobre 2008** : La BCE a offert aux banques de leur prêter à six jours au taux de 3.75 %. Elle a fourni 100 milliards de dollars en «overnight dollar funds à 5 % (contre 9.5 % la veille).

- **le 14 octobre** : L'Australie annonce un plan de relance de 65 milliards de dollars ;

- **le 30 octobre** : Le Japon annonce un plan de relance de 260 milliards de dollars ;

- **le 5 novembre** : L'Allemagne annonce un plan de 63 milliards de dollars ;

- le **9 novembre** : Un plan chinois de 573 milliards de dollars est présenté;
- le **18 novembre** : Le Congrès américain dépose un projet de loi visant à établir un plan de 100 milliards de dollars ;
- le **24 novembre** : Le gouvernement du Royaume-Uni détaille un plan de relance de 30 milliards de dollars ;
- le **26 novembre** : Confirmation par Bruxelles d'un plan européen de 163 milliards d'euros. Il s'agit ici surtout d'assurer un minimum de cohésion entre les plans de relance nationaux.
- **4 décembre** : Le Président français présente un plan de relance de 26 milliards d'euros (11,4 milliards destinés au soutien de la trésorerie des entreprises, 10,5 milliards aux investissements publics, 2 milliards au logement et à l'automobile, 1,2 milliard aux mesures emploi et 6,8 milliards à la prime de solidarité active). Parallèlement, un ministre en charge de la relance est nommé.
- **5 décembre 2008** : Baisse spectaculaire des taux d'intérêt de la BCE. La Banque centrale européenne a décidé d'une nouvelle baisse de ses taux d'intérêt. Son principal taux directeur passe ainsi de 3,25 % à 2,50 %.

Cependant, dès la fin de l'année 2008, l'on commence à se poser la question sur l'efficacité de ces plans. C'est ainsi que tous les pays européens envisagent de lancer d'autres plans. Dès le début de 2009, les Etats-Unis ont été les premiers à le faire. Le nouveau président a pris la décision de lancer un plan de relance de 780 milliards de dollars pour doper une économie amorphe.

Le plan dit «de relance et de réinvestissement public» de Barack Obama a fait l'objet d'un débat très serré au Congrès. De 825 milliards de dollars (638 milliards d'euros) votés par la Chambre des représentants, ce plan était passé en cinq jours de débats au Sénat à 937 milliards. La vingtaine de sénateurs «modérés» des deux partis l'a ramené à 780. Cette somme n'inclut pas certaines restitutions fiscales déjà votées afin de doper les ventes d'appartements et de véhicules. Les républicains souhaitaient ne pas dépasser 500 milliards de dollars et consacrer cette somme à des réductions d'impôts plus étendus que celles proposées par M. Obama. Ce dernier avait redit que 800 milliards de dollars lui semblaient un montant convenable si la structure générale de son plan n'était pas remise en cause.

Avec 598 000 emplois perdus – le plus mauvais résultat depuis trente-quatre ans –, les Etats-Unis n'ont fait que détruire des emplois. Le pire réside dans l'évolution constatée. Dans les huit premiers mois de l'année 2008, ces destructions tournaient autour de 150 000 par mois. Sur le dernier trimestre, elles sont quatre fois supérieures. A ce rythme, le pays perdrait, en 2009, plus de 7 millions d'emplois; plus encore si la courbe actuelle poursuit son tracé exponentiel. Le taux du chômage atteint désormais 7,6 % de la population active. On compte aux Etats-Unis 17,4 millions de demandeurs d'emploi, dont 11,6 millions bénéficient d'indemnités. S'y ajoutent 7,8 millions de personnes

employées à temps partiel de manière non volontaire. En tout, la crise touche 25 millions d'individus. Son impact économique et social est énorme. L'indemnisation chômage ne dure, aux Etats-Unis, que six mois (moins dans certains Etats). Son niveau est généralement de 52 % du salaire moyen de l'année précédente, plafonné d'un Etat à l'autre à environ 1400 dollars par mois. Or, le régime d'indemnisation chômage, partiellement financé par les employeurs et les salariés, est géré par les Etats. Selon un rapport public du 5 février, avec la hausse des inscriptions au chômage, les caisses de l'organisme d'indemnisation sont déjà vides dans sept Etats américains, et onze autres menacent d'être rapidement à court de liquidités. Résultat : des Etats ont déjà dû emprunter. D'autres s'apprentent à le faire. Mais leur accès au crédit, dont les conditions sont devenues plus drastiques, est de plus en plus resserré. Certains commencent à envisager une augmentation des impôts à leur niveau pour renflouer leurs caisses d'assurance-chômage. Dans son plan, M. Obama entend mettre des fonds publics à leur disposition. Et, surtout, les aider à engager rapidement de grands chantiers pour relancer l'emploi. Ces postes sont peu touchés par la coupe de 117 milliards de dollars à laquelle le comité bipartisan a procédé (par rapport au plan issu des débats de la Chambre). Mais, globalement, les Etats, dont beaucoup voient leurs finances s'étioler avec la chute de leurs recettes fiscales, sont les premiers perdants : leur fonds de stabilisation fiscale est réduit de 40 milliards de dollars environ. Les programmes éducatifs perdent 14 milliards : la moitié de subventions pour l'école publique a disparu. Certains postes chers au Président ont été éliminés, tels le financement (1,5 milliard de dollars) de l'extension du haut débit aux régions reculées, ou les 4,1 milliards de dollars destinés à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments publics. L'aide pour l'accès des chômeurs à la couverture santé est fortement réduite. Le crédit d'impôt pour aider la scolarité des enfants de familles à faibles revenus est revu à la baisse. En revanche, le plan Obama est validé dans ses grandes lignes : la baisse de la fiscalité pour les salariés et les PME, le soutien financier à l'embauche et celui aux créations d'«emplois verts», les aides aux grands chantiers, l'allongement de la durée de l'indemnisation chômage, la plupart des mesures en faveur des plus nécessiteux...

Dans la foulée du plan de relance de Barack Obama, un autre programme, additionnel ou complémentaire, a été adopté d'un montant de 75 milliards de dollars pour venir en aide aux 9 millions d'Américains qui ont contracté des crédits pour acheter leurs maisons. C'est une mesure importante mais qui pourrait ressembler à une goutte d'eau dans l'océan. Car, il est clair que ce montant ne pourrait que colmater quelques brèches insignifiantes. Cependant, ce qui mérite d'être souligné, c'est que cette enveloppe a été dégagée après l'adoption du plan de relance dont le Congrès a réduit, dans un premier temps, le montant initial. C'est après un débat serré qu'il a été adopté

mais avec une réduction substantielle : 780 milliards de dollars, au lieu de 825 milliards de dollars, soit une différence de 45 milliards de dollars. Comment peut-on expliquer une telle réduction ? Est-ce le contenu qui posait problème ou la crainte d'aggraver le déficit américain ? Les 75 milliards de dollars ont-ils été adoptés pour faire face à une situation vraiment critique ? Ou bien, est-ce tout simplement l'expression du «désarroi» des pouvoirs publics ? On a l'impression, dans ces conditions, que l'on est toujours en train de tester ou de tâtonner.

Tout récemment encore, le gouvernement américain a adopté un autre plan de sauvetage du système bancaire. Il a décidé d'allouer une enveloppe de 500 milliards de dollars (100 milliards de dollars provenant du Trésor et les 400 milliards de dollars du secteur privé) pour racheter les créances douteuses des banques. Une rallonge de 500 milliards de dollars est également prévue au cas où la première opération serait insuffisante. Ces mesures montrent que le secteur bancaire n'a pas fini de poser des problèmes et que sa situation est plus grave qu'on ne pouvait l'imaginer. En fin de compte, la crise financière mondiale n'a pas cessé de révéler sa gravité alors que le monde affronte une sévère récession économique.

Il faut reconnaître que ce n'est pas facile d'adopter aux Etats-Unis, des plans de relance. Les approches doctrinales et les intérêts multiples expliquent toutes les difficultés qu'ont les pouvoirs publics, hier sous la présidence Bush et aujourd'hui sous celle d'Obama, à rassembler pour lutter contre la crise. Paulson s'est heurté à la même hostilité lorsqu'il a présenté son programme en faveur du secteur bancaire, pour éviter son effondrement et aujourd'hui l'équipe d'Obama avait peiné à faire avaliser le plan de relance, deuxième phase de la lutte contre la crise, pour soutenir une économie en pleine récession. Ces attermoissements, voire ces positions tatillonnes des uns et des autres, montrent tout simplement que la crise financière mondiale et la récession économique ne sont pas appréhendées sous le même angle et, de surcroît, aux Etats-Unis, c'est-à-dire là où elles sont nées et transmises au reste du monde. De quoi rester perplexe !

La France en a fait autant en mettant immédiatement sur les rails un nouveau plan de relance d'un montant de 11 milliards d'euros pour le financement de 1000 projets d'investissements intéressant tous les secteurs : allant du logement à la culture en passant par le soutien à l'industrie automobile... Plan très contesté par l'opposition et les syndicats.

Comme nous pouvons le constater, l'ampleur des montants mobilisés pour éviter l'effondrement du système bancaire, d'une part et pour relancer les économies, d'autre part, est considérable et atteste de la gravité de la crise

financière mondiale et de la récession qui s'en est suivie. En effet, après les faillites bancaires, c'est au tour de la sphère réelle d'être contaminée. L'industrie automobile est dans un marasme inquiétant. Des États-Unis au Japon, en passant par l'Europe et d'autres pays asiatiques, le marasme est total. Les trois principaux constructeurs américains ont besoin de 34 milliards de dollars pour éviter la faillite. En France le gouvernement va injecter 6 milliards d'euros environ pour sauver le fleuron de l'économie française (entre le 1/1/2008 et le 1/1/2009, les ventes de voitures ont baissé de 7,9 %). Toyota, le symbole de l'industrie automobile nationale et premier constructeur mondial, a vu ses ventes chuter drastiquement en quelques mois, situation qu'on n'a jamais connue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Caterpillar, le géant mondial des engins de T.P annonce 20 000 licenciements...

La première victime de l'industrie, à cause de la récession économique, est l'automobile. Partout, où il y a une industrie automobile, il y a une crise très grave qui pousse les pouvoirs publics à réagir. Cette industrie est à la fois un symbole du développement mais aussi un secteur qui contribue à la croissance et à la création d'emplois. C'est aussi le secteur le plus intégré dans la mondialisation.

La majorité des grands constructeurs européens, asiatiques et américains sont touchés ou commencent à l'être par cette crise qui prend de plus en plus d'ampleur en dépit des mesures palliatives prises par les pouvoirs publics.

Ainsi, le géant automobile japonais Toyota a fortement abaissé ses prévisions pour l'exercice 2008-2009, qu'il terminera fin mars sur une lourde perte nette de 350 milliards de yens (2,9 milliards d'euros) et sur une perte d'exploitation trois fois pire que prévue.

Par ailleurs, le fabricant de poids lourds japonais Isuzu vient d'annoncer, pour sa part, qu'il prévoit une perte nette de 15 milliards de yens (125 millions d'euros) au terme de l'exercice 2008-2009 (fin mars) marqué par une chute de la demande et une hausse du yen. Isuzu escomptait précédemment un bénéfice net de 40 milliards de yens et avait affiché un gain net de 76 milliards de yens, en 2008.

Le fabricant suédois de poids lourds Volvo a aussi vu ses bénéfices fortement chuter en 2008, un résultat tiré vers le bas par un déficit au dernier trimestre en raison du ralentissement de la demande mondiale qui devrait se poursuivre au premier semestre cette année. En 2008, le groupe a dégagé un bénéfice net de 10,01 milliards de couronnes suédoises (948 millions d'euros) en recul de 33 % sur un an.

Le constructeur automobile allemand BMW a, quant à lui, accusé en 2008 une baisse de 5% de son chiffre d'affaires, qui a atteint 53,2 milliards d'euros.

Pour faire face à cette situation critique, de nombreux gouvernements ont mis en place des mesures sensées stimuler la demande, à l'instar de l'Allemagne, la France, l'Espagne qui encouragent la casse de vieux véhicules pour inciter les automobilistes à les remplacer par de nouveaux à des prix avantageux. Cependant, malgré ces mesures «alléchantes», les ventes de voitures neuves sont toujours au plus bas.

Le Royaume-Uni pourrait aussi mener la même action face à la chute des ventes, a indiqué le secrétaire d'Etat au Commerce Peter Mandelson. Le gouvernement brésilien essaye également de soutenir son secteur de l'automobile où la production a dégringolé de 49,4 % et les ouvriers sont mis en vacances forcées et même licenciés.

En Corée du Sud, la justice a désigné un administrateur judiciaire pour le constructeur automobile en difficulté Ssangyong Motor qui table sur ce répit pour éviter la faillite. Le tribunal central de Séoul a accordé à Ssangyong un plan d'étalement de ses dettes sous l'égide de la justice.

En France, par exemple, le gouvernement a décidé de prêter 6,5 milliards d'euros aux principaux constructeurs : Renault, Renault Truck et PSA. C'est un prêt de 5 ans pour leur permettre de se maintenir mais sans licencier ni délocaliser selon le vœu du président français qui voit en l'industrie automobile, le symbole de la puissance française et le fleuron de son économie.

En fait, chaque jour l'on annonce des fermetures d'usines, des licenciements, des délocalisations... En France, la situation économique et sociale s'est tellement détériorée que les partenaires sociaux ont appelé à une grève générale qui a mobilisé plus de 2 millions de personnes. Cette manifestation s'est déroulée à la veille du lancement du 2^e plan de relance mais surtout elle a obligé le président à sortir de son silence et à s'adresser à la nation. En Islande, la population est sortie dans la rue pour exiger la démission du gouvernement. Elle obtint gain de cause. C'est la première victime politique de la crise.

Le gouvernement allemand a injecté 92 milliards d'euros pour sauver de la faillite la Real Estate Hypo. Cependant, cette banque est toujours dans le rouge, à telle enseigne qu'il envisage même de la nationaliser. En outre, il constate que plusieurs banques aidées par l'Etat sont toujours dans l'incapacité de se redresser. Cette situation imprévisible lui a posé un dilemme puisqu'il ne

peut indéfiniment poursuivre cette politique d'aide qui ressemble au Tonneau des Danaïdes, d'une part, et dans le même temps, subir l'opposition de l'opinion publique qui ne comprend pas l'absence de résultats, d'autre part. Il doit trancher. C'est ce qu'il vient de faire en franchissant le Rubicon avec l'adoption d'une loi lui permettant de nationaliser toute banque en faillite qui serait sauvée par l'Etat. C'est l'exemple britannique qui est en voie de se généraliser. Pour l'Allemagne, c'est un tournant. Dans le passé, le Japon a procédé à la nationalisation des banques défailtantes à la suite de la crise asiatique. Aujourd'hui, c'est au tour des pays européens et des Etats-Unis de prendre des participations dans leurs banques défailtantes.

Cependant, il convient de souligner que la mobilisation de tels montants pour préserver le système bancaire et financier international et relancer l'économie mondiale ne semble pas avoir eu tous les effets escomptés. D'abord les Bourses du monde entier continuent de jouer au yoyo et les banques, malgré la mise en place de garanties étatiques, rechignent à renouer avec une politique du crédit comme dans le passé. Cette double attitude montre tout simplement que la confiance n'est plus au rendez-vous. Cette absence de confiance résulte aussi des sombres perspectives de l'évolution de l'économie mondiale qui s'enfoncent dans la récession. Cette récession, pour les analystes raisonnables, risque de perdurer au-delà de 2009. D'ailleurs, les signaux transmis par la sphère réelle renforcent toutes les tendances pessimistes. Ces tendances sont relayées aussi par les discours des responsables politiques. En fait, plus personne ne s'aventure à faire des prévisions optimistes. Tout le monde semble accepter cette fatalité et se retrancher derrière des plans de relance en attendant des jours meilleurs.

Par ailleurs, cette crise a été l'occasion d'ouvrir un débat de fond entre les experts. En réalité, le scepticisme est de rigueur car le camp de ceux qui estiment que les plans de relance n'ont qu'une portée limitée, fait de plus en plus d'adeptes. Trois Prix Nobel, en l'occurrence Paul Krugman, Joseph Stiglitz et Gary Becker, n'ont pas hésité à juger sévèrement le plan d'Obama, par exemple. C'est ainsi que pour P. Krugman, ce plan est timoré et ajoute que «faire trop peu est plus dangereux que faire trop». J. Stiglitz est plus incisif en soutenant que «des aides décidées sont trop petites et arrivées trop tard» et de conclure qu'il ne croit pas qu'Obama fasse mieux. Quant à G. Becker, il juge sévèrement les conseillers d'Obama qui ont concocté son plan et se montre très réservé sur ses chances de réussite.

Au débat feutré entre les experts, se déroule un autre débat, plus politique cette fois-ci. C'est ainsi que l'opposition, dans tous les pays touchés par la crise, critique les plans de relance, en proposant une autre alternative. C'est ainsi, par exemple, qu'en France, le Parti socialiste a tout simplement

confectionné un plan opposé à celui du gouvernement pour sortir le pays de la crise. Aux Etats-Unis, tout le monde connaît les divergences entre les Républicains et les Démocrates. Les premiers sont acquis au libéralisme « tous azimuts » contrairement aux Démocrates qui tentent de concilier marché et équité sociale. D'ailleurs, les débats qui ont eu lieu au Congrès pour l'adoption du plan Paulson sont très significatifs de l'existence d'une ligne de démarcation idéologique même si elle est « floue ». En tout cas, Paulson a été taxé par les Républicains de socialiste et certains n'ont pas hésité à caricaturer le drapeau américain en y ajoutant les deux symboles du socialisme : le marteau et la faucille.

L'approfondissement de la crise a fini par pousser la communauté internationale à se mobiliser. Elle a pris conscience de ses effets dangereux et pervers et décide donc de présenter un front pour la juguler. Les appareils diplomatiques sont sollicités et l'on voit des réunions de ministres, des sommets de chefs d'Etat et des concertations à plusieurs niveaux. Chacun s'empresse de tirer la sonnette d'alarme ou d'appeler à une coordination plus étroite. C'est ainsi que l'OPEP s'est réunie à deux reprises pour décider d'une baisse de la production pour stopper la descente vertigineuse du prix du baril. En effet, en quelques mois seulement, il est tombé de 140 dollars à 40 dollars le baril. Et l'on annonce qu'en 2009, récession économique aidant, il risque de frôler les 30 dollars. Perspectives très sombres pour l'organisation. D'où la tournée du Premier ministre britannique dans les pays du Golfe, pour demander aux pétromonarchies de tempérer (en ne respectant que du bout des lèvres les décisions de réduire la production) les ardeurs des autres producteurs, d'une part et de mettre la main au portefeuille pour renflouer les caisses du FMI qui aura besoin de ressources supplémentaires plus importantes pour venir en aide aux pays du Sud déjà en difficulté, d'autre part. Cette tournée fut incontestablement un succès puisque le prix du baril n'a pas fini de dégringoler (la décision de réduire la production n'a été respectée que partiellement) et l'Arabie Saoudite, forte de ses 900 milliards de dollars d'excédents, a été tout simplement invitée à la table des Grands. Son inclusion dans le G20 n'est ni fortuite ni dénuée d'arrière-pensées.

Il faut souligner que l'Arabie Saoudite occupe une place très singulière sur la scène internationale. C'est à la fois un allié et un partenaire de l'Occident, en général et des Etats-Unis, en particulier. D'abord, c'est un pays qui a toujours été très réceptif à son rôle, qui lui a été « assigné », de « stabilisateur » de l'économie mondiale en jouant à fond la modération au sein de l'OPEP. Ses immenses réserves pétrolières et ses capacités inégalées de production peuvent briser bien des décisions des autres producteurs. Par conséquent, il faut compter sur ce pays pour assurer la stabilité des prix. En outre, c'est un pays qui détient de formidables excédents financiers qui peuvent être « recyclés » au

niveau du FMI. Le renflouement de ses ressources est un objectif stratégique des pays développés dans la conjoncture actuelle. Ils sont obligés de consacrer toutes leurs ressources à la réussite des plans de relance qu'ils ont adoptés. Les pays de l'hémisphère sud n'ont ainsi d'autre choix que de se tourner vers les institutions de Bretton Woods. C'est le «remake» de la crise de l'énergie des années 73/74.

Il est donc aisé de comprendre la finalité du G8 élargi au G20, incluant l'Arabie Saoudite. La réunion et la composition du G20 ont été décidées unilatéralement par les pays membres du G8. Au départ, les Etats-Unis étaient franchement hostiles à une telle réunion et à un tel élargissement. Cependant, devant l'insistance des pays européens, en général et des institutions de Bretton Woods, en particulier, les Etats-Unis ont accepté le principe d'une réunion internationale à Washington, en novembre 2008, mais en imposant leurs conditions. Ces conditions concernent deux points essentiels :

- aucune réforme en profondeur du FMI ;
- aucune remise en cause du libéralisme économique et financier.

Par contre, ils ont souscrit à ce qu'il y ait une meilleure régulation du système financier international. Pour atteindre cet objectif, ils ont accepté la décision de confier au FMI le soin de surveiller de très près l'évolution des 30 plus grandes banques dans le monde.

Les membres du G20, forts de ces décisions, ont été invités à contribuer, grâce à leurs plans de relance respectifs, à la mise sur rails de l'économie mondiale. Le G20, en fait, pose un double problème, comme l'ont souligné tous les observateurs.

D'abord, ses décisions n'ont pas été à la hauteur de la gravité de la crise. La communauté internationale est restée perplexe et dans le même temps déçue car ce sommet ressemble fort à la «montagne qui a accouché d'une souris». D'ailleurs, il a prévu une réunion, à Londres, dans le courant du mois d'avril 2009.

Enfin, sa composition a été ressentie comme une immense déception par le reste du monde. On a exclu volontairement les autres pays en arguant du fait que leur poids dans l'économie mondiale était négligeable. Cela signifie qu'on a privilégié le «critère économique et financier» par rapport au «critère économique, financier et politique». Ce choix n'est pas innocent. En réalité, les pays développés, en général et les Etats-Unis, en particulier, ont tout simplement voulu éviter un débat frontal avec les pays pauvres et victimes de cette crise. Ils auraient certainement responsabilisé les auteurs de cette crise et exigé des aides pour la surmonter. Les pays de l'hémisphère sud, en général et

l'Afrique, en particulier, vont souffrir des effets de cette crise. D'ailleurs, lors du sommet de l'Union africaine à Addis Abéba qui s'est déroulé en février 2009, les chefs d'Etat ont demandé plus d'aide à la communauté internationale. Il y a donc, un aspect immoral dans l'approche du G20 qui marginalise une grande partie de la planète alors qu'il a besoin d'elle pour réussir la relance de l'économie mondiale. Une fois de plus, les pays développés étalent leur égoïsme et fuient leurs responsabilités.

C'est la raison pour laquelle, il faut replacer le sommet de Doha au Qatar qui s'est déroulé en décembre 2008 dans le sillage de la réunion du G20 à Washington, c'est-à-dire dans son véritable contexte. C'est une réaction, voire une réplique hautement politique à la marginalisation. En effet, ce sommet a réuni plusieurs pays arabes et africains qui ont manifesté leur solidarité d'une part, et leur volonté de contribuer à toute concertation concernant le devenir du monde, d'autre part. Seront-ils entendus ? Les pays développés auront-ils la sagesse de rectifier le tir à Londres en avril 2009 ?

La tenue du sommet du G20, le 2 avril 2009 à Londres, était attendue avec intérêt par toute la communauté internationale. Elle savait que le premier sommet de Washington avait plus un caractère exploratoire, c'est-à-dire un échange de points de vue sur la crise et non pour prendre des décisions décisives. Entre ces deux sommets, la crise s'est aggravée puisque chaque jour des nouvelles plus alarmantes sont diffusées : fermeture d'usines, licenciements massifs, recul vertigineux de la croissance, explosion des déficits publics, tensions sociales ... Beaucoup de pays ont adopté des plans de relance «bis» pour éviter un coma désastreux des économies nationales.

Quelques jours avant la tenue du sommet de Londres, l'on assista à des surenchères. Les premières salves significatives et dévoilant les contours d'une nouvelle perception du système monétaire international sont venues de la Chine. Par la voix la plus autorisée, en l'occurrence celle du gouverneur de la Banque centrale, la Chine évoque la nécessité d'une monnaie internationale qui se substituerait au dollar. La mise en œuvre d'une telle proposition signifierait la fin de l'hégémonie mondiale américaine, avec toutes les conséquences qui en découleraient. Cette déclaration a fait le tour du monde car elle remet en cause les fondements de la suprématie occidentale, en général et américaine, en particulier. Elle a bien ciblé l'origine du mal. Une proposition qui ouvre de nouvelles perspectives car aucune réforme sérieuse du système international ne peut se produire sans la remise en cause du statut du dollar. La Chine a remis les pendules à l'heure. Bien sûr, elle ne sera pas entendue mais elle a pris date dans l'histoire, en tant que superpuissance financière. Le compte à rebours a commencé car elle a eu l'audace de «dire tout haut ce que tout le monde pense

tout bas» et selon Gustave Lebon : «Les coups de pouce peuvent devenir des coups de canon».

Les pays développés, à la faveur de la crise, prennent conscience des méfaits des paradis fiscaux. Pourtant, ce sont les banques et les établissements financiers américains et européens qui les ont créés. Ceux qui fraudent avec le fisc sont dans leur très grande majorité des entreprises et des individus des pays occidentaux. Ils utilisent les relais des banques occidentales qui favorisent la fraude fiscale et son recyclage... D'ailleurs la City de Londres est le premier paradis fiscal de la planète. Et pourtant elle ne figure pas sur la liste établie par le G20. Jusqu'à présent, les paradis fiscaux ont servi le capitalisme financier et permis le développement des pays développés. C'est de la Maison Blanche qu'est venue la première critique contre ces sanctuaires financiers. Les Etats-Unis ont exigé de la banque suisse UBS qu'elle leur livre les noms des 52 000 américains qui détiennent des comptes secrets chez elle. Ces citoyens américains sont en délicatesse avec l'administration fiscale de leur pays. La banque s'exécuta. La boîte de Pandore a été ouverte. Un précédent décisif car, pour la première fois, le secret bancaire, véritable religion des paradis fiscaux, a été levé.

Dans la foulée, le président français a repris à son tour ses critiques contre les paradis fiscaux. Il l'a fait bien avant Barack Obama. Cette fois-ci avec le soutien tacite de l'hyperpuissance, il développa son approche, d'autant plus que des entreprises françaises de renom ont fraudé le fisc et transféré des montants substantiels vers le Liechtenstein. Cela a suffi à provoquer l'ire des autorités françaises qui déclenchèrent des enquêtes appropriées.

Les paradis fiscaux sont vraiment dans le collimateur des pays développés. Non seulement ils sont accusés d'être responsables de la crise financière mondiale mais, de plus, l'évasion et la fraude fiscales y trouvent refuge. On a évalué à plus de 300 milliards de dollars le manque à gagner annuel pour les pays victimes de cette fraude. Dans la conjoncture actuelle, caractérisée par des déficits croissants des finances publiques, la récupération de cette manne ne peut être que bénéfique. En outre, la moralisation du capitalisme passe inévitablement par la mise au pas des paradis fiscaux qui peut aboutir, à terme, à l'extinction de la fraude et de l'évasion fiscales. Il eut été inconcevable de vouloir réformer et moraliser le capitalisme sans s'occuper sérieusement des paradis fiscaux. Enfin, si un consensus a été trouvé à ce sujet, c'est que les intérêts des grandes puissances, pour une fois, convergent. Le seul pays réticent, la Chine à cause de son paradis fiscal Hong Kong, a fini par obtempérer et accepter la décision du G20.

La moralisation du capitalisme financier ne passe pas seulement par la refonte du fonctionnement, peut être leur disparition dans un avenir plus ou moins proche, des paradis fiscaux. Les stocks option, les bonus, les parachutes dorés, les salaires mirobolants ont défrayé la chronique de l'actualité internationale. L'opinion publique est révoltée par la cupidité, l'immoralité et l'inconscience des cadres dirigeants qui ne connaissent aucune limite à leurs errements. Les pouvoirs publics sont interpellés par l'opinion publique, complètement choquée par leur indécence. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, après l'affaire Madoff, surgit un autre scandale. Le géant de l'assurance AIG qui a reçu un soutien de l'Etat s'élevant à plus de 170 milliards de dollars, n'a pas trouvé mieux que d'accorder gracieusement 165 millions de dollars de bonus à ses dirigeants. C'est la goutte de trop dans un vase bien rempli. Les pouvoirs publics ont réagi fermement. De l'autre côté de l'Atlantique, c'est le président français qui se déchaîne contre l'immoralité de ces dirigeants avides et irresponsables. D'ailleurs, le gouvernement français a fait adopter une loi pour baliser les salaires des cadres dirigeants des plus grandes entreprises et banques du pays.

Il est facile, dans ces conditions de comprendre la décision du G20 de se préoccuper de cette question et de l'inclure dans le vaste programme de réforme du système financier international. Cependant, il faut ajouter que cette mesure n'a une incidence positive que pour les pays développés qui sont confrontés à une crise morale. En effet, les paradis fiscaux, les bonus, les traders malveillants ont terni l'image même du capitalisme, symbole de la civilisation occidentale.

Avant la réunion du G20 à Washington, le Premier ministre britannique a fait une tournée dans les pays du Golfe pour les inviter à renflouer les caisses du FMI. Lors de la première réunion du G20, le principe de renforcer les capacités financières du Fonds a été largement admis. Par conséquent, le Directeur général de cette institution a été invité à faire des propositions dans ce sens. La crise touchait de plein fouet tous les pays dont la plupart sont issus du tiers-monde sans capacité financière pour y faire face. Le recours au Fonds pour rétablir leurs déficits est donc inéluctable.

Cependant, le véritable problème, c'est la réforme en profondeur du FMI. Apparemment, cette perspective n'est pas à l'ordre du jour de l'agenda du président américain. Pour faire diversion, il propose que les pays du G20 renforcent considérablement leurs plans de relance économique.

C'est sur cette toile de fond, caractérisée par des surenchères manifestes, que se tient le sommet du G20 à Londres. Les principales mesures prises sont :

- l'établissement d'une liste des paradis fiscaux ;
- une meilleure régulation du système financier internationale (grâce entre autres, à une révision du fonctionnement des Agences de notation, une autre approche pour les bonus... des cadres dirigeants) ;
- doter les institutions de Bretton Woods de nouvelles capacités de financement s'élevant à 1100 milliards de dollars. Beaucoup de pays en voie de développement critiquèrent cette décision d'augmenter les capacités du Fond. La Russie y est hostile ;
- les plans de relance, au niveau mondial, doivent totaliser 5000 milliards de dollars.

Les pays membres du G20 ont salué ces décisions qu'ils interprètent comme un tournant décisif, annonciateur d'un monde nouveau. Plus pragmatique, surtout plus raisonnable, le Premier ministre britannique préfère parler de compromis.

Incontestablement, le résultat le plus probant qui a été atteint à Londres, est la détermination à lutter contre la crise. Ce n'est pas rien car, la pire des choses qui puisse l'aggraver est le retour à l'égoïsme national sous forme de protectionnisme.

Cependant, l'autre face peu reluisante, est la confirmation du statu quo. Les États-Unis ont imposé leur leadership. À ce sujet, Barack Obama se situe dans la lignée de Bush. Le sommet de Londres a confirmé une autre donnée : les pays développés ont réussi à tirer les marrons du feu. Toutes les mesures qui ont été décidées servent d'abord leurs intérêts immédiats et lointains. Tous les pays émergents du G20 y trouvent aussi leurs comptes, à commencer par la Chine. Il faut, à ce sujet, rendre hommage à la mondialisation qui a enterré les idéologies.

Une fois de plus, les pays pauvres n'ont eu droit qu'à quelques «quelques pensées». Victimes de la crise, ils n'ont d'autres possibilités de s'en sortir que de se tourner vers le FMI qui les attend de pied ferme avec son chapelet de conditionnalités.

Le sommet de Londres a occulté la réforme en profondeur du système monétaire international. Cette réforme aurait certainement remis en cause la place et les privilèges du dollar et, par voie de conséquence, le rôle des États-Unis dans le monde. Le G20 s'est donné rendez-vous à Washington en septembre 2009 pour tirer un premier bilan des décisions prises et surtout pour mesurer les effets des plans de relance sur la crise.

Les pays développés ont toutes les chances de se retrouver plus forts et plus révigorés après cette crise. Leurs économies seront plus puissantes car mieux adaptées au monde de demain et leur suprématie renforcée sur tous les plans. Au fait, qui a dit que l'histoire ne se répète jamais ?

Le déroulement de la crise, les séquences les plus significatives et son traitement montrent à la fois son ampleur et sa gravité. De ce point de vue, elle présente de sérieuses similitudes avec celle de 1929. Faut-il une crise de cette envergure pour que le monde puisse mieux rebondir ? L'histoire le montrera. Pour le moment, tous les observateurs et analystes sont unanimes à reconnaître qu'elle fera des dégâts. Pour qui ? Et comment ? Là aussi, c'est l'incertitude.

Ce qui est particulièrement choquant, c'est que la crise fasse irruption au moment où le monde était bercé par l'espoir et les progrès réalisés grâce à la mondialisation et malgré, il faut le souligner, l'autre face peu reluisante de ce processus qu'on disait universel. Car, la mondialisation, aux couleurs américaines et malgré les critiques dont elle fait toujours l'objet, a été présentée comme la panacée, voire la finalité pour tirer l'humanité entière vers le progrès et la prospérité. La crise est venue remettre les pendules à l'heure. La mondialisation a besoin d'un «lifting» pour que tous les espoirs ne soient pas déçus. Le Professeur Stiglitz a tout à fait raison de dire que ce n'est pas la mondialisation qui est en cause mais la manière dont elle a été imposée et gérée.

Actuellement, ce qui importe pour toute la communauté internationale est de dépasser rapidement la crise. C'est la raison pour laquelle tout le monde «croise les doigts» pour que tous les plans nationaux de relance puissent réussir afin de ranimer sérieusement l'économie mondiale. Certes, ces plans sont discutables, bien souvent on n'en voit pas la finalité, mais ils ont le privilège d'exister. Les pouvoirs publics, pris au dépourvu, ne savent plus s'il faut relancer par la demande ou par l'offre, ou les deux en même temps. L'on comprend, tous ces débats d'école autour de théories économiques qu'on enterre et déterre au gré de la conjoncture. Certains ressuscitent Keynes, d'autres l'enterrent très vite. On tente de dénicher, dans la portée des plans de relance, quelques indices permettant de conclure que Keynes est toujours vivant ou mort, selon les cas. Tant mieux, car la science économique ne fait sa «toilette» qu'à l'épreuve des crises. Justement, la crise de 1929 a accouché de Keynes et depuis, l'on sait comment s'y prendre pour gérer l'économie même s'il n'est qu'une référence parmi d'autres.

Références bibliographiques

- 1) – Rapport du Conseil d'Analyse Economique – Op- Cit – p64
- 2) – Op- Cit - p 120
- 3) – Op- Cit - p 120
- 4) – Op- Cit - p 79
- 5) – Op- Cit - p 282

Chapitre 4

Le monde après la crise

Après chaque crise, le monde n'est plus le même. Si minime soit-elle, une crise laisse toujours des traces qui mettent du temps à s'effacer. Celle de 1929, outre ses ravages sur tous les plans, a été à l'origine des profonds bouleversements qu'a connus le monde : montée des idéologies totalitaires, recul de la démocratie, guerre mondiale, guerre froide... Elle a déclenché toute une série de catastrophes à l'instar d'un terrible séisme suivi de plusieurs répliques tout aussi destructrices et à intervalles réguliers. Cette crise, tout le monde en convient aujourd'hui, est la plus dévastatrice que l'humanité ait connue depuis des siècles. D'ailleurs, elle figure en bonne place dans l'histoire contemporaine. Des centaines d'ouvrages lui ont été consacrés. Si aujourd'hui on est arrivé à comprendre ses causes profondes, on reste tout de même effrayé par l'ampleur et l'étendue de ses ondes de choc.

Pour beaucoup d'observateurs, la crise de 2007 présente de troublantes similitudes avec celle de 1929. Dans une interview télévisée du 5 février 2009, le président français Sarkozy n'hésite pas à affirmer que la crise financière mondiale actuelle est la plus grave depuis 1929. Une affirmation, bien entendu, édulcorée, pour ne pas susciter encore davantage de frayeurs et d'angoisses à son pays qui vient de vivre l'une de ses plus importantes grèves générales depuis des décennies à cause des effets de la crise. D'ailleurs, son intervention télévisée s'articula essentiellement autour du thème ambiant : la crise mondiale.

Après la première vague des frayeurs causée par les effets immédiats de la crise, tout le monde s'est installé dans l'expectative. On attend que les mesures prises – «renflouement» des banques, plans de relance... – produisent des effets positifs pour revigorer la croissance. Ce qui veut dire, prudence oblige, que plus personne ne peut prédire quand on verra le bout du tunnel, en un mot, la fin de la récession. Mais surtout, personne ne veut imaginer les séquelles qu'elle laissera. Car, bien entendu, elle laissera de profondes traces dans le cours de l'histoire. De même, qu'en 1929, on ne pouvait imaginer que la crise était un véritable cataclysme, avec celle de 2007, on est loin d'esquisser, ne serait-ce que grossièrement, l'état dans lequel sera le monde qu'elle laissera derrière elle. On estime néanmoins qu'elle recèle en elle-même tous les ingrédients d'un «tsunami» générateur de plaies béantes qui ne se refermeront pas de sitôt. Ce sentiment est conforté par le désarroi des dirigeants, surpris par la soudaineté de son apparition et la précipitation avec laquelle ils ont réagi à ses effets. Comment, dans ces conditions, peut-on maîtriser le futur quand le présent est incertain ?

On essaie de colmater les brèches pour éviter l'effondrement du système bancaire et l'on s'aperçoit, juste après, que les dégâts sont plus considérables avec l'apparition simultanée de la récession. On tâtonne : fonds de garantie pour sécuriser les crédits et plans de relance pour soutenir les fondements de la sphère réelle, contaminée immédiatement par la crise de la sphère financière. Toutes ces mesures ont été adoptées à la hâte pour parer au plus pressé. L'objectif étant de rassurer l'opinion publique, et envoyer des signaux en direction du monde des affaires. Le résultat est plutôt mitigé. D'abord, l'élément essentiel de toute relance, la confiance, n'est toujours pas rétabli malgré la détermination et les garanties des pouvoirs publics et, surtout, l'opinion publique n'est guère rassurée et craint que le pire soit à venir. En effet, les débats contradictoires au sujet de l'impact réel de toutes ces mesures, les scandales liés à la crise (par exemple, la fraude de Bernard Madoff), les licenciements massifs consécutifs à la fermeture des usines un peu partout, l'érosion du pouvoir d'achat dans le monde et surtout les mauvaises nouvelles distillées quotidiennement sur l'ampleur et la profondeur de la récession économique, incitent, à juste titre, chez l'opinion publique, au désenchantement.

Cette toile de fond permet de comprendre aisément que le monde après la crise ne sera plus comme avant. Certes, le changement ne sera pas aussi radical mais il sera perceptible. Une page sera tournée. Il est donc légitime de se poser une double question :

- d'abord, quels enseignements essentiels peut-on tirer de la crise de 2007;
- ensuite, quelle est l'alternative pour éviter au monde à l'avenir, l'éclatement d'une telle crise ?

Ne pas poser cette double question, c'est accepter une certaine fatalité, c'est-à-dire le postulat suivant : «on efface tout et on recommence». Cette approche ne sera plus possible à l'avenir car elle signifierait l'acceptation de l'immobilisme synonyme d'un «chèque en blanc» donné, à nouveau, au seul pays au monde dont la singularité est d'être toujours à l'origine de crises mondiales, à l'instar de celles de 1929 et 2007. Il faut donc une autre architecture, en un mot, une alternative, pour prémunir le monde de dérives fatales. D'ailleurs, des voix commencent à s'élever pour contester l'ordre établi depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, en général, et dans son sillage, celui qui a émergé à la fin de la guerre froide, en particulier.

I) – Les enseignements de la face cachée de la crise

Il est peut-être encore trop tôt pour tirer des enseignements détaillés de la crise alors qu'elle perdure toujours. En effet, et pour beaucoup d'analystes, elle n'a pas révélé tous les «coins et recoins» de sa face hideuse. Son caractère

global et pernicieux n'autorise, à l'heure actuelle, que des incursions prudentes pour décrypter les éléments les plus apparents. C'est avec le recul, c'est-à-dire dans un avenir très proche, qu'il sera possible d'avoir une vision globale et plus limpide des tenants et aboutissants de cette crise. Par conséquent, il faut se pencher sur les données qui prévalent actuellement.

1) – Adam Smith et J.M Keynes renvoyés dos à dos ?

Il est devenu une tradition, que la science économique évolue avec l'apparition des crises. Si le krach de 1929, et la dépression économique qui s'en est suivie, n'avait pas eu lieu, Keynes aurait-il existé ? Pour nous résumer, qui dans la crise actuelle, Adam Smith ou Keynes, est le plus indiqué pour éclairer le monde sur le choix des thérapies ?

La crise de 2007 déclenche un débat récurrent sur la science économique. Au menu, Adam Smith, Keynes et, pourquoi pas, Marx. Cependant, il faut souligner que le contexte n'est jamais étranger à l'éclosion de théories économiques. Ainsi, pour le Professeur Galbraith, «... les théories économiques dépendent toujours étroitement du lieu et de l'époque où elles ont surgi ; elles ne peuvent être analysées efficacement si l'on fait abstraction du monde qu'elles prétendent interpréter. Et, tout comme notre monde change, il connaît en effet une continuelle métamorphose, les théories économiques si elles veulent conserver leur pertinence, doivent, elles aussi, changer. Au cours de ces dernières années, toute une série de phénomènes sont apparus et ont dramatiquement modifié, voire révolutionné l'activité économique... Tout comme l'objet de la science économique s'est transformé, la discipline elle-même a dû nécessairement changer». (1)

Le Professeur François Perroux est encore plus tranchant puisqu'il doute et de l'universalité et de l'immortalité de la Théorie de Keynes. En effet, il affirme sans aucun détour que «la Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie est écrite à une date (1936) voisine de la crise générale (1929-1933) si sévère pour le Royaume-Uni. Attentif aux difficultés de son pays dont l'hégémonie s'est affaiblie et dont les structures ont vieilli, J.M. Keynes comprend les difficultés de l'économie à base de marché et de pouvoir du capital, il évoque le «Decay of capitalism»... Son diagnostic est étroitement conditionné par le champ d'observation qu'il se donne : l'économie des pays bénéficiant d'un marché financier, d'un marché monétaire et d'entreprises servis par un appareil évolué de fiscalité et de banque... Quant à l'essentiel du modèle de J.M Keynes, il n'est soutenable que pour un cas très spécial, une situation historique analogue à celle du Royaume-Uni vers les années 30, et encore non sans réserve expresse». (2)

Si l'on tient compte de ce qui précède, l'on serait tenté de conclure que l'apport de Keynes n'est d'aucune utilité pour résoudre la crise actuelle. Est-ce vrai ? Le Professeur Galbraith n'est pas loin de le penser, en soutenant à son tour : «D'où le destin de la révolution keynésienne. Elle fut bénéfique à son époque, mais le cours du temps lui fut fatal comme à tant de choses en économie. Le keynésianisme ne peut efficacement résoudre les problèmes posés par l'asymétrie politique ainsi que par la dynamique et les changements microéconomiques d'un monde extrêmement organisé». (3)

Keynes mais aussi Adam Smith méritent-ils un tel sort ? Pourquoi, dans le contexte actuel de la crise financière mondiale, se tourne-t-on désespérément vers eux pour mieux la comprendre et trouver ainsi les «armes» décisives pour la juguler ? Peuvent-ils réellement aider les décideurs à y trouver les solutions idoines pour sortir leurs pays de la crise la plus grave après celle de 1929/1933 ?

Paul Fabra, dans un remarquable essai, a tenté, dans une synthèse limpide, de s'interroger sur la trame qui lie ces géants de la science économique. «Cependant, écrit-il, le plus grave est peut-être que la pensée économique contemporaine, quelle que soit l'école dont elle se réclame, tend à considérer cet état de choses comme fatal, elle ne conçoit guère qu'on puisse atteindre le plein emploi en occupant davantage de monde dans la coque du navire à des tâches moins futiles, c'est-à-dire en répartissant les hommes et les ressources en capital d'une façon plus conforme à un développement harmonieux de la société. Le souci d'harmonie avait pourtant guidé la réflexion des fondateurs de l'économie politique, mais qui s'aviserait aujourd'hui de rappeler leur témoignage ? John Maynard a beau être critiqué aujourd'hui dans les pays où il a encore le plus d'influence, ceux qui ne l'écoutent plus ne s'opposent pas à lui sur le fond : les «antikeynésiens» ne remettent pas en question le discrédit que Keynes a jeté il y a quarante ans sur ce qui restait encore de la théorie classique... Or, il avait expressément pour ambition de renverser une fois pour toutes la théorie classique dont les fondations avaient été posées à la fin du XVIII^e siècle par Adam Smith et qui a trouvé au début de l'âge industriel au XIX^e siècle dans l'œuvre de David Ricardo une expression si rigoureuse qu'elle n'a jamais été surpassée depuis lors, malgré la dangereuse imprécision de quelques-unes de ses formules les plus importantes. D'autres, avant Keynes, avaient voulu réfuter Ricardo. Le plus célèbre essai de réfutation est celui de Karl Marx, dont «Le Capital» porte le sous-titre de «critique de l'économie politique». De quelle économie politique s'agit-il ? Une fois qu'il a, assez facilement, réglé le compte de ceux qu'il appelle «des économistes vulgaires», à cause de leur opportunisme (dans cette catégorie, il rangeait pratiquement, peut-être avec raison, tous les économistes vivant de son temps), Marx dirige son attaque contre l'école classique anglaise dont Ricardo...» (4)

Voilà qui a le mérite de restituer à chacun de ces personnages d'exception, la place qui lui revient dans l'histoire et son apport à la science économique. Plus près des préoccupations actuelles, un économiste, qui n'a pas «accouché» d'une théorie mais qui a tout simplement réinventé ou dépoussiéré l'usage des théories, intervient dans ce débat récurrent, à la lumière des mutations mondiales. Selon Elic Cohen, puisqu'il s'agit de lui, «on confond éléments de théorie économique (monétarisme, nouvelle économie publique, croissance endogène, nouveau paradigme technologique), éléments de politique économique (désinflation compétitive, baisse des déficits, déréglementation) et éléments de situation économique (phases d'expansion ou de récession dans le cycle d'activité)... La Reaganomics, la Clintonomics ou le new age... Une mode chasse l'autre, sans que personne n'établisse jamais un bilan des thèmes et des modèles qui se sont succédé. Aujourd'hui, c'est la nouvelle économie, l'infosphère, le fossé numérique, l'illétrisme informatique, qui tiennent le haut du pavé. Hier, c'était la mondialisation, les pays émergents, les délocalisations, le chômage, la fin du travail, la dictature des fonds de pension. Avant-hier, c'était la fin de la macroéconomie keynésienne, le triomphe du monétarisme, des anticipations rationnelles et de l'Etat minimal. Dans une préhistoire par trop lointaine, il y eut le modèle japonais, avec l'administrative guidance et les politiques commerciales stratégiques et le modèle rhénan, sa banque centrale indépendante». (5)

La crise de 2007 a relancé un débat théorique que l'on pensait révolu. Pour les conservateurs américains et notamment les irréductibles partisans du libéralisme, Adam Smith est toujours d'actualité. Ce courant se recrute dans les deux partis politiques car il constitue un élément indissociable de la personnalité américaine. Lors de la discussion au Congrès américain du plan d'aide au système bancaire de Paulson, des voix différentes sur le plan idéologique se sont fait entendre pour dire qu'il fallait laisser le marché régler ce problème. Après tout, à leurs yeux, c'est le meilleur régulateur et donc, toute intervention de l'Etat serait, en quelque sorte, «contre nature». D'où les caricatures montrant Paulson dans l'habit d'un ministre socialiste.

Sous d'autres cieux, Karl Marx a été «ressuscité» notamment par ses adeptes qui sont tout heureux des dégâts causés par le capitalisme. L'échec et la disparition du communisme n'ont pas enterré définitivement le marxisme. La preuve, il est «réinvité» à la faveur de la crise actuelle. Un indice probant de ce regain d'intérêt pour la théorie marxiste est reflété par la curiosité insoupçonnée suscitée par les œuvres de Karl Marx, notamment au salon international du livre, de Frankfurt, en 2008.

Un fait étonnant, car c'est le constat fait par tout le monde : les plans de relance adoptés par plusieurs pays ne font aucune référence à leurs assises

théoriques. On évoque des concepts mais pas de «chapelle». C'est ainsi que, dans une confusion ostentatoire, on assigne à ces plans des objectifs disparates qui balancent entre le social et l'économique. Alors, on fait référence à la relance par la demande ou par l'offre ou les deux à la fois. L'approche est plutôt pragmatique que doctrinale ou idéologique, comme si la référence à des théories ne ferait qu'envenimer un débat anachronique et ferait perdre du temps. En France, par exemple, la présentation du dernier plan a ravivé la polémique entre les tenants de la relance par la demande et ceux de la relance par l'offre. Cet état d'esprit n'est pas fortuit ni banal : il repose le problème récurrent des fondements de la science économique. Justement, la crise financière mondiale et la récession interpellent, à nouveau, la science économique, comme l'avait fait la crise de 1929.

Tout le débat qui entoure les plans de relance – leur efficacité mais aussi leur assise théorique, relance par la demande ou par l'offre ou les deux à la fois – reflète à la fois la gravité de la crise, la tourmente de l'opinion publique, le désarroi et la fuite en avant des dirigeants politiques. Leur discours politique en est une preuve : le président Obama passe d'un discours grave et pessimiste à des propos édulcorés ; il en est de même du président français qui affirme de manière péremptoire qu'il ne sait pas quand et comment se terminera la crise. Tous ces propos renforcent la certitude d'une navigation à vue. C'est ainsi, par exemple, que le dernier plan de relance français basé sur l'investissement, laisse perplexes. En effet, on a projeté de financer 1000 projets, sortis des «cartons» qui vont de l'infrastructure à la culture, en passant par la restauration des monuments... Il faut absolument faire quelque chose pour éviter que l'économie ne sombre dans le «coma». Il en est de même du plan d'Obama. C'est la même logique que le plan français : éviter le «coma» qui pourrait laisser de très graves séquelles.

2) – Le capitalisme financier est «mort», vive le capitalisme !

La crise des subprimes a fait une victime de taille : le capitalisme financier d'abord et, dans la foulée, ses adeptes et ses ... thuriféraires. A ce stade de la crise, faut-il considérer le capitalisme financier comme un avatar du capitalisme tout court ou une évolution imposée par les mutations mondiales, en général, et la mondialisation, en particulier ? Ce sont des interrogations légitimes car, pour beaucoup, c'est l'émergence et la généralisation de ce capitalisme financier qui est à l'origine de la crise financière mondiale et de la récession économique. Pour tout le monde, cela ne fait aucun doute. En effet, lorsque la crise est apparue et a étalé ses tentacules à l'ensemble de la planète, l'on a vite pointé un doigt accusateur en direction du capitalisme financier. Et puis, pour dissiper tout malentendu, l'origine de la crise, financière d'abord, a considérablement conforté les tenants de cette accusation.

Pour la première fois dans l'histoire contemporaine des pays occidentaux développés, des dirigeants politiques ont vilipendé le capitalisme financier. Ils l'ont accusé d'être responsable de cette crise et, de plus, ils lui ont reproché tous les maux : immoral, irresponsable, sauvage. C'est véritablement un tollé général qui apporte de l'eau au moulin de tous ceux, les marxistes en premier lieu, qui n'ont cessé de combattre ou de critiquer le capitalisme. Hier, c'était la gauche qui prenait plaisir à le faire, aujourd'hui ce sont des dirigeants politiques acquis entièrement au libéralisme qui prennent le relais. On ne peut, par exemple, accuser le président français Sarkozy d'être un homme de gauche.

C'est en dépoussiérant le passé récent que l'on peut trouver les raisons qui ont amené le capitalisme à se mettre sur une autre orbite. Un véritable dévoiement ! En réalité, une fois de plus, les Etats-Unis ont été à l'origine de cette mutation non maîtrisée par la suite.

La mondialisation, aux «couleurs idéologiques» américaines, n'est pas étrangère à cette transmutation du capitalisme. Avec la dérégulation des marchés financiers, la politique d'endettement des ménages, l'apparition de nouveaux produits financiers, la titrisation, les formidables fonds spéculatifs, c'est la finance qui, désormais, trône. En outre, cette mondialisation financière a fait des adeptes puisqu'elle s'est étendue au reste du monde. Désormais, il n'y a plus qu'un seul marché financier mondial. Dans ces conditions, il est facile de comprendre que la crise des subprimes née aux Etats-Unis se soit vite propagée aux autres pays de la planète.

Le capitalisme financier symbolise parfaitement les idées d'Adam Smith. Il a, en effet, évincé l'Etat de la sphère financière et économique. L'opacité, l'absence de contrôle et surtout l'inconscience des principaux acteurs qui ne mesuraient pas les risques qu'ils prenaient, et enfin les sommes colossales qui circulaient quotidiennement ont fait que la sphère financière s'est largement imposée à la sphère économique. Les banquiers, les financiers de tous bords et les traders tapés derrière leurs ordinateurs sont tout à la fois les pouvoirs publics et les dirigeants de l'économie. La preuve, Bernard Madoff n'a jamais été inquiété par une quelconque institution publique alors qu'il se livrait à des opérations frauduleuses durant des années. Que dire de Kerviel qui prenait des risques inouïs dans un établissement bancaire censé être géré de manière extrêmement rigoureuse ? Un vent de folie a soufflé sur l'univers de la finance où tout le monde se considère invincible, incontournable et surtout à l'abri de toute sanction.

Cependant, et c'est là le paradoxe, le capitalisme qui avait pour vocation la création de richesses grâce à un meilleur fonctionnement des lois du marché et avec un minimum de coût et de risques, s'est laissé séduire par les chants des sirènes. En acceptant de se fondre dans le moule de la finance dont

la caractéristique est d'abord la spéculation et la tendance à prendre des risques puisque, en fin de compte, il y a toujours ceux qui paient les factures salées, il s'est fourvoyé.

Par conséquent, il est facile de comprendre, pourquoi le capitalisme financier fait l'objet de tirs croisés. Il a plongé le monde dans la crise la plus grave de son histoire, après celle de 1929. En réalité, ce sont les Etats qui sont responsables de cette situation. Ils ont failli à leurs missions de régulateurs et de protecteurs. Ils ont fait une lecture erronée de leurs obligations, d'une part, et des lois économiques, d'autre part. Accepter de laisser l'économie en général aux «prédateurs» est forcément une interprétation à la fois tronquée et dangereuse du libéralisme ou si l'on veut des lois du marché. De même, ne pas protéger le citoyen face aux agissements de ces «prédateurs» est tout simplement une fuite des responsabilités de l'Etat dont la mission est, justement, de préserver la cohésion sociale. C'est une mission constitutionnelle. La puissance de l'argent, et forcément des multiples lobbies, a ballotté l'Etat. Si bien qu'aujourd'hui et face aux multiples facettes de la crise, il est plus facile pour les dirigeants politiques de jeter l'opprobre sur le capitalisme financier que sur la démission de l'Etat.

Aujourd'hui on jure que le capitalisme financier ne sévira plus jamais. Certes, mais a-t-on pris les mesures nécessaires pour refermer définitivement cette sombre parenthèse ? Rien n'est moins sûr. Le capitalisme subsistera, et dans quelques années, voire quelques décennies, l'on aura tout effacé et on recommencera. C'est l'essence même du capitalisme qui, comme le phœnix, renaîtra toujours de ses cendres.

Pour le moment, on fait semblant d'enterrer le capitalisme financier pour le faire oublier. Est-ce vrai ? Il est permis d'en douter car l'argent public, plus de 3000 milliards de dollars, pour sauver le système bancaire international d'une faillite certaine est la preuve qu'il pointera du nez dès que la tempête se sera calmée. Tant il est vrai que le capitalisme tire sa vigueur, son dynamisme et sa pérennité des crises qu'il surmonte. Aujourd'hui, comme il l'a fait hier, il absorbera cette crise pour se mettre très vite sur une nouvelle trajectoire. Aucun pays au monde, et surtout à l'ère de la mondialisation, ne cherche à l'enterrer car il a prouvé qu'il a cette capacité de se remettre en cause mais surtout de triompher de tous les défis. En outre, pour l'Occident, le capitalisme est un symbole puissant de sa civilisation. C'est donc un autre challenge qu'il relèvera pour préserver un système qui lui a tout donné : empires coloniaux, puissance économique, financière, culturelle et militaire. Le capitalisme financier est «mort», vive le capitalisme !

3) – Des patrons pas comme les autres

Bien avant la crise, l'on savait que les patrons des grands établissements bancaires et financiers ainsi que ceux des grandes entreprises touchaient non seulement des salaires dépassant l'entendement mais, de plus, bénéficiaient de parachutes dorés en cas de départ, pour une raison ou une autre. Qu'ils réussissent ou qu'ils échouent, ils bénéficient des mêmes privilèges. Il fallait bien rémunérer l'intelligence hors du commun, l'esprit des affaires et ... l'impunité. Bien entendu, tous les patrons ne peuvent pas être logés à la même enseigne mais c'était l'idée que tout le monde se faisait de cette catégorie de managers. En outre, tous les patrons étaient pétris dans le moule de la mondialisation. Qu'ils fussent américains, européens ou autres, ils présentaient tous le même profil et, sans aucun doute, la même cupidité.

Leur pouvoir était immense, comme pour la plupart d'entre eux. Leur richesse : la finance, l'industrie, les services étaient entre leurs mains. Avec la démission de l'Etat, ils sont devenus tout bonnement les maîtres du monde. Le pouvoir politique, lilliputien, ne pouvait se comparer à de formidables mastodontes de l'argent et de la puissance. En fait, le véritable pouvoir, c'est-à-dire les véritables centres de décision, s'est progressivement déplacé. Le pouvoir politique ne règne que sur les symboles de l'Etat ou de ses démembrements, d'une part et veille sur la cohésion sociale grâce à une politique de redistribution bien huilée, d'autre part. Le véritable pouvoir s'est déplacé du public vers le privé, c'est-à-dire vers la finance d'abord, et l'industrie ensuite. Quelques exemples pris au hasard permettent d'étayer cette assertion. Après l'éclatement de l'affaire Kerviel, le président de la République française a demandé le départ du PDG de la Société Générale. Quelques jours après cette « exigence présidentielle », le Conseil d'administration de la banque, pourtant publique, a tout simplement renouvelé sa confiance au PDG qui, du reste, est toujours en poste.

L'Etat est aujourd'hui impuissant devant les délocalisations, la politique du système bancaire et financier et la stratégie internationale des grands groupes. La preuve est donnée par les réticences, voire les oppositions des banques à reprendre leurs crédits et ce, malgré la mise en place de fonds de garantie par les pouvoirs publics. Par ailleurs, il ne faut pas occulter le fait que c'est grâce à l'intervention des Etats que le système bancaire a évité l'effondrement total.

Alors, les Etats quémangent, ou prennent à témoin l'opinion publique pour être soutenus dans leurs tentatives de limiter les pouvoirs de ces patrons en leur imposant un minimum de décence. Le président Sarkozy a invité le patronat français, le MEDEF, à « supplier » les patrons de revoir leurs salaires et

de renoncer à leur bonus. Le président Obama a exigé que tous les établissements, bancaires et autres, qui bénéficient du soutien financier de l'Etat, limitent le salaire des dirigeants à 500.000 dollars par an. En fait, cette décision n'a été prise qu'après l'éclatement d'un autre scandale. En effet, des informations ont fait état de versements de bonus aux patrons, des banques en particulier, à hauteur de 19 milliards de dollars et 40 milliards de dollars, respectivement en 2007 et 2008, soit au moment de l'éclatement de la crise et de son aggravation. Une autre affaire éclata, le groupe AIG qui a été renfloué par l'Etat pour éviter la faillite à hauteur de 180 milliards de dollars, voulait distribuer 165 millions de dollars de bonus aux dirigeants. Le président Obama s'y opposa. Ces révélations ont suffi à sortir le nouveau président de ses gonds et à susciter l'ire de l'opinion publique dont une grande partie a tout perdu à cause de la crise. Alors, les mots ne suffisent pas pour qualifier ces comportements indécents, immoraux et, bien entendu, complètement irresponsables. Cette fois-ci, on fait le procès du capitalisme financier mais aussi de la composante humaine qui l'a porté aux nues.

En réalité, les patrons sont à la merci des actionnaires dont la cupidité a dépassé les bornes. Ce qui est étrange, c'est que ces dirigeants ont les yeux beaucoup plus rivés sur la Bourse que sur les carnets de bord de leurs entreprises. Ils sont devenus, au fil du temps, des « esclaves » et non des capitaines de l'économie. Un tel statut ne les effraie nullement puisqu'ils s'arrogent des salaires mirobolants et des « bonus » ou des « parachutes dorés » qui dépassent l'entendement.

Concernant le problème des bonus, le Rapport d'Analyse Economique indique que : « Fin 2006, le montant des bonus avait atteint des records, près de 24 milliards de dollars avaient été distribués par les cinq principales banques d'affaires à Wall Street, dont 53,4 millions de dollars pour le président de Goldman Sachs, 40 millions de dollars pour John Mack de Morgan Stanley, 11 millions de dollars pour Richard Fuld de Lehman Brothers. Et malgré un dernier trimestre 2007 catastrophique pour la plupart des banques (hormis pour Goldman Sachs), les bonus de fin d'année ont augmenté pour atteindre 65 milliards de dollars ! Lloyd Blankfein a battu son propre record en se voyant octroyer 68 millions de dollars. Richard Fuld a lui touché 35 millions de dollars. Il faut reconnaître que les deux banques en question ont su tirer leur épingle du jeu en évitant, voire en profitant, de la crise des subprimes. Mais alors comment expliquer que Merrill Lynch, qui a plus perdu en deux trimestres ce qui avait été gagné durant les six précédents et a annoncé la suppression de 4900 emplois, ait distribué 16 milliards de dollars de bonus, somme qui dépasse ses bénéfices annuels » (Op-Cit- p 55). Le même rapport poursuit : « Pour Joseph Stiglitz, le système des bonus a certainement contribué de manière importante à la crise actuelle au sens où il encourage les prises de risques excessives : « Quand les choses tournent bien, ils (les financiers) partent avec des bonus énormes.

Quand les choses vont mal comme c'est le cas maintenant, ils ne subissent pas les pertes» (l'he Independant, 24.3.2008). Pour résumer c'est un peu : «face je gagne, pile la banque perd». Pour lutter contre ce problème d'aléa moral, Stiglitz propose que les bonus soient gelés pendant une période de dix ans au cours de laquelle les pertes éventuelles viendraient en déduction des gains réalisés préalablement» (Op-Cit- p 55).

Cette toile de fond permet de conclure que c'est la démocratie occidentale qui est en danger. Une démocratie dont les véritables acteurs ne sont en fait que les actionnaires qui se sont substitués aux forces politiques et même, dans certains cas, aux pouvoirs publics. Depuis des années, les présidents français de Giscard à Mitterand en passant par Chirac et Sarkozy, ne voyagent à l'étranger qu'accompagnés d'une armée de chefs d'entreprises et d'hommes d'affaires. Dans un sens, c'est une évolution positive de la diplomatie. Cependant, derrière ce subterfuge, se cachent bien des intérêts. De même, il faut rappeler la «guerre commerciale» entre les deux géants de la construction aéronautique, en l'occurrence l'américain Boeing et l'européen Airbus. Les Etats-Unis, sous la pression de leur avionneur privé, ont fait «capoter» un contrat d'achat par l'armée américaine d'avions ravitailleurs à Airbus. La puissance des patrons n'est plus à démontrer puisqu'elle a eu raison des Etats les plus puissants de la planète.

Il aura fallu le déclenchement de la crise et l'analyse de ses causes profondes pour mettre sur le tapis le rôle de ces patrons voraces et indécents et surtout irresponsables pour la plupart d'entre eux. Ils ont jeté un formidable discrédit à la fois sur le capitalisme dont ils se réclamaient et sur la démocratie à l'occidentale. S'il y a un facteur qui a mis à nu celle-ci, ce sont bien les agissements de ces dirigeants bancaires et industriels. Leur comportement est effrayant car l'on pensait qu'ils pouvaient tout se permettre, sauf à défier le système politique le plus sûr et le meilleur car basé sur la justice et le droit. Or, la crise des subprimes a démontré que même la démocratie la plus irréprochable a besoin d'être «protégée», non seulement par les citoyens, mais aussi par le pouvoir politique. Car, la moindre absence de vigilance risque de l'emporter. Manifestement, on a failli se retrouver dans un scénario cauchemardesque.

4) – Le retour de l'Etat : salvateur ou rétrograde ?

Le retour de l'Etat dans la sphère financière et, dans la foulée, dans la sphère économique a bousculé toutes les théories et ébranlé bien des certitudes. La crise financière mondiale et la récession économique ont eu au moins le «mérite» d'avoir remis les pendules à l'heure. Enfin, partout dans les pays où le libéralisme trônait comme une seconde religion, l'Etat s'est ressaisi et a imposé son autorité. Certes, il a agi comme un pompier mais peu importe. Après tout,

c'est grâce à lui que le monde a évité un drame planétaire qui aurait, qui sait, entraîné des dérives incontrôlables. Il est facile d'imaginer les terribles conséquences, d'une part, de l'effondrement du système bancaire international et, d'autre part, de toute absence de riposte à la récession. Même ceux qui restent attachés viscéralement au libéralisme le plus débridé sont aujourd'hui bien heureux de constater que sans l'intervention de l'Etat, le monde aurait plongé dans l'abysse. Bien sûr, maintenant que la chute vers l'inconnu a été enrayée, il est facile d'épiloguer sur l'opportunité, la manière, l'efficacité... de cette intervention. Quand le feu se déclare, il faut bien des pompiers pour le maîtriser car, objectivement, il n'y a pas d'autre solution.

Cependant, ce retour n'est pas sans susciter des questions car l'éviction de l'Etat a été voulue, délibérée et généralisée à l'ensemble de la planète par ces mêmes pays, notamment les Etats-Unis, qui, aujourd'hui, ne trouvent leur salut que dans son retour. En fait, ce retour, effectué à un moment crucial, montre que les idées en vogue où les extrémismes ressemblent à des châteaux de cartes. Il en est ainsi du libéralisme sauvage, débridé et exclusif. La fin de la guerre froide, n'en déplaise à Fukuyama, n'a pas sonné le glas de l'histoire, ni la fin de l'Etat. Le libéralisme n'est ni la panacée ni la finalité mais un moyen. En clair, cela veut dire qu'il ne doit pas être instrumentalisé à d'autres fins que celles de servir de levain. La convergence de courants ultra-conservateurs et de puissants groupes financiers et industriels a dévoyé le libéralisme. Car, ce qui est en cause, ce n'est pas le libéralisme en lui-même, mais ses avatars. En outre, le libéralisme n'est pas une «religion». Le capitalisme financier est un avatar car il s'est nourri de l'illusion d'un monde sans Etats, de l'impunité et de la pérennité de sa puissance. Ce capitalisme financier a construit un monde selon ses objectifs et dans l'opacité la plus totale.

L'on comprend que le retour de l'Etat ne fait pas consensus comme l'attestent les oppositions aux plans de relance adoptés aux Etats-Unis et en Europe. Le feu vert du Congrès, après des modifications substantielles, au plan d'Obama en est la meilleure illustration. Il en est de même en Europe où les plans de relance de l'Etat suscitent appréhensions, critiques et ... contre-propositions. Toute cette agitation repose sur la crainte de voir l'Etat reprendre ses prérogatives, assumer la plénitude de son autorité et imposer ses missions de régulation dans les domaines d'où il a été «éjecté».

Pour stopper net l'effondrement du système bancaire, l'Etat, un peu partout dans le monde, a mis à contribution l'argent public. Tous les pays ont mis en place des mécanismes importants pour renflouer les banques sous différentes formes : renforcement des fonds propres, prises de participation, recapitalisation. Ce sont ainsi des centaines de milliards de dollars qui ont été mobilisés pour ces opérations afin d'éviter le pire au monde. Aux Etats-Unis et

en Angleterre, en particulier, l'Etat a nationalisé, par ce truchement, de grandes banques privées et garanti les dépôts des particuliers. Une «révolution» dans les pays de prédilection du ... capitalisme financier et donc du libéralisme le plus débridé.

Allant plus loin dans cette approche, les Etats ont mis en place des fonds de garantie pour permettre aux établissements bancaires et financiers de reprendre l'octroi de crédits à l'économie. En effet, la «confiance», base de toute relation à caractère économique et commercial, fait défaut. Les banques ne se prêtent plus et elles ne prêtent plus aux entreprises. C'est le blocage total. Pour le briser, l'Etat s'est porté garant pour les prêts qu'elles consentiront aux entreprises. Là aussi, c'est une première dans ces pays. Ainsi, l'Etat a mis toute sa puissance et toute sa crédibilité pour préserver le système bancaire.

L'autre face du retour de l'Etat se fait par la régulation. La FED, la BCE et d'autres banques centrales dans le monde sont intervenues massivement en mettant de la liquidité sur le marché et surtout en abaissant leur taux directeur pour favoriser la relance des crédits bancaires. En outre, les pouvoirs publics leur ont ordonné de reprendre la supervision du système bancaire et financier afin de lever l'opacité qui l'entourait et s'assurer de la transparence et de la légalité de ses opérations.

La récession s'est vite propagée au tissu économique. Il fallait intervenir très vite par des mesures concrètes pour éviter l'effondrement des pans les plus significatifs de l'économie. En effet, des secteurs différents affichent des régressions et donc des fermetures d'usines avec leur cortège de licenciements massifs. Ainsi, à titre d'exemple, le géant mondial des engins de travaux publics, Caterpillar, a prévu 20000 licenciements dans ses sites à travers le monde. Dans le secteur bancaire, Citigroup a mis en place un plan de redressement prévoyant le licenciement de 50 000 employés répartis dans ses filiales à l'étranger. Air France projette de licencier 1200 employés en 2009 après en avoir «remercié» plus de 2000 en 2008. Cette liste est loin d'être exhaustive mais donne une indication de l'ampleur du phénomène. Le BIT prévoit d'ailleurs une augmentation d'au moins 20 millions de chômeurs. A tout cela, il faut ajouter toutes les petites banques (12 depuis le début de 2009 aux Etats-Unis), les entreprises à caractère industriel et commercial et les entreprises du BTPH qui ont fait faillite, jetant ainsi sur le marché du travail de nouveaux chômeurs. Il est donc facile de constater, à travers les exemples cités ci-dessus, que la situation économique résultant de la récession ne fait qu'empirer. Tous les jours, la presse publie des nouvelles alarmantes sur la situation de l'économie mondiale. Ce sont, maintenant, tous les pays qui sont touchés par la récession.

En février 2009, des pays européens ont confirmé un net recul de leur PIB au 4^e trimestre 2008 : France, Allemagne, Espagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, Hongrie, Autriche, Estonie. Les dernières statistiques pour l'ensemble de la zone euro, publiées récemment, montrent un recul de 1,5% du PIB de la zone, du jamais vu depuis sa création. Pour 2009, les prévisions sont encore plus sombres.

La situation s'annonce encore plus grave au Japon : les économistes s'attendent à un plongeon de 3 % au 4^e trimestre par rapport au troisième et de 11,6 % en rythme annuel. Aux Etats-Unis, le recul a été de 3,8 % au quatrième trimestre, selon des chiffres encore provisoires, le pire depuis 1982. La fin de la crise mondiale paraît maintenant plus lointaine, malgré le plan de relance américain. D'ailleurs, l'hypothèse officielle d'un retour de la croissance aux Etats-Unis au cours de l'année 2009 paraît désormais improbable, comme l'a reconnu le conseiller économique du président Barack Obama, Lawrence Summers, pour qui la reprise pourrait n'arriver que début 2010. En réalité, personne ne peut prédire avec certitude ce que réserve l'avenir. D'ailleurs, les prévisions changent au jour le jour.

Les gouvernements tentent maintenant de garder le contrôle de la situation. Les ministres des Finances des pays du G7 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon) se sont réunis à Rome, afin d'ausculter l'économie mondiale et de tenter de limiter le recours à l'arme du protectionnisme.

Les ventes de voitures neuves en Europe ont connu en janvier 2009 leur pire mois en deux décennies, avec un effondrement de 27 %. Le français Michelin a vu son bénéfice laminé de 53,8 % en 2008 et craint une année 2009 «extrêmement difficile». Le géant allemand de l'acier Thyssen Krupp a annoncé une chute de 53,4 % de son bénéfice imposable trimestriel, et l'équipementier automobile français Valéo a enregistré une perte nette de 207 millions d'euros en 2008. Dans le transport aérien, les compagnies commencent à ressentir les effets de la crise. Les transports maritimes suivent. Le groupe bancaire Lloyds Banking Group, issu de la fusion entre Lloyds TSB et HBOS, a prévenu récemment que cette dernière avait connu une perte avant impôt d'environ dix milliards de livres (11,2 milliards d'euros) en 2008.

Cependant, il faut mentionner le revers de la médaille car le retour de l'Etat dans les deux sphères, outre son aspect salvateur indéniable, est également porteur de dérives. C'est ainsi que, petit à petit, ce retour prend des orientations inattendues. La France décide de soutenir son industrie automobile mais à la condition qu'il n'y ait ni licenciements dans l'Hexagone, ni délocalisations. Mieux que cela, on «incite» à acheter des voitures françaises

fabriquées en France. Le Congrès américain a proposé, en pleine discussion du plan de relance d'Obama, d'inclure une clause «Buy American» (achetez américain). La «menace» américaine, car il s'agit bien de cela, a fait trembler les partenaires des Etats-Unis à travers le monde. La première réaction est venue du ministre japonais des Finances qui a affirmé, en marge de la réunion du G7 à Rome, que «nous avons appris depuis la Grande Dépression, que si un texte similaire à la loi Smoot-Hamwley voyait le jour, cela conduirait à un désastre».

La décision française a été vite interprétée comme le retour du protectionnisme. Or, tout le monde a en mémoire que derrière le protectionnisme se profile le nationalisme économique qui débouche sur des dérives imprévisibles. En fait, il faut le souligner, il peut préparer le terrain à l'émergence d'idéologies totalitaires, comme ce fut le cas durant la Grande Dépression de 1929, qui pourraient à leur tour conduire à des relations internationales très tendues. Mieux que cela, l'on observe l'émergence d'un timide débat sur la probable dérive des démocraties occidentales vers des régimes dictatoriaux en cas d'aggravation de la crise. Le souvenir de 1929 est toujours vivace.

L'Union européenne appréhende cette perspective comme l'attestent les déclarations du Premier ministre tchèque, assurant la présidence de l'UE, qui stigmatise «des dernières démarches et déclarations sélectives et protectionnistes, faites entre autres par le président français Nicolas Sarkozy». La ministre française de l'Economie, Christine Lagarde, a rejeté ce reproche en soutenant qu'«il n'y a pas de relent protectionniste... Il y a le souci de vraiment se focaliser sur la recherche, le développement, la qualité de nos véhicules automobiles et puis les contreparties qui ont été négociées avec les constructeurs, et qui prévoient notamment qu'il n'y ait pas de fermetures de sites et que les constructeurs fassent tout leur possible pour éviter des licenciements». En fait, cette déclaration n'a nullement apaisé les esprits puisque le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, s'est fait l'avocat du sentiment exprimé par la majorité à ce sujet en affirmant : «Il est très important qu'au plus haut niveau nous gardions une approche commune qui respecte les principes de l'Union européenne et que nous résistions à la tentation du protectionnisme, tant vis-à-vis de l'extérieur que de l'intérieur». Et d'ajouter : «Je sais que, parfois, en temps de crise, il y a des tendances à vouloir agir de manière isolée. C'est une erreur. Nous voulons que l'UE à 27 soit aussi unie que possible et agisse avec une approche commune».

Cet «égoïsme» ou ce retour au protectionnisme est-il vraiment surprenant ? Il faut rappeler qu'au tout début du déclenchement de la crise, les pays européens voulaient agir séparément pour la juguler. Ce n'est qu'après l'aggravation de la crise qu'il a été envisagé une concertation entre les pays

membres de l'UE et entre ces derniers et les Etats-Unis. D'ailleurs, la mise en œuvre par chaque pays de son plan de relance est une illustration de leurs profondes divergences. On peut ajouter à ces divergences le fait que chaque pays a conçu son plan de relance sans concertation. Cela veut dire qu'il n'y a pas une cohérence globale mais des logiques nationales, basées sur des intérêts strictement nationaux. Cette approche individuelle a été validée lors du sommet du G20 à Washington. En effet, les participants ont décidé de ranimer l'économie mondiale grâce aux différents plans de relance nationaux. Pour mémoire, il faut ajouter que le principe d'une réunion internationale et la composition des pays devant y participer, en l'occurrence le G20, n'ont été acceptés que du bout des lèvres par les Etats-Unis.

Cette attitude des pays développés a des conséquences négatives inévitables :

- D'abord, ils ont maintenu leurs divergences, ce qui prouve qu'ils privilégient l'approche individuelle pour lutter contre les effets de la crise.
- Ensuite, cette approche est basée sur la crainte que la crise est plus grave et peut perdurer et que, par conséquent, il est préférable de ne pas lier son sort aux autres.
- Enfin, le protectionnisme renaissant de ses cendres peut ressembler à la boîte de Pandore. Mais, il y a un risque sérieux qu'il réveille les vieux démons qu'on a vite enterrés. Leur résurgence peut mettre en danger la paix et la sécurité dans le monde. Car, le nationalisme, même économique, débouche toujours sur des dérives.

Il faut également souligner que le retour du protectionnisme dévoile la légèreté, l'irresponsabilité, le cynisme et l'ampleur de l'égoïsme des pays développés. Il y a quelques mois seulement, ils vantaient les mérites et les bienfaits de la mondialisation et de son support qu'est l'OMC. Aujourd'hui, parce qu'ils sont étranglés par la crise, ils adoptent des politiques aux antipodes de la mondialisation et de ses supports. Quel crédit faut-il dorénavant accorder à leur discours ?

Cette attitude comporte des risques évidents et, une fois de plus, les pays de l'hémisphère Sud sont des victimes tout indiquées. En effet, le «repli» des pays développés peut vouloir dire aussi fermeture de leurs marchés à leurs produits agricoles et industriels. Si, de plus, l'assèchement de l'aide extérieure et le refus du système bancaire de relancer les opérations internationales perduraient, les pays en voie de développement seraient tout simplement menacés d'asphyxie. Il y a donc des raisons sérieuses de nourrir des inquiétudes pour la stabilité internationale en cas de persistance de la crise, d'une part, et de la tendance des pays développés au protectionnisme et au nationalisme économique, d'autre part.

Il faut souligner que ce retour des «vieux démons» est suscité par la détérioration brutale des économies développées comme l'attestent, au demeurant, les plans de relance qui mobilisent des sommes colossales plus de 3000 milliards de dollars pour leur mise en œuvre. En outre, il n'est pas dit qu'ils vont atteindre tous les objectifs escomptés. Même si la relance de l'économie mondiale se faisait – dans combien de temps ! – elle ne serait que molle au départ. Cela voudrait dire que les déficits cumulés auront toutes les chances de s'aggraver. Cette perspective n'est pas une vue de l'esprit puisqu'elle est déjà prise en compte. En effet, bien avant, la France, par exemple, a demandé une «mise entre parenthèses» des critères de Maastricht. Elle n'est pas la seule à le souhaiter puisque tous les pays de l'UE sont confrontés au même problème du déficit de leurs finances publiques. C'est un cruel dilemme : dépasser les 3 % du PIB ou hypothéquer la réussite des plans de relance. L'échec des plans de relance, tout le monde en convient, serait une catastrophe planétaire et ouvrirait la voie à des incertitudes sur l'évolution du système politique et économique international. Or, il faut souligner que la France, à titre d'exemple, connaît déjà un déficit représentant 5,4 % de son PIB. On est loin des 3 % imposés par Maastricht.

L'on constate que les pays développés, pour juguler la crise, sont sur la pente du revirement de leur idéologie, le libéralisme qui a été imposé et généralisé à l'ensemble de la planète, via les institutions de Bretton Woods et l'OMC, d'une part, et au non-respect de leurs engagements internationaux, d'autre part. Le protectionnisme bafoue l'OMC et les déficits violent les règles des accords de Maastricht. En outre, ils minent la stabilité économique et financière mondiale. Dans ce contexte, la persistance de la crise aidant, le monde risque de retrouver un «fléau» qui l'avait entraîné vers des dérives mémorables. On a même, à l'époque, inventé un concept pour décrire ses méfaits : la stagflation. Stagflation est un mélange détonant qui décrit une situation économique caractérisée par la stagnation et une forte inflation. Ce fléau a donné bien du fil à retordre aux économistes, car il défia toutes les «théories».

Le monde a connu le phénomène de la stagflation durant une période bien précise de son histoire : la guerre du Vietnam. Les Etats-Unis ont recouru à de formidables déficits pour la financer. Ces déficits ont, à leur tour, déclenché une inflation à deux chiffres. En outre, durant la période 75/85, le monde développé était en train d'absorber la crise de l'énergie. C'est au cours de cette période qu'il connut, lui aussi, une crise économique (elle a été analysée précédemment). C'est donc, dans ce contexte particulier (déficits des Etats-Unis et des pays développés) que le monde affronta la stagflation. Il est à craindre que la persistance de la crise entraîne une aggravation des déficits et, par voie de conséquence, la relance de l'inflation. C'est une perspective peu reluisante pour

le monde. C'est la raison pour laquelle il faut espérer que les plans de relance réussissent et que l'économie mondiale redémarre au plus vite.

Comme on le voit, le retour de l'Etat présente deux facettes, l'une positive et salvatrice et l'autre inquiétante. En 1929, l'Etat était pratiquement absent d'où les dérives engendrées par cette inaction. En 2007, l'Etat est présent mais il développe des tendances inquiétantes, comparables à celles observées durant la Grande Dépression. Dans une économie libérale, le brusque retour de l'Etat dans la sphère économique et financière peut provoquer des effets pervers. C'est une dégénérescence de ses missions et de son rôle dans un système démocratique. Il devient progressivement totalitaire, voire rédempteur, croyant qu'il a vocation à sauver la nation. Sur un autre plan, il faut se souvenir des dérives de l'Administration Bush qui a fait adopter le «Patriot Act» limitant les libertés publiques dans la plus grande démocratie du monde, tout cela pour justifier un argument fallacieux : la lutte contre le terrorisme international.

II) – L'alternative

Tirer les enseignements de la crise financière mondiale, et de la récession économique, est une condition nécessaire mais pas suffisante pour esquisser des perspectives prometteuses. Le monde a affronté périodiquement des crises tout au long de son histoire. Il a toujours «promis» qu'elles ne se renouvellent plus mais, une fois la tempête passée, il revient toujours à ses «vieux démons». A peine le souvenir de 1929 commença-t-il à s'estomper que surgissent d'autres crises qui ont émaillé le XXe siècle. Le début du XXIe siècle est secoué par une crise tout aussi grave que celle de 1929.

Quelle alternative ? Il faut bien trouver des voies pour qu'à l'avenir le monde puisse éviter des crises majeures qui pourraient le conduire à un désastre. Cette alternative doit être aux antipodes de ce que le monde a vécu jusqu'à présent. Elle peut s'articuler principalement autour de deux axes principaux :

- refondre la gouvernance financière ;
- instaurer la multipolarité financière.

1) – La refonte de la gouvernance financière

La crise des subprimes a remis à l'ordre du jour la question lancinante de la gouvernance financière. Il est clair que les causes de la crise sont liées à cette gouvernance qui a montré des limites, voire des lacunes manifestes. Par conséquent, sa refonte est une exigence, faute de quoi, le monde serait toujours exposé aux crises. Il y a donc des pistes à explorer pour instaurer une autre gouvernance financière.

1-1) – Les centres off shore.

En pleine crise des subprimes, et à la veille de la réunion du G20, le président français a évoqué la nécessité de revoir l'existence même des places off shore. Sa proposition a été accueillie favorablement par les pays confrontés à la crise mais a été rejetée fermement par les pays qui abritent ces places. Cependant, ce problème doit être soumis à d'autres instances, car les places off shore sont à la fois immorales et dangereuses pour la stabilité financière mondiale. Dans sa contribution au Rapport d'Analyse Economique, Hubert Reynier (Autorité des marchés financiers) estime que «des annonces d'enquêtes par les régulateurs financiers sur de possibles délits financiers ou manipulations de marché en lien avec la crise des «subprimes», ou encore les investigations récentes sur des fraudes fiscales en Europe, portent souvent sur des structures financières localisées dans des centres off shore. Certains centres off shore jouent ainsi un rôle particulier dans les circuits financiers internationaux, notamment pour loger des entités ayant vocation à opacifier la circulation des capitaux ou l'origine des transactions sur les marchés. Plus généralement, et sans que cela soit systématiquement un lien avec des réseaux mafieux ou une fraude organisée, certains centres off shore accueillent des structures juridiques ad hoc qui ont pour vocation de faciliter les montages des établissements financiers visant à sortir certaines opérations du bilan, à diviser les risques financiers ou à permettre l'évasion fiscale. Si les centres off shore ne sont nécessairement et en eux-mêmes la cause des grandes crises financières, ils peuvent cependant contrarier les efforts de surveillance des régulateurs et contribuer au développement des risques systémiques». (6).

A cette panoplie, il faut mentionner que les paradis fiscaux ont un poids considérable dans l'économie mondiale comme l'attestent les données ci-dessous :

- En 2008, 55 % du commerce international et 35 % des flux financiers transitent par les paradis fiscaux, c'est bien la preuve qu'ils constituent aujourd'hui un rouage essentiel dans l'économie.
- 10000 milliards de dollars d'actifs financiers en dépôts ou en gestion dans des paradis fiscaux.
- Selon le FMI, ces paradis hébergent 4000 banques, les deux tiers des fonds spéculatifs et 2 millions de sociétés écrans.
- Fraude fiscale au niveau mondial : entre 350 et 500 milliards de dollars, selon une étude de la banque mondiale.
- 100 milliards de dollars de perte de recettes fiscales pour le trésor américain du fait de l'existence des paradis fiscaux.
- Entre 20 et 25 milliards d'euros de perte de recettes fiscales pour l'Allemagne.

- Entre 15 et 20 milliards d'euros de perte de recettes fiscales pour la France.

Ces chiffres montrent qu'ils ont une formidable capacité de «déstabilisation» des marchés. Il est donc légitime de se préoccuper de leur existence et du mode de leur fonctionnement.

En fait, il serait dans l'intérêt général de supprimer ces niches conçues pour favoriser tout ce qui est illicite. Ce sont des sanctuaires pour tous les trafics illégaux. De plus, les centres off shore encouragent la violation systématique du droit. Ils devraient figurer en bonne place dans le futur agenda pour l'instauration d'un nouvel ordre financier international.

Il y a un consensus général pour revoir le fonctionnement des places off shore. Pour la première fois, les Etats-Unis ont créé un précédent en demandant à la banque suisse UBS de leur fournir les noms des 52 000 Américains qui détiennent un compte chez elle. Ces Américains ont tout simplement commis des fraudes fiscales. Dans un premier temps, la banque suisse a été réticente pour accéder à la demande des autorités américaines. Elle a fini par céder car son existence a été mise en jeu. Ainsi, il suffit de faire pression pour faire plier des institutions qui, sous la facette de l'honorabilité et du secret bancaire, s'adonnent à des pratiques immorales. Le comble, c'est cet «argent sale» qu'elles recyclent sur le marché international des capitaux.

Ce précédent montre que lorsque les pays développés manifestent leur volonté d'imposer des mesures aux places off-shore parce que leurs intérêts sont en jeu, ils arrivent à obtenir des résultats. La Suisse, l'Autriche, le Luxembourg, Andorre, ont accepté de revoir le fonctionnement des paradis fiscaux. Il est donc temps de revoir leur fonctionnement pour introduire plus de transparence et de légalité dans les relations financières internationales. En outre, les paradis fiscaux contribuent à l'apparition des crises.

1-2) – La refonte des agences de notation.

La responsabilité des agences de notation a été clairement établie dans l'irruption de la crise des subprimes. Les pouvoirs publics devraient les contrôler plus étroitement et les sanctionner sévèrement en cas de dérives. Ces agences devraient :

- être plus transparentes ;
- intégrer dans leurs évaluations les risques de liquidité ;
- revoir leurs grilles de notation ;
- mieux gérer leur personnel et surtout assurer la mobilité des analystes.

1-3) – Le renforcement de la supervision bancaire

Le renforcement de la supervision bancaire passe inévitablement par l'action des autorités monétaires, c'est-à-dire les banques centrales. Après la crise des subprimes, il a été convenu de renforcer la mission dévolue à ces dernières dans ce domaine. C'est l'absence ou l'insuffisance de supervision bancaire qui est l'une des causes de la crise des subprimes. Même si le principe du contrôle bancaire a posteriori est inévitable, les banques centrales devraient être plus «tatillonnes» à l'avenir.

Dans le sillage du renforcement de la supervision bancaire, il est clair qu'il faut réexaminer les dispositions de Bâle II pour mettre en adéquation la réglementation prudentielle des banques et les problèmes complexes relatifs à la liquidité et à la solvabilité.

1-4) – La réforme du système monétaire international

Il faut bien souligner que la crise a rendu la réforme du système monétaire international incontournable. Dans le passé, ce système a fait l'objet de critiques acerbes pour ses multiples échecs à cause de plusieurs facteurs. D'abord, le FMI est, depuis sa création, entre les mains des pays développés. Il a servi de bras séculier pour la généralisation de la mondialisation aux couleurs occidentales. Ensuite, il a préconisé des thérapies dont la particularité est d'avoir soit échoué soit donné des résultats mitigés. Il en est ainsi, par exemple, des PAS en faveur des pays du Sud, d'une part et, de sa gestion des différentes crises, et notamment les crises asiatiques et sud-américaines, d'autre part. Enfin, et c'est un reproche de fond qui lui a été fait par toute la communauté internationale, c'est qu'il n'a pas vu venir ces crises et surtout la toute dernière celle des subprimes.

C'est sur cette toile de fond peu reluisante qu'il fut question de le réformer en profondeur. C'est d'ailleurs la mission qui a été confiée au nouveau directeur général, Dominique Strauss Kahn. Malheureusement, la crise a perturbé l'agenda du nouveau responsable. Mais, ce qui est important à souligner, c'est que la crise a, en fait, agi comme un catalyseur. Non seulement, la réforme du FMI doit intégrer les enseignements des lacunes du passé mais aussi et surtout les leçons de la crise de 2007. La crise des subprimes est venue, en quelque sorte, interférer dans l'émergence même du projet de réforme.

Cependant, tout le monde en convient, le plus urgent de la réforme, car il faut parer au plus pressé, c'est-à-dire juguler la crise mondiale, est de renforcer la surveillance financière. Ce sont maintenant les grands pays développés qui le souhaitent après l'effondrement de leur système bancaire et financier. C'est ainsi

que le gouverneur de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, a estimé lors d'une intervention devant le Parlement européen que «le FMI doit améliorer sa surveillance, y compris sa surveillance financière, surtout pour ce qui concerne les pays importants d'un point de vue systémique... Pendant longtemps, nous nous sommes concentrés sur la surveillance des économies émergentes et en développement, tandis que les économies industrielles elles-mêmes se considéraient comme étant largement étanches aux conseils internationaux... La crise nous donne une dure leçon qui est que les économies industrielles ont aussi besoin de surveillance, et, de fait, d'une surveillance rigoureuse. Toutes les institutions et forums internationaux devraient réfléchir sur les moyens de renforcer leur surveillance et son efficacité à précipiter les adaptations nécessaires». (7)

C'est une déclaration qui a le mérite de reconnaître tacitement que le FMI a «fermé les yeux» sur les pays développés occidentaux. D'où cette proposition du gouverneur de généraliser la surveillance financière à ces pays. L'on comprend ainsi pourquoi le FMI n'a pas pu tirer la sonnette d'alarme à temps concernant la crise des subprimes. Il est légitime que la principale réforme du FMI soit justement de le libérer de cette dépendance exclusive à l'égard d'une poignée de pays. Il doit pouvoir, comme le stipulent ses statuts, leur imposer aussi le respect des règles. Car, c'est cette absence de supervision qui a permis aux Etats-Unis de développer un système bancaire et financier complètement opaque qui est à l'origine de la crise actuelle. Les Etats-Unis, lors de la réunion du G20 à Washington en novembre 2008, se sont opposés à toute réforme de fond du FMI. Cette attitude est dictée par la crainte de voir, un jour, le FMI leur appliquer les mêmes thérapies que pour les autres pays. Tout le problème est là. Les Etats-Unis veulent une réforme de cette institution qui ne remette pas en cause leur leadership et les privilèges dont ils profitent grâce au rôle exceptionnel du dollar.

C'est dans ce contexte que s'est tenue la réunion du G20. On a reconnu la nécessité d'une meilleure régulation du système monétaire international, d'une part, et d'une surveillance accrue des 30 plus grandes banques dans le monde, d'autre part. Ce sont des mesures et non pas des projets de réforme du FMI. D'ailleurs, le président Bush s'est opposé à une réforme en profondeur du Fonds.

Une telle situation ne peut être soutenue indéfiniment. La réforme du Fonds ne doit pas se limiter à revoir à la hausse la quote-part des pays émergents et de l'Arabie Saoudite. C'est une nouvelle orientation qu'il faut insuffler au Fonds. C'est une nouvelle approche pour sanctionner les dépassements au code de conduite par quelque pays que ce soit. Depuis 1929, l'on retrouve pratiquement toujours le même pays à l'origine des crises. C'est

une évidence qui doit apporter un nouvel éclairage au projet de réforme du FMI.

Enfin, le projet de réforme du FMI doit être fait en concertation avec les pays du Sud. Ils sont partie prenante de la communauté internationale et, de plus, ont toujours aidé à la croissance des pays développés. Ce n'est donc que justice de créer en leur faveur un fonds doté de nouveaux DTS pour les aider à combattre les effets négatifs des turpitudes des pays occidentaux, en général, et des Etats-Unis, en particulier.

2) – L'instauration de la multipolarité financière

La chute du mur de Berlin a propulsé encore davantage les Etats-Unis sur la scène internationale puisqu'ils sont passés du statut de superpuissance à celui d'hyperpuissance dans un monde unipolaire. De même, la mondialisation s'est propagée au reste de la planète. Le contexte mondial a, par conséquent, changé car le phénomène de la mondialisation a donné un formidable coup de pouce à la montée en puissance des pays émergents : la Chine, l'Inde, le Brésil... En un mot, la multipolarité économique est aujourd'hui une réalité. Les Etats-Unis, même en représentant 25 % de la production de la planète, ne sont plus la seule locomotive qui tire tous les autres wagons de l'économie mondiale. A côté d'eux, la Chine, par exemple, joue un rôle considérable à telle enseigne qu'il s'est créé une étroite interdépendance entre les économies américaine et chinoise. De plus, la Chine est devenue le premier investisseur aux Etats-Unis. C'est une donnée fondamentale car sans la Chine, les Etats-Unis ne pourraient plus être considérés comme l'unique locomotive.

La nouvelle géopolitique mondiale n'est plus compatible avec le statu quo qui prévaut depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La crise des subprimes a révélé l'urgence à réformer le système monétaire et économique mondial, faute de quoi, la prochaine crise serait purement et simplement un véritable cataclysme planétaire, peut-être même fatal.

La crise actuelle a pour responsable un seul pays : les Etats-Unis d'Amérique. Ce fut la même chose en 1929. Le monde doit tirer les enseignements de ces deux crises majeures qu'il a connues. La crise de 1929 a débouché sur la Seconde Guerre mondiale et celle de 2007 est en train de faire renaître de dangereux réflexes, tels que le protectionnisme et le nationalisme... Et le comble, c'est de l'Amérique que vient ce chant des sirènes.

La complémentarité économique est aujourd'hui une réalité. Il faut, tout simplement, boucler la boucle en instaurant la complémentarité financière. Le contexte est favorable du fait de la fin des idéologies, et la mondialisation est

un argument de taille pour que les Etats-Unis admettent que la fin de leur leadership ne provoquera pas «le chaos» dans le monde. Zbigniew Brzezinski comprend qu'une telle évolution est inéluctable. «L'histoire, écrit-il, est le registre des changements. Elle nous rappelle que rien ne dure indéfiniment. Elle nous enseigne aussi que certaines données prévalent sur la longue durée et que leur disparition ne signifie pas le retour au statu quo ante. Il en va ainsi de la prépondérance américaine mondiale. Elle est vouée à disparaître. Pas aussi vite, sans doute, que le souhaiteraient certains, mais plus que ne l'imaginent de nombreux Américains. Ce qui pose une question cruciale : par quoi sera-t-elle remplacée ? Une fin brutale ouvrirait à l'évidence une période de chaos et d'anarchie internationale, ponctuée d'irruptions dévastatrices. Un déclin progressif incontrôlé aurait des effets similaires sur une période prolongée. Une dévotion de pouvoir maîtrisée et graduelle pourrait, en revanche, favoriser l'émergence d'une communauté internationale d'intérêts partagés, obéissant à des règles plus formalisées, et dans laquelle des accords supranationaux tendraient à assumer certaines des fonctions spéciales de sécurité assumées, de tradition, par les Etats-nations». (8) Dans un autre passage, il reconnaît clairement le besoin de «multipolarité» des autres puissances mais il le tourne en dérision du fait de leur faiblesse ou de leur dépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Il estime, en effet, que «le monde actuel n'apprécie pas nécessairement la prééminence américaine. Qu'il s'en défie, s'en irrite, voire conspire à y échapper, il ne peut, en pratique, la contrer ouvertement. Aucune des velléités d'opposition, ces dix dernières années, n'a abouti. Les Chinois et les Russes ont caressé le projet d'un partenariat stratégique, destiné à promouvoir un monde «multipolaire», ou, pour le dire sans détour, «antihégémonique». Bien peu en est sorti, du fait de la faiblesse relative de la Russie vis-à-vis de la Chine, aussi bien qu'en raison du pragmatisme chinois, plus préoccupé des besoins pressants du pays en technologie et en capitaux étrangers. Ni l'un ni l'autre de ces obstacles n'auraient été insurmontables si la Chine avait entretenu des relations antagoniques avec les Etats-Unis. Au cours de la dernière année du XXe siècle, l'Europe et, en particulier, la France annonçaient avec solennité qu'elles allaient bientôt se doter d'une «capacité de sécurité mondiale autonome». Dès la guerre en Afghanistan, cet engagement allait apparaître de la même nature que les affirmations soviétiques selon lesquelles la victoire historique du communisme «était à l'horizon» : avec une ligne imaginaire dotée de la fâcheuse propension à s'éloigner à mesure que l'on marche vers elle». (9)

Ces convictions ne sont plus de mise aujourd'hui. En effet, la crise des subprimes a remis à l'ordre du jour la nécessité de la multipolarité économique et financière. Tout le monde en est convaincu. Le ministre allemand des Finances a pris position en affirmant qu'avec cette crise, les Etats-Unis allaient perdre leur statut de superpuissance financière. Le président de la Banque mondiale a, quant à lui, déclaré qu'il fallait élargir le G8 au G20 pour instaurer la

multipolarité économique et financière. Le président français a déployé tout son entregent diplomatique pour amener les Etats-Unis à rejoindre la réunion internationale du G20 à Washington. Il faut souligner qu'ils étaient bien réticents à l'idée de cette réunion et même à l'élargissement du G8. Le président Sarkozy est allé même plus loin dans ses diatribes anti-américaines. Il a mis en exergue la responsabilité des Etats-Unis dans la crise des subprimes et surtout remis en cause les privilèges inhérents au dollar dont profitent sans vergogne les Etats-Unis. Et c'est en pleine réunion du G20 à Washington qu'il a affirmé clairement que les Etats-Unis ne sont plus la seule superpuissance sur la scène mondiale.

En clair, il est temps d'imposer la multipolarité financière aux Etats-Unis. Là aussi, quelques voies peuvent être explorées.

- D'abord, il faut instaurer une véritable «indépendance» du FMI pour la régulation et la supervision financière internationale. Ce qui veut dire que les Etats-Unis, en particulier, au même titre que les autres pays, doivent instaurer la discipline dans la conception et la mise en œuvre de leur politique économique et financière. La crise des subprimes est une conséquence de leur politique d'endettement qui découle elle-même d'une politique salariale réprimée pour maintenir la compétitivité internationale de leur économie. En un mot, ils transfèrent leurs échecs et leur laxisme au reste du monde, qui ont causé une crise mondiale majeure.

- Il est impératif de revoir le statut du dollar. Il est inconcevable que dans le cadre de la multipolarité économique, une monnaie nationale puisse être une monnaie de référence pour le monde entier (monnaie de facturation, liquidité internationale...) Ce privilège permet aux USA de concevoir la politique qui convient le mieux à leurs intérêts et de mener une politique hégémonique mondiale. Ce sont là les sources de l'unilatéralisme américain. Cependant, il faut bien souligner qu'il est impératif que les autres superpuissances acceptent que leurs devises jouent aussi un rôle international. L'euro, le yuan, le yen, en particulier, et demain peut-être le rouble russe, peuvent constituer, à côté du dollar, des monnaies de référence. Il faut bien souligner que l'acceptation du statu quo actuel, induit un risque majeur à terme pour la stabilité mondiale.

Il faut peut-être se féliciter de l'irruption de la crise des subprimes. Elle a le mérite de montrer que les Etats-Unis en sont responsables et que des perspectives peuvent être esquissées pour éviter des crises similaires à l'avenir. Cependant, l'enseignement le plus pertinent est que le monde est conscient aujourd'hui qu'il faut tourner une page. Un monde stabilisé, sécurisé et prospère passe inévitablement par l'émergence de la multipolarité économique et financière. Des actions internationales doivent être menées pour concrétiser cette option. Elle passe, bien entendu, par une profonde réforme du FMI et un «toiletage» des textes fondateurs de l'OMC. Le communiqué du G7 qui s'est

réuni à Rome stipule clairement que «des réformes urgentes du système financier international sont nécessaires... La stabilisation de l'économie mondiale et des marchés financiers reste notre plus grande priorité... Nous avons pris collectivement des mesures exceptionnelles pour répondre à ces défis et nous réaffirmons notre engagement à agir ensemble en utilisant une palette d'outils pour soutenir la croissance et l'emploi et renforcer le secteur financier». (10)

Références bibliographiques

- 1) – J. K. Galbraith : *«L'économie en perspectives. Une histoire critique»* – Le Seuil – p 25
- 2) – F. Perroux : *«Pour une philosophie du nouveau développement»* – Collection 10/18 – p 90
- 3) – Op – Cit – p 25
- 4) – P. Fabra : *«L'anticapitalisme – Essai de réhabilitation de l'économie politique»* – Flammarion – p 52
- 5) – E. Cohen : *«L'ordre économique mondial»* – Fayard – p 25
- 6) – Op – Cit – p 259
- 7) – Le journal *«La Tribune»* – 17/2/2009
- 8) – Z. Brzezinski : *«Le vrai choix. L'Amérique est le reste du monde»* – Odile Jacob – p 17
- 9) – Op – Cit – p 16
- 10) – Le journal *«La Tribune»* – 16/2/2009

Conclusion générale

Le président de la Banque mondiale a mis en garde contre une autre conséquence dramatique de la crise. Il a laissé entendre que l'avenir est incertain car, «ce qui a commencé comme une crise financière est devenu une crise économique et se transforme en crise de l'emploi. Cela pourrait devenir une crise humanitaire si les pays n'agissent pas». L'institution de Bretton Woods en charge des problèmes de développement estime qu'avec la persistance de la crise, ce sont 200 000 à 400 000 enfants de plus qui pourraient mourir tous les ans sur la période 2009-2015, soit un total de 1,4 à 2,8 millions, et que 46 millions de personnes pourraient rejoindre le cercle de la pauvreté.

Ce sont des chiffres effrayants car la crise a fait beaucoup de dégâts par ailleurs. Tous les jours, les médias donnent des nouvelles alarmistes, relayées par des discours des politiques franchement pessimistes. Cette crise va laisser de profondes séquelles. Mais elle a aussi fait émerger des frustrations, voire des rancœurs car l'on ne comprend pas que ce sont le laxisme, l'opacité, les risques non calculés, l'immoralité et la faiblesse des Etats qui en sont responsables. Le monde découvre brusquement un autre univers, le capitalisme financier, dévoyé et surtout menaçant pour la démocratie. Un pouvoir avide, sans foi ni loi et superpuissant était tapi dans l'ombre, dans l'impunité la plus totale, concevant et dispersant à satiété des «bombes à retardement». Ce capitalisme financier est né et a pris son essor aux Etats-Unis pour ensuite être généralisé à l'ensemble de la planète.

Cette toile de fond permet de comprendre les causes profondes de la crise et donc la nécessité impérieuse d'intreprendre dans les meilleurs délais les réformes salvatrices du système financier international. La réussite de ces réformes appelle une plus large concertation. Il n'est pas logique d'exclure les pays en voie de développement victimes de toutes les crises. Ces réformes doivent refondre le FMI et l'OMC. La résurgence du protectionnisme derrière lequel se profile sournoisement le nationalisme économique dans les pays développés et chantres du libéralisme «tous azimuts», risque de relancer les guerres commerciales sauvages qu'on pensait révolues à jamais. En fait, cette «guerre des grands» fait des terribles dégâts collatéraux. Ce sont toujours les pays en voie de développement qui finissent par payer les lourdes factures, générées par les turpitudes des pays développés. C'est une situation qui ne peut se reproduire à chaque crise, car c'est en fait leur développement qui est contrarié. Pour beaucoup d'entre eux, c'est même le retour à la case départ.

L'économie mondiale retrouvera le sentier de la croissance mais sur une nouvelle base. L'industrie automobile sera restructurée, modernisée et

mieux adaptée à la nouvelle politique énergétique qui sera mise en place. La restructuration de ce secteur-clé de l'économie aura des répercussions positives sur tout le tissu industriel. A terme, les pays développés récolteront les fruits de cette politique.

Tous les pays, y compris les pays producteurs de pétrole, sont de plus en plus convaincus qu'il faut développer les énergies nouvelles. Les nations développées, en particulier, sont déjà engagées dans cette voie comme l'attestent les enveloppes financières consacrées à cet effet.

La crise financière mondiale a relancé la restructuration du système bancaire international. Des fusions, des absorptions, des prises de participation sont signalées quotidiennement. De grandes banques sont en train de naître, à l'instar du groupe BNP-Fortis ou celui des caisses d'Épargne-Banques Populaires. En fait, dans tous les pays développés, l'on assiste à de telles concentrations. Le géant AIG sera restructuré et plusieurs entités naîtront afin d'éviter les erreurs du passé.

Toutes ces actions annoncent des mutations économiques et financières mondiales. Elles sont aussi le signe que le capitalisme est en train de se métamorphoser pour investir une nouvelle ère. La crise lui a donné une extraordinaire opportunité de se régénérer.

La crise financière mondiale et la récession économique sont une opportunité pour remettre les pendules à l'heure. Aucune percée dans la refonte du système financier international et aucune régulation rigoureuse de l'économie mondiale ne sont possibles tant que les États-Unis ne sont pas astreints aux mêmes règles de discipline que les autres pays dans le monde. La communauté internationale qui a trop souffert de l'unilatéralisme américain, devrait leur imposer une autre vision. Les États-Unis doivent comprendre que le leadership est incompatible avec l'hégémonie. Qu'ils veuillent bien continuer à assumer un leadership qui leur confère leur toute-puissance, mais basé sur la morale, l'équité et le respect de la légalité internationale, peu de pays dans le monde peuvent le contester. Mais continuer à imposer une hégémonie débridée est tout simplement anachronique. Ils ne sont plus seuls sur la scène internationale et ils doivent composer avec les autres superpuissances. En persistant dans cette voie, ils ne feront qu'entretenir les tensions, les frictions, et favoriser l'émergence de foyers dangereux pour la paix et la sécurité dans le monde. Ils seront alors assimilés eux-mêmes au chaos.

Cette crise entraîne, en douce, des restructurations dans la politique et géostratégie. Ce n'est pas un hasard si la France a décidé de réintégrer l'OTAN,

en pleine crise. L'Occident serre les coudes face à des lendemains incertains. Il se considère comme une «citadelle» qui pourrait à tout moment être assiégé.

Le monde se trouve à un tournant décisif. La fin de l'unilatéralisme américain ouvre de nouvelles perspectives où la multipolarité sera le garant de la stabilité mondiale. Ce sera, peut-être, l'aube d'une nouvelle civilisation humaine.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	9
Chapitre 1 : Les crises récurrentes.....	11
Chapitre 2 : La crise de 2007.....	49
Chapitre 3 : Effets et gestion de la crise.....	83
Chapitre 4 : Le monde après la crise.....	117
CONCLUSION GENERALE.....	145

L'HARMATTAN, ITALIA
Via Degli Artisti 15 ; 10124 Torino

L'HARMATTAN HONGRIE
Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

L'HARMATTAN BURKINA FASO
Rue 15.167 Route du Pô Patte d'oise
12 BP 226
Ouagadougou 12
(00226) 76 59 79 86

ESPACE L'HARMATTAN KINSHASA
Faculté des Sciences Sociales,
Politiques et Administratives
BP243, KIN XI ; Université de Kinshasa

L'HARMATTAN GUINÉE
Almamy Rue KA 028
En face du restaurant le cèdre
OKB agency BP 3470 Conakry
(00224) 60 20 85 08
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE
M. Etien N'dah Ahmon
Résidence Karl / cité des arts
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03
(00225) 05 77 87 31

L'HARMATTAN MAURITANIE
Espace El Kettab du livre francophone
N° 472 avenue Palais des Congrès
BP 316 Nouakchott
(00222) 63 25 980

L'HARMATTAN CAMEROUN
Immeuble Olympia face à la Camair
BP 11486 Yaoundé
(237) 458.67.00/976.61.66
harmattancam@yahoo.fr

L'HARMATTAN SÉNÉGAL
« Villa Rose », rue de Diourbel X G, Point E
BP 45034 Dakar FANN
(00221) 33 825 98 58 / 77 242 25 08
senharmattan@gmail.com